

Lois

Loi n° 2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi de finances pour l'année 2025⁽¹⁾.

Au nom du peuple,

L'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Dispositions Budgétaires

Article premier - Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2025 sont estimées comme suit :

- Recettes du budget de l'Etat 50 028 000 000 Dinars
- Dépenses du budget de l'Etat 59 828 000 000 Dinars
- Résultat du budget de l'Etat (déficit) 9 800 000 000 Dinars

Art. 2 - Est et demeure autorisée pour l'année 2025 la perception au profit du budget de l'Etat des recettes d'un montant total de 50 028 000 000 Dinars répartis comme suit :

- Les recettes fiscales 45 249 000 000 Dinars
- Les recettes non fiscales 4 429 000 000 Dinars
- Les dons 350 000 000 Dinars

Ces recettes sont réparties conformément au tableau « A » annexé à la présente loi.

Art. 3 - Les recettes affectées aux comptes spéciaux du trésor pour l'année 2025 sont fixées à 1 857 050 000 Dinars conformément au tableau « B » annexé à la présente loi.

Art. 4 - Le montant des recettes des comptes de concours pour l'année 2025 est fixé à 53 521 000 Dinars.

Art. 5 - Le montant des crédits de paiement des dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2025 est fixé à 59 828 000 000 Dinars.

Ces crédits sont répartis par missions, par missions spéciales et par programmes conformément au tableau « C » annexé à la présente loi.

Art. 6 - Le montant des crédits d'engagement des dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2025 est fixé à 63 000 000 000 Dinars.

Ces crédits sont répartis par missions, par missions spéciales et par programmes, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi.

Art. 7 - Est autorisée pour l'année 2025 la perception des ressources du trésor d'un montant total de 28 203 000 000 Dinars.

Ces ressources sont utilisées pour financer le résultat du budget de l'Etat et couvrir les charges de trésor comme suit :

En Dinars

Désignations	Montant
Ressources des emprunts extérieurs	6 131 000 000
Ressources des emprunts intérieurs	21 872 000 000
Ressources de trésor	200 000 000
Total des sources de financement	28 203 000 000
Financement de déficit budgétaire y compris les dons extérieurs, privatisation et confiscation	9 800 000 000
Remboursement du principal de la dette intérieure	9 734 000 000
Remboursement du principal de la dette extérieure	8 469 000 000
Prêts et avances du trésor	200 000 000
Total des utilisations	28 203 000 000

⁽¹⁾ Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée des représentants du peuple dans la séance commune du 2 décembre 2024.

Art. 8 - Le montant des recettes et des dépenses des établissements publics dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget de l'Etat pour l'année 2025 est fixé par missions à 1 438 539 300 Dinars conformément au tableau « E » annexé à la présente loi.

Art. 9 - L'effectif global du personnel autorisé au titre de l'année 2025 au profit des ministères y compris les services centraux et régionaux et le personnel des établissements publics dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget de l'Etat est de 663 757 agents.

Cet effectif est réparti par missions et par missions spéciales conformément au tableau « F » annexé à la présente loi.

Art. 10 - Le montant maximum dans la limite duquel le ministre chargé des finances est autorisé à accorder des prêts du trésor aux établissements publics en vertu de l'article 62 du code de la comptabilité publique est fixé à 330 000 000 Dinars pour l'année 2025.

Art. 11 - Le montant dans la limite duquel le ministre chargé des finances est autorisé à accorder la garantie de l'Etat pour la conclusion des prêts ou l'émission des sukuk islamiques conformément à la législation en vigueur est fixé à 8 000 000 000 Dinars pour l'année 2025.

Art. 12 - Par dérogation aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 2016-35 du 25 avril 2016 portant fixation du statut de la Banque centrale de Tunisie, la Banque centrale est autorisée à octroyer des facilités au profit de la trésorerie générale de la Tunisie dans la concurrence d'un montant ne dépassant pas 7000 millions de dinars.

Ces facilités sont octroyées sans intérêts appliqués et sont remboursées sur une période de 15 ans dont 3 années de grâce.

Une convention sera conclue entre le ministre chargé des finances et le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie fixant notamment les modalités de tirage et de remboursement des facilités octroyées.

Attribution des dotations payées dans le cadre de la responsabilité sociétale

Art. 13 :

1) Sont allouées au budget des conseils régionaux en application des dispositions de la loi n°2018-35 du 11 juin 2018 relative à la responsabilité sociétale des entreprises, les dotations payées par les établissements concernés par ladite loi. Les montants de ces dotations sont fixés dans le cadre de conventions conclues à cet effet entre le gouverneur et lesdits établissements.

2) Les recettes réalisées à ce titre sont affectées au financement des interventions au profit des régions sinistrées, notamment dans les secteurs suivants :

- La santé,
- L'environnement,
- L'éducation,
- Les établissements et les associations sportives, culturelles et sociales selon les législations y afférentes,
- Appui aux recettes des communes de la région,
- Les travaux de l'infrastructure.

3) Des rapports annuels relatifs aux recettes et dépenses desdits établissements sont soumis à la Présidence de la République, la Présidence du Gouvernement, l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts.

Prorogation du programme de la mise à la retraite avant l'âge légal

Art. 14 - Les dispositions de l'article 14 du décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 demeurent applicables selon les mêmes conditions, procédures et modalités prévues par la réglementation en vigueur, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

Consolidation des leviers de l'Etat social et renforcement du pouvoir d'achat du citoyen

Création d'un « Fonds de Protection Sociale des Travailleuses Agricoles » et octroi d'avantages fiscaux en leur faveur

Art. 15 -

1) Est créé un fonds spécial intitulé « Fonds de protection sociale des travailleuses agricoles » chargé d'assurer la couverture sociale et d'aider à l'inclusion économique des travailleuses agricoles dans le cadre du régime de la protection sociale des travailleuses agricoles créé en vertu du décret-loi n°2024-4 du 22 octobre 2024, relatif au régime de protection sociale pour les travailleuses agricoles.

Les conditions et les modalités d'intervention du fonds sont fixées par décret.

Le ministre chargé des affaires sociales est l'ordonnateur du fonds.

La gestion du fonds de protection sociale des travailleuses agricoles est confiée à la Caisse nationale de sécurité sociale en vertu d'une convention conclue à cet effet entre ledit fonds, le ministre chargé des affaires sociales et le ministre chargé des finances.

La gestion des programmes d'inclusion économique des travailleuses agricoles est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet entre ladite banque, le ministre chargé des affaires sociales et le ministre chargé des finances.

2) Le fonds de protection sociale des travailleuses agricoles est financé par :

- une subvention du budget de l'Etat dans la limite de 5 millions de dinars,
- une taxe au taux de 1 % des primes d'assurance ou des cotisations afférentes à toutes les branches d'assurance nette d'annulations et de taxes,

Cette taxe est payée mensuellement par les compagnies d'assurance ou les fonds des adhérents comme en matière de la taxe unique sur les assurances.

La taxe ne peut être mise à la charge des souscripteurs des contrats d'assurance ou des adhérents dans les entreprises d'assurance Takaful.

La taxe est déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

- une taxe d'une valeur de 5 dinars au titre de chaque attestation de visite technique payée par l'Agence technique de transport terrestre comme en matière de taxes sur les formalités administratives relatives à l'immatriculation des véhicules, aux permis de conduire et aux cartes d'exploitation ,
- un pourcentage de 10 % du montant global des amendes routières perçues annuellement,
- les ressources provenant des taxes contre les services fournis par les différents organismes et établissements sous tutelle du ministère chargé des affaires sociales, fixés par arrêté du ministre chargé des affaires sociales,
- tous dons et ressources pouvant lui être affectés conformément à la législation en vigueur.

Art. 16 :

1) Est ajouté à l'article 38 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un point 26 ainsi libellé :

26. Les revenus réalisés par les travailleuses agricoles bénéficiant des interventions du fonds de protection sociale des travailleuses agricoles, et ce, pendant 10 ans à partir du 1er janvier de l'année du bénéfice des interventions dudit fonds.

2) Est ajouté à l'article 40 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour l'année 1984, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents le numéro 7, ainsi libellé :

7) sont exonérés de ladite taxe les véhicules utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

3) Est ajouté au numéro 3 du paragraphe I de l'article 19 du décret beylical du 31 mars 1955, portant fixation du budget ordinaire pour l'exercice 1955-1956, tel que modifié et complété par les textes subséquents :

- Les véhicules de 8 ou 9 places utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

4) Est ajouté au numéro 2 de l'article premier du décret -loi n°60-22 du 13 septembre 1960, portant institution d'une taxe annuelle sur les véhicules de tourisme à moteurs à huile lourde, tel que modifié et complété par les textes subséquents un tiret ainsi libellé :

- Les véhicules de 8 ou 9 places utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

5) Est ajouté à l'article 34 de la loi n°84-84 du 31 décembre 1984, portant loi de finances pour l'année 1985, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents un paragraphe ainsi libellé :

Sont exonérés de ladite taxe les véhicules utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

Création d'un fonds spécial « Fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques »

Art. 17 :

1) Est créé un fonds spécial intitulé « Fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques » ayant pour objet de financer le régime d'assurance de la perte collective d'emploi pour des motifs non personnels pour les deux parties de la relation professionnelle et d'instaurer un système de prévoyance et de protection des travailleurs licenciés pour des motifs économiques.

Le ministre chargé des affaires sociales est l'ordonnateur du fonds.

Les conditions et règles de gestion dudit fonds sont fixées par décret.

2) Le fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques est financé par :

- une subvention du budget de l'Etat dans la limite de 5 millions de dinars,
- des frais d'adhésion au taux de 0,5% supportés par chacun de l'employeur et l'employé et dus sur la masse salariale déclarée auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale.
- un pourcentage de 14% du rendement de la majoration spécifique due sur le tabac et les allumettes,
- une taxe sur les jeux dont la participation s'effectue directement par téléphone ou messages courts (SMS) ou serveur vocal, supportée par le participant aux jeux au taux de 30% du :

* prix de la participation au jeu hors ladite taxe pour les jeux auxquels la participation s'effectue par messages courts.

* prix de la minute hors ladite taxe pour les jeux auxquels la participation s'effectue directement par téléphone ou à travers le serveur vocal.

Les opérateurs des réseaux de télécommunications, tels que définis par l'article 2 du code des télécommunications, effectuent la retenue du montant de la taxe, du solde du compte du client pour les abonnés des lignes prépayées et facturent le montant de ladite taxe pour les autres abonnés.

Les opérateurs des réseaux de télécommunications sont tenus de déclarer et de payer le montant de la taxe susvisée auprès de la recette des finances dont ils relèvent au cours des vingt premiers jours du mois qui suit le mois au cours duquel la retenue ou la facturation ont eu lieu.

- tous dons et ressources pouvant lui être affectés conformément à la législation en vigueur.

3) La gestion du fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques s'effectue en vertu d'une convention conclue entre le ministre chargé des affaires sociales, le ministre chargé de l'emploi et le ministre chargé des finances.

4) Sont abrogés les articles de 2 à 4 de la loi n°2009-40 du 8 juillet 2009, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2009, relatifs à l'instauration d'un fonds de financement des mesures exceptionnelles de la mise à la retraite. Le solde des ressources du fonds est transféré au profit du « fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques ».

Création d'un fonds spécial du Trésor

« Fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation »

Art. 18 :

1) Est ouvert aux registres du Trésorier Général de Tunisie un fonds spécial du Trésor dénommé «Fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation » chargé de payer les indemnités dues aux victimes des accidents de la circulation causant des préjudices résultant des atteintes aux personnes ou à leurs ayants droit en cas de décès , lorsque ces accidents sont survenus sur le territoire de la République Tunisienne et ont été causés par des véhicules terrestres à moteur ou leurs remorques, à l'exclusion des véhicules appartenant à l'Etat ou des véhicules circulant sur les voies ferrées, et ce dans les cas suivants :

- le responsable de l'accident demeure inconnu.
- l'inexistence d'un contrat d'assurance en vigueur soit en raison de l'expiration de la validité du contrat d'assurance pour les contrats à terme limité, soit dans les cas de non-souscription d'un contrat d'assurance.
- la nullité du contrat d'assurance.
- la résiliation du contrat d'assurance, à l'exception du cas prévu au dernier alinéa de l'article 11 du code des assurances.
- la suspension du contrat d'assurance, à l'exception des deux cas prévus, respectivement, au dernier alinéa de l'article 11 et au troisième alinéa de l'article 22 du code des assurances.
- les exclusions de garantie prévues à l'article 118 du code des assurances.

Le ministre chargé des domaines de l'Etat est l'ordonnateur du fonds.

Les dépenses du fonds revêtent un caractère estimatif.

Les conditions et les modalités d'intervention du fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation sont fixées par décret.

2) Le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation indemnise les ayants droit ou l'entreprise d'assurance qui l'a subordonné dans la limite des montants versés pour le compte de ce fonds.

L'entreprise d'assurance est tenue d'introduire le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation dans le procès relatif à l'indemnisation des accidents de la circulation, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, sous peine d'inopposabilité des jugements rendus à l'égard du fonds.

Contrairement aux dispositions de l'article 149 du code des assurances, le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation a le droit de présenter une offre de transaction amiable dans le domaine de son intervention prévu au paragraphe 1 du présent article, conformément aux dispositions d'une convention d'indemnisation pour le compte d'autrui, obligatoirement conclue par les parties concernées et approuvée par arrêté du ministre chargé des finances.

Au cas où une transaction amiable serait conclue entre le fonds et la victime ou ses ayants droit en cas de décès, la transaction est opposable au responsable de l'accident.

Le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation et l'entreprise d'assurance sont tenus d'associer la caisse de sécurité sociale concernée aux demandes de transactions amiables relatives aux accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.

Toute transaction à l'amiable effectuée sans associer le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation ou la caisse de sécurité sociale concernée est inopposable à l'égard de la caisse et du fonds.

L'entreprise d'assurance et le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation sont tenus d'introduire la caisse de sécurité sociale concernée dans le procès relatif à l'indemnisation des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail, qu'ils soient demandeurs ou défendeurs sous peine d'inopposabilité à la caisse, des jugements rendus.

Le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation est subrogé après paiement de l'indemnité, et à concurrence des montants versés, dans les droits et actions du bénéficiaire contre le responsable de l'accident.

Le fonds est en droit de réclamer des intérêts calculés au taux d'intérêt légal civil à compter de la date du paiement des indemnités et jusqu'à la date de leur remboursement.

3) Les ressources du fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation se composent de :

- la contribution des entreprises d'assurances ou des fonds des adhérents pour les assurances Takaful agréés pour pratiquer l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et leurs remorques, tels que mentionnés à l'article 110 du code des assurances, au taux de 0,2% des primes ou cotisations d'assurances émises au titre de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et leurs remorques, nettes d'annulations et de taxes.

- la contribution des assurés ou des adhérents au taux de 2% des primes ou cotisations d'assurances émises au titre de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et leurs remorques, nettes d'annulations et de taxes.

- les sommes recouvrées des responsables des accidents dans les cas prévus au paragraphe 2 du présent article.

- les autres ressources qui pourraient lui être affectées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les dispositions susvisées s'appliquent aux véhicules non immatriculés dans l'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie couverts par une assurance frontière.

La contribution des entreprises d'assurances ou des fonds des adhérents pour les assurances et la contribution des assurés ou des adhérents sont payées mensuellement par les entreprises d'assurances ou par les fonds des adhérents au même titre que la taxe unique sur les assurances.

4) Est remplacée l'expression "صندوق ضمان ضحايا حوادث المرور" en langue arabe là où elle est citée dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur par l'expression "حساب ضمان ضحايا حوادث المرور".

5) La convention prévue à l'article 149 du code des assurances demeure en vigueur jusqu'à la signature de la convention prévue au paragraphe 2 du présent article.

- Les dispositions de l'article 173 du code des assurances demeurent en vigueur jusqu'à la promulgation du décret prévu au paragraphe 1 du présent article.

6) Sont abrogées les dispositions des articles 172 et de 174 à 176 du code des assurances, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles

Art. 19 - Sont abrogées les dispositions du quatrième sous-paragraphe du paragraphe 1 prévu par l'article 17 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018 et remplacées par ce qui suit :

« Le fonds est géré en vertu d'une convention conclue entre le ministre chargé des finances et le ministre chargé de l'agriculture et de la pêche ».

Allègement de la charge fiscale des personnes bénéficiant de pensions d'orphelins et de pensions d'invalidité

Art. 20 :

1) Est ajouté à l'article 38 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un point 27 ainsi libellé :

27. Les pensions d'orphelins et les pensions d'invalidité de l'exercice du travail d'origine non professionnelle, servies conformément à la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité sociale.

2) Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux pensions payées à partir du 1er janvier 2025.

Appui à l'inclusion financière et économique des catégories vulnérables et à revenu limité et leur encouragement à la création des projets

Art. 21 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 20 millions de dinars sur les ressources du fonds national de l'emploi au profit des catégories vulnérables et à revenu limité, allouée à l'octroi de crédits sans intérêt ne dépassant pas 10 mille dinars pour chaque crédit, pour le financement des activités dans tous les domaines économiques, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 6 ans dont une année de grâce.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Renforcement de l'inclusion économique des personnes handicapées

Art. 22 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 5 millions de dinars sur les ressources du fonds national de l'emploi au profit des personnes handicapées, allouée à l'octroi de crédits sans intérêt ne dépassant pas 10 mille dinars pour chaque crédit, pour le financement des activités dans tous les domaines économiques, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 8 ans dont deux années de grâce.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

**Révision de la fiscalité des voitures aménagées spécialement
à l'usage des personnes handicapées**

Art. 23 :

1) Sont modifiées les dispositions de l'article 49 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents comme suit :

Article 49 (nouveau) :

Sont appliqués les taux du droit de consommation dû sur les voitures aménagées spécialement à l'usage des personnes handicapées repris dans le tableau suivant :

N° de la position	Désignation des produits	Taux %
Ex 87-03	Véhicule de tourisme aménagé à l'usage des personnes handicapées :	
	- à moteur à piston à allumage autre qu'à combustion interne	
	*d'une cylindrée n'excédant pas 1300 cm ³	0
	*d'une cylindrée excédant 1300 cm ³ et n'excédant pas 1600 cm ³	5
	*d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 2000 cm ³	10
	- à moteur à piston à allumage par compression :	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1600 cm ³	10
	* d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 1900 cm ³	15
Ex 87-04	* d'une cylindrée excédant 1900 cm ³ et n'excédant pas 2150 cm ³	20
	véhicule utilitaire aménagé à l'usage des personnes handicapées	
	- à moteur à piston à allumage autre qu'à combustion interne	
	*d'une cylindrée n'excédant pas 1300 cm ³	0
	*d'une cylindrée excédant 1300 cm ³ et n'excédant pas 1600 cm ³	5
	*d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 2000 cm ³	10
	- à moteur à piston à allumage par compression :	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1600 cm ³	10
	* d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 1900 cm ³	15
	* d'une cylindrée excédant 1900 cm ³ et n'excédant pas 2150 cm ³	20

2) Bénéficiaire de l'avantage susmentionné, une fois tous les cinq ans, les tunisiens résidents en Tunisie lors de l'importation d'une voiture de tourisme ou d'une voiture utilitaire de l'étranger conformément à la législation en vigueur ou dans le cadre d'un don entre les membres de la même famille tels que définis par les dispositions de l'article 22 du code des douanes ou lors de l'acquisition auprès des concessionnaires des véhicules automobiles exploitant un entrepôt privé particulier ou encore lors de l'acquisition de voitures fabriquées localement et ce à condition :

- que la personne handicapée soit titulaire d'un permis de conduire conformément à la législation en vigueur,
- que la voiture de tourisme ou utilitaire soit aménagée selon le type d'handicap,
- qu' à la date de son entrée en Tunisie, l'âge du véhicule ne dépasse sept ans et ce à compter de la date de la première mise en circulation,
- que la valeur du véhicule ne dépasse les 100 mille dinars,
- de présenter, conformément à la législation en vigueur, le matricule fiscal lors de la demande de bénéficier de la voiture utilitaire.

3) En cas d'immobilité totale selon la législation en vigueur, le conjoint, les ascendants ou les descendants peuvent être autorisés à conduire la voiture de tourisme.

Les conditions et règles d'application des dispositions du présent article sont fixées par décret.

Les dispositions du présent article entrent en vigueur à partir du 1^{er} avril 2025.

**Encadrement davantage des victimes d'actes de terrorisme
et des ayants droit des martyrs de la révolution et ses blessés**

Art. 24 - Est créée une ligne de financement d'un montant de deux millions (2.000.000) de dinars sur les ressources du fonds national de l'emploi au profit des personnes bénéficiant de l'inclusion économique et de la création des postes d'emploi conformément aux dispositions du décret-loi n° 2022- 20 du 9 avril 2022, relatif à l'Etablissement Fidaa pour la prévoyance des victimes d'actes de terrorisme parmi les militaires, les agents des forces de sécurité intérieure et des douanes ainsi que les ayants droit des martyrs de la révolution et ses blessés, allouée à l'octroi de crédits sans autofinancement et sans intérêt pour le financement des activités dans tous les domaines économiques durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 8 ans dont deux années de grâce.

La gestion de ladite ligne est confiée à la banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi et l'Etablissement Fidaa.

Cette convention fixe les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Renforcement du rôle social de l'Etat dans le domaine de l'habitat

Art. 25 - Est remplacée l'expression « l'acquisition d'un premier logement » mentionnée au paragraphe premier de l'article 61 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017 par l'expression « l'acquisition ou la construction d'un premier logement ».

**Appui aux patients allergiques au gluten issus de familles
pauvres et à faible revenu**

Art. 26 - Est octroyée aux patients allergiques au gluten issus de familles pauvres et à faible revenu inscrits au programme "AMEN SOCIAL", une allocation financière mensuelle de 30 dinars par personne au titre de la prise en charge des dépenses alimentaires.

Les modalités d'octroi de ladite allocation sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires sociales, du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des finances.

Préservation des ressources hydrauliques

Art. 27 :

1) Est remplacée l'expression « du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 » mentionnée au paragraphe premier de l'article 28 du décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022, portant loi de finances pour l'année 2023, telle que modifiée par l'article 28 de la loi n° 2023-13 du 11 décembre 2023, portant loi de finances pour l'année 2024, par l'expression « du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027 ».

2) Est allouée une dotation supplémentaire de 2 millions de dinars sur les ressources du fonds national d'amélioration de l'habitat pour l'octroi de crédits sans intérêt ne dépassant pas 20 mille dinars pour chaque crédit pour le financement de la construction des collecteurs d'eau de pluie.

**Exonération des véhicules non destinés au transport de
personnes ou transport de marchandises de la taxe unique
de compensation de transports routiers**

Art. 28 :

1) Sont modifiées les dispositions du numéro 7 de l'article 38 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour la gestion 1984 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment par l'article 56 de la loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013 portant la loi des finances pour l'année 2014 comme suit :

« Aux autres véhicules autres que ceux utilisés pour le transport de personnes ou le transport de marchandises autorisés à utiliser la route ».

2) Est ajouté à l'article 40 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour la gestion 1984 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents un numéro 8 ainsi libellé :

8) Sont exonérés de cette taxe :

- les véhicules aménagés pour la radio et télé diffusion
- les véhicules aménagés pour la projection cinématographique
- les véhicules aménagés en bibliothèques itinérantes
- les véhicules aménagés pour consultations médicales itinérantes
- les véhicules aménagés pour don et transfusion de sang
- les véhicules aménagés pour le transport funèbre
- les véhicules aménagés en laboratoires itinérants
- les matériels de travaux publics
- les engins et équipements spéciaux utilisés sur les routes
- les camions, autobus, remorques et semi-remorques destinés à la formation de conduite automobile

Renforcement du rôle de l'Office national de la famille et de la population de prévention des maladies contagieuses

Art. 29 - L'Office national de la famille et de la population bénéficie de l'exonération des droits de douane et de la taxe professionnelle au profit du fonds de développement de la compétitivité dans les secteurs industriels, de services et de l'artisanat dus à l'importation des préservatifs relevant de la position tarifaire Ex 40.14 du tarif des droits de douane à l'importation.

Soutien des établissements publics opérant dans le domaine de l'encadrement de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées

Art. 30 - Les établissements publics opérant dans le domaine de l'encadrement de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées bénéficient de la suspension des droits et taxes dus à l'importation des équipements, matériels et produits n'ayant pas de similaires fabriqués localement et nécessaires à leur activité.

Cet avantage est accordé sur la base d'une attestation délivrée par les services compétents du ministère de tutelle de l'établissement concerné, après avis technique des services du ministère chargé de l'industrie.

Réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à l'électricité basse tension destinée à la consommation domestique

Art. 31 :

1) Est modifié le deuxième tiret du numéro 3 de l'article 7 du code de la taxe sur la valeur ajoutée comme suit :

- La vente de l'électricité basse tension destinée à la consommation domestique au profit des personnes dont la consommation mensuelle dépasse 300 kilowatts/heure.

2) Est ajouté au paragraphe I du tableau "B" nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 30, ainsi libellé :

30) L'électricité basse tension destinée à la consommation domestique au profit des personnes dont la consommation mensuelle ne dépasse pas 300 kilowatts/heure.

Mesures pour soutenir les petits éleveurs de bovins

Art. 32 -

Est alloué un montant de 10 millions de dinars au titre de l'année 2025, sur les ressources du fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, réparti comme suit :

1) 5 millions de dinars débloqués sous forme de subvention exceptionnelle pour renforcer l'autofinancement des petits éleveurs de bovins en vue d'obtenir des crédits accordés par les banques sur leurs ressources propres, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, pour financer l'acquisition de génisses pleines produites dans des centres agréés par le ministère chargé de l'agriculture destinés à l'élevage des génisses de race pure nées localement ou l'acquisition des génisses pleines importées selon les cahiers des charges établis à cet effet, et ce dans le cadre d'un programme pour la reconstitution du cheptel bovin national, qui s'étale sur 4 ans, du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

Le taux de la subvention exceptionnelle, les conditions, modalités et délais pour en bénéficier, sont fixés en vertu d'un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Cette subvention est cumulable avec les avantages financiers accordés conformément à la législation en vigueur.

L'État prend en charge l'intégralité des intérêts appliqués aux crédits susvisés, sans que le taux d'intérêt appliqué par les banques dépasse le taux d'intérêt du marché monétaire majoré de 2 %.

Le montant de la prise en charge est imputé sur les ressources du fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Les conditions et les modalités de la prise en charge par l'État des intérêts appliqués aux crédits susvisés sont fixées en vertu d'une convention conclue entre les banques, le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'agriculture.

Sont suspendus les droits et taxes dus à l'importation des génisses, velles et veaux relevant de la position tarifaire Ex 0102 destinés aux petits éleveurs de veaux et ce, jusqu'au 31 décembre 2028.

Pour le bénéfice dudit avantage, les importateurs doivent obtenir une autorisation préalable des services compétents du ministère chargé de l'agriculture et s'engager par écrit à réaliser l'opération d'importation exclusivement au profit des éleveurs.

Le bénéficiaire dudit avantage est aussi tenu de s'engager, lors de chaque opération d'acquisition, à ne pas aliéner lesdites génisses et velles durant une période de 5 ans à partir de la date d'acquisition.

2) un montant de 5 millions de dinars débloqué sous forme de subvention exceptionnelle pour soutenir les petits éleveurs de bovins en vue d'obtenir une subvention durant la période allant du 1er janvier au 2025 au 31 décembre 2028 pour financer l'élevage des génisses gestantes et des velles de race pure, et ce dans le cadre du programme de reconstitution et préservation du cheptel bovin national.

Ladite subvention est cumulable avec les avantages financiers prévus par la législation en vigueur.

La subvention est fixée à un montant de 1000 dinars et répartie comme suit :

- 200 dinars lors de la naissance d'une génisse, sous réserve de son identification ;
- 300 dinars lors de sa première année ;
- 200 dinars lors de la première insémination ;
- 300 dinars lors de la première mise basse.

Les conditions et procédures du bénéfice de la subvention sont fixées conformément à la législation en vigueur. Les génisses ou velles bénéficiaires ne peuvent être cédées dans un délai de cinq (5) ans à compter de leur naissance.

Pour bénéficier dudit avantage, les éleveurs doivent informer les structures concernées et s'engager à respecter les conditions fixées à chaque étape d'octroi de la subvention.

Est considéré contrevenant tout éleveur ayant cédé des génisses ou velles bénéficiaires de cette subvention et est tenu de rembourser les montants perçus au Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Appuyer l'effort de la société ELLOUHOUM pour l'approvisionnement du marché

Art. 33 :

Sont suspendus les droits de douane dus à l'importation des produits suivants par la société ELLOUHOUM et ce jusqu'au 31 décembre 2027 :

- 1) Les viandes bovines réfrigérées relevant de la position tarifaire de 020110000 à 020120900 du tarif des droits de douane à l'importation;
- 2) Les viandes ovines réfrigérées relevant de la position tarifaire 020410000 et 020421000 du tarif des droits de douane à l'importation.

Mesures de soutien pour la Pharmacie centrale de Tunisie

Art. 34 :

- 1) Est réduit à 0% le taux des droits de douane dus sur les médicaments ayant un similaire fabriqué localement importés par la Pharmacie centrale de Tunisie et relevant des numéros 30.03 et 30.04 du tarif des droits de douane et ce à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2026.

2) Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due sur les médicaments ayant un similaire fabriqué localement importés par la Pharmacie centrale de Tunisie et relevant des numéros 30.03 et 30.04 du tarif des droits de douane, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2026.

3) Est abrogée l'expression « des produits et articles destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que » prévue au numéro 4 du paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

4) Est ajouté au code de la taxe sur la valeur ajoutée l'article 13 octies ainsi libellé :

13 octies) Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les produits et articles destinés à l'industrie pharmaceutique importés ou acquis par les entreprises d'industrie pharmaceutique.

L'avantage est octroyé pour les acquisitions locales sur la base d'une attestation de suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

Allègement de la fiscalité du café et du thé

Art. 35 :

1) Est abrogé l'article 21 de la loi n° 2023-13 du 11 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024.

2) Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due à l'importation et à la vente par l'Office du commerce de la Tunisie et les personnes autorisées par le ministère chargé du commerce du café relevant de la position tarifaire 09.01 et du thé relevant de la position tarifaire 09.02 du tarif des droits de douane à l'importation.

Poursuite de la réforme fiscale et renforcement des ressources du Trésor

Allègement de la charge fiscale des individus et renforcement de l'équité fiscale

Art. 36 :

1) Est modifié le barème de l'impôt sur le revenu prévu au paragraphe I de l'article 44 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés comme suit :

Barème de l'impôt sur le revenu

Tranches	Taux	Taux effectif à la limite supérieure
0 à 5.000 Dinars	0%	0%
5.000,001 à 10.000 Dinars	15%	7,50%
10.000,001 à 20.000 Dinars	25%	16,25%
20.000,001 à 30.000 Dinars	30%	20,83%
30.000,001 à 40.000 Dinars	33%	23,88%
40.000,001 à 50.000 Dinars	36%	26,30%
50.000,001 à 70.000,000 Dinars	38%	29,64%
Au-delà de 70.000 Dinars	40%	-

2) Les dispositions du présent article s'appliquent aux revenus réalisés à partir du 1^{er} janvier 2025.

Appui à l'équité fiscale par l'adoption de taux progressifs de l'impôt sur les sociétés

Art. 37 :

1) Sont modifiées les dispositions des premier et deuxième paragraphes, le début du troisième paragraphe et le début du paragraphe 1 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

Le taux de l'impôt sur les sociétés, appliqué au bénéfice imposable arrondi au dinar inférieur, est fixé à 20%.

Le taux de 20% s'applique également à la plus-value prévue au paragraphe II de l'article 45 du présent code. Toutefois, les intéressés peuvent opter pour le paiement de l'impôt sur les sociétés au titre de ladite plus-value au taux de 15% du prix de cession.

Toutefois, le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à :

1- 10% pour les bénéfices provenant de l'activité principale ainsi que les bénéfices exceptionnels visés au paragraphe I bis de l'article 11 du présent code et selon les mêmes conditions, et ce, pour :

2) Est ajouté au troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un paragraphe 4 ainsi libellé :

4- 40%, et ce, pour :

- les banques et les établissements financiers y compris ceux non-résidents prévus par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, et ce, à l'exception des établissements de paiement.

- les entreprises d'assurance et de réassurance, y compris les assurances mutuelles, les entreprises d'assurance et de réassurance takaful ainsi que pour le fonds des adhérents prévus au code des assurances tel que modifié et complété par les textes subséquents dont notamment la loi n°2014-47 du 24 juillet 2014.

3) Sont modifiées les dispositions du premier tiret du paragraphe 3 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

- les établissements de paiement prévus par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers,

4) Sont abrogées les dispositions des deuxième et quatrième tirets du paragraphe 3 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

5) Le taux de « 15% » est remplacé là où il se trouve au paragraphe II de l'article 51 bis du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés par le taux de « 20% ».

6) Le taux de « 10% » prévu à l'alinéa « b bis » du premier paragraphe du paragraphe I de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est remplacé par le taux de « 15% ».

7) Le taux de « 15% » prévu à l'alinéa « e bis » du premier paragraphe du paragraphe I et au quatrième paragraphe du paragraphe 1 du paragraphe II de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est remplacé par le taux de « 20% ».

8) L'expression «les montants dont les bénéfices en provenant sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 15%» prévue au deuxième alinéa de l'alinéa «g» du premier paragraphe du paragraphe I de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, est remplacée par l'expression suivante :

les montants dont les bénéfices en provenant sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 20% à l'exception des montants revenant aux sociétés prévues à l'article premier de la loi n°2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse

9) Sont modifiées les dispositions des premier et deuxième paragraphes du paragraphe I de l'article 12 de la loi n°89-114 du 30 décembre 1989 portant promulgation du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

L'impôt sur les sociétés, institué par l'article 3 de la présente loi, est dû au taux minimum de 25% par toute personne morale bénéficiaire d'une exonération totale ou partielle de l'impôt sur les sociétés en vertu de la législation en vigueur régissant les avantages fiscaux.

Ce taux est réduit à 10% pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 20%.

10) Est ajoutée l'expression « 40% ou » après l'expression « au taux de » prévue au premier point du deuxième tiret du paragraphe 2 de l'article 53 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018.

11) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe du paragraphe 6 de l'article 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018, comme suit :

Pour les sociétés, les entreprises et les fonds prévus par les paragraphes 3 et 4 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 40% ou 35%, la contribution sociale de solidarité est égale à la différence entre l'impôt sur les sociétés dû au taux de 40% ou 35% majoré de 4 points et l'impôt sur les sociétés dû selon l'un desdits taux sans la majoration des quatre points, avec un minimum égal à 500 dinars.

12) Est ajoutée l'expression « ou 40% » après le taux de « 35% » prévu au premier paragraphe de l'article premier et au premier paragraphe de l'article 2 de la loi n°2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse.

13) Le taux de « 15% » prévu au premier paragraphe de l'article 3 de la loi n° 2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse est remplacé par le taux de « 20% ».

14) Est modifiée la dernière phrase prévue au dernier paragraphe de l'article 130-5 du code des hydrocarbures tel que modifié et complété par les textes subséquents, comme suit :

Les bénéfices provenant desdites opérations sont soumis à l'impôt sur les sociétés conformément aux dispositions du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

15) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe du dernier tiret de l'article 96 du code minier tel que modifié et complété par les textes subséquents, comme suit :

- un impôt sur les bénéfices au taux de vingt pour cent du bénéfice annuel.

16) Les dispositions du présent article s'appliquent aux bénéfices réalisés à partir du 1^{er} janvier 2024 et à la plus-value réalisée par les non-résidents non établis en Tunisie de la cession des immeubles, des titres et des droits y relatifs à partir du 1^{er} janvier 2025.

Institution d'une contribution conjoncturelle due par les grandes entreprises au profit du budget de l'Etat pour l'année 2025

Art. 38 :

1) Est instituée une contribution conjoncturelle au profit du budget de l'Etat pour l'année 2025, due par les entreprises dont le chiffre d'affaires pour l'année 2023 est égal ou supérieur à 20 millions de dinars hors taxes et soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 15% au titre de la même année.

2) Ladite contribution est fixée à 2% des bénéfices servant de base pour le calcul de l'impôt sur les sociétés dont le délai de déclaration intervient au cours de l'année 2025 avec un minimum de 1.000 dinars.

3) Ladite contribution est payée dans les mêmes délais et selon les mêmes modalités impartis pour le paiement de l'impôt sur les sociétés.

Ladite contribution n'est pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Le contrôle de cette contribution, la constatation des infractions et le contentieux y afférents s'effectuent comme en matière d'impôt sur les sociétés.

Maîtrise du recouvrement de l'impôt sur les revenus des propriétés bâties

Art. 39 -

1) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe du paragraphe II de l'article 28 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

II. Le revenu net des propriétés bâties est déterminé en déduisant du revenu brut 25% au titre des charges de gestion, des rémunérations de concierge, d'assurances, d'amortissements, de réparation et d'entretien. Sont également déductibles, la taxe sur les immeubles bâtis et la contribution au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat acquittées.

2) Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux revenus des propriétés bâties réalisés à partir du 1^{er} janvier 2024.

**Allègement de la fiscalité du lait en poudre et
du beurre et mise à jour des positions tarifaires
de certains produits**

Art. 40 - Sont modifiés les tableaux 4, 6 et 7 prévus au numéro 2 de l'article 31 et aux numéros 1 et 2 de l'article 75 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016, et ce, comme suit :

1- Annexe n° 4

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 03.08	Larves de coquille	Ex 03.08	Invertébrés aquatiques autres que les crustacés et les mollusques
040221	Le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré	Ex 040210 et Ex 040221	Lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré
04051011	Beurre	04051019009	Beurre destiné à la transformation
Ex 051191	Les œufs pour loupes et dorades à incuber	Ex 051191	Les œufs des espèces aquatiques destinées à l'élevage.
0602101001	Les plants, plantes, boutures, racines et greffons des types destinés à la plantation dans les exploitations agricoles	0602101001	Boutures de vigne non enracinées
0602101009		0602101009	Greffons de vigne
0602201000		0602201000	Plants de vigne greffées ou racinées
0602209003		0602208003	Plants de figuiers
0602209004		0602208004	Plants de cognassiers
0602209005		0602208005	Plants de pommiers
0602209006		0602208006	Plants de pruniers
0602209007		0602208007	Plants de pêchers
0602209008		0602208008	Plants de cerisiers
0602903000		0602903000	Plants maraîchers
0602905002		0602905002	Plants d'oliviers
0602905004		0602905004	Plants pistachiers
120729	Graines de coton non destinées à l'ensemencement	120729	Graines de coton même concassées, non destinées à l'ensemencement
Ex 12149090	Foin	Ex 121490	Foin et Ensilage
Ex 12149090992	Ensilage		
150810	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Huile brute	150810	Huile d'arachide brute
150890	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -- Autres	150890	Huile d'arachide raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
151110	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -- Huile brute	151110	Huile de palme brute et ses fractions
151190	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -- Autres	Ex 151190	Huile de palme raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées
151211	Huiles de tournesol ou de carthame et ses fractions : --Autres	Ex 151211	Huile de tournesol brute et ses fractions
151219	Huiles de graine de tournesol ou de carthame et leurs fractions : --Autres	Ex 151219	Huile de tournesol raffinée et ses fractions
151411	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : --Huiles brutes	151411	Huiles de colza (soja) ou de navette brutes à faible teneur en acide érucique et leurs fractions
151419	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : -- Autres	151419	Huiles de colza (soja) ou de navette raffinées à faible teneur en acide érucique et leurs fractions non chimiquement modifiées
151491	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	151491	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde brutes et ses fractions à faible teneur en acide érucique.
151499	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	151499	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde raffinées et leurs fractions non chimiquement modifiées, à faible teneur en acide érucique.
151521	Huile de maïs et ses fractions : -- Huile brute	151521	Huile de maïs brute et ses fractions
151529	Huile de maïs et ses fractions : --Autres	151529	Huile de maïs raffinée et ses fractions non chimiquement modifiée
Ex 19.01	Préparations alimentaires destinées pour l'alimentation des nourrissons, des enfants malades et utilisées comme substituts du lait maternel	Ex 19.01	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel et destinées à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades.
Ex 1901	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.01	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 21.06	Préparations alimentaires destinées pour l'alimentation des nourrissons, des enfants malades et utilisées comme substituts du lait maternel	Ex 21.06	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel et destinées à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades
Ex 23.01	Farines de poissons	Ex 230120	Farines animales d'origine aquatique destinées à l'alimentation animale
23023010015	Son de blé et d'autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux	Ex 230210 Ex 2302230 Ex 230240	Son de blé et d'autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux
23023090017			
23024010011			
23024090013			
23040000095	Cosses de graines de soja	Ex 230400	Cosses de graines de soja
Ex 23.09	Aliments destinés aux aquacultures et aliments composés pour nutrition de poissons	Ex 23.09	Aliments composés pour nutrition des aquacultures
300610300	Barrières anti adhérence utilisées dans la chirurgie ou l'art dentaire	300610300	Barrières anti adhérence stériles utilisées dans la chirurgie ou l'art dentaire
382200	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications rénales et des glucomètres	Ex 38.22	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et des complications rénales.
902780	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications rénales et des glucomètres	Ex 902780	Glucomètres pour la mesure rapide de la glycémie

2- Annexe n° 6

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 03.08	Larves de coquille	Ex 03.08	Invertébrés aquatiques autres que les crustacés et les mollusques
040221	Le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré	Ex 040210 et Ex 040221	Lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré
040291	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants : Autres sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.	040291	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants.
040490	Lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants, produits consistant en composants naturels du lait, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants non dénommés ni compris ailleurs : --Autres	Ex 040490	Composants naturels du lait non additionnés du sucre ou d'autres édulcorants

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
04051011	Beurre	04051019009	Beurre destiné à la transformation
040891	Autres que jaunes d'œufs --Séchés	Ex 040891	Œufs d'oiseaux sans coquilles séchés
040899	Autres que jaunes d'œufs --Non séchés	04089980	Autres que jaunes d'œufs --Séchés
Ex 051191	Les œufs pour loups et dorades à incuber	Ex 051191	Les œufs des espèces aquatiques destinés à l'élevage.
0602101001	Les plants, plantes, boutures, racines et greffons des types destinés à la plantation dans les exploitations agricoles	0602101001	Boutures de vigne non enracinées
0602101009		0602101009	Greffons de vigne
0602201000		0602201000	Plants de vigne greffés ou racinés
0602209003		0602208003	Plants de figuiers
0602209004		0602208004	Plants de cognassiers
0602209005		0602208005	Plants de pommiers
0602209006		0602208006	Plants de pruniers
0602209007		0602208007	Plants de pêchers
0602209008		0602208008	Plants de cerisiers
0602903000		0602903000	Plants maraîchers
0602905002		0602905002	Plants d'oliviers
0602905004		0602905004	Plants pistachiers
07.14	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules similaires à haute teneur en fécule ou en inuline frais ou réfrigérés ou congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets, moelle de sagoutier.	07.14	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules similaires à haute teneur en fécule ou en inuline frais ou réfrigérés ou congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets, moelle de sagoutier.
Ex 110819	Amidon de pomme de terre	110813	Amidon de pomme de terre
12.01	Fèves de soja, même concassées.	120110	Fèves de soja destinées à l'ensemencement
		120190	- Fèves de soja destinées pour l'alimentation animale - Fèves de soja destinées à l'utilisation industrielle
120400	Graines de lin, même concassées	12040010	- Graines de lin destinées à l'ensemencement
		12040090	- Graines de lin non destinées à l'ensemencement même concassées.
12.05	Graines de navette ou de colza, même concassées	120510	Graines de navette ou de colza destinées à l'ensemencement
		120590	Graines de navette ou de colza non destinées à l'ensemencement même concassées.

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
120729	Graines de coton non destinées à l'ensemencement	120729	Graines de coton non destinées à l'ensemencement et même concassées
12.08	Farines de graines ou de fruits oléagineux, autres que la farine de moutarde	Ex 120810	Farine de soja destinée à l'alimentation animale
		Ex 120890	Farines de graines ou de fruits oléagineux, autres que la farine de moutarde
121221	Végétaux marins et autres algues destinées à l'alimentation humaine	121221	Algues destinées à l'alimentation humaine
121229	Végétaux marins et autres algues non destinées à l'alimentation humaine	121229	Algues non destinées à l'alimentation humaine
121299	Noix, spores et autres produits végétaux	121299	Noix, spores de fruit et autres produits végétaux destinés à l'alimentation humaine
Ex 12149090	Foin	Ex 121490	Foin et Ensilage
Ex1214909099 2	Ensilage		
150710	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -Huile brute, même dégommée.	150710	Huile de soja brute même dégommée
150790	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -Autres	150790	Huile de soja et ses fractions brutes non chimiquement modifiées
150810	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: --Huile brute	150810	Huile d'arachide brute
150890	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	150890	Huile d'arachide raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées
151110	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: --Huile brute	151110	Huile de palme brute et ses fractions
151190	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	Ex 151190	Huile de palme raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées
151211	Huiles de graines de tournesol ou de carthame et ses fractions : --Autres	Ex 151211	Huile de tournesol brute et ses fractions

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
151219	Huiles de graines de tournesol ou de carthame et ses fractions : --Autres	Ex 151219	Huile de tournesol raffinée et ses fractions
151411	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : --Huiles brutes	151411	Huiles de colza (soja) ou de navette à faible teneur en acide érucique et leurs fractions
151419	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : --Huile brute	151419	Huiles de colza (soja) ou de navette raffinées à faible teneur en acide érucique et leurs fractions et non chimiquement modifiées.
151491	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions même raffinées et non chimiquement modifiée : --Huiles brutes	151491	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde brutes et leurs fractions à faible teneur d'acide érucique.
151499	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	151499	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde raffinées et leurs fractions mais, non chimiquement modifiées, à faible teneur d'acide érucique.
151521	Huile de maïs et ses fractions : --Huile brute	151521	Huile de maïs brute et ses fractions
151529	Huile de maïs et ses fractions: --Autres	151529	Huile de maïs raffinée et ses fractions non chimiquement modifiée
Ex 19.01	Préparations alimentaires destinées pour l'alimentation des nourrissons, des enfants malades et utilisées comme substituts du lait maternel.	Ex 19.01	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel et destinées à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades.
Ex 19.01	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.01	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 210210	Les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés.	Ex 21.02	Levures vivantes et levures mortes destinées à la fabrication des aliments composés.
Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades et utilisés comme substituts du lait maternel.	Ex 21.06	Préparations alimentaires utilisés comme substituts du lait maternel et des enfants malades.
Ex 23.01	Farines de poissons	Ex 230120	Farines animales d'origine aquatique destinées à l'alimentation animale.
23023010015	Son de blé et d'autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux	Ex 230210	Son de blé et autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux.
23023090017		Ex 2302230	
23024010011		Ex 230240	
23024090013			
Ex 23.09	Aliments destinés aux aquacultures et aliments composés pour nutrition de poissons	Ex 23.09	Aliments composés pour nutrition des aquacultures

Annexe n° 7

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
040221	Lait en poudre	Ex 040210 et Ex 040221	Lait en poudre

Sont relevés à 36% les taux de droits de douane et à 19% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée dus à l'importation du lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré relevant des positions Ex 040210 et Ex 040221 du tarif des droits de douane selon un contingent annuel ne dépassant pas 2000 tonnes et ce sur autorisation du ministère chargé de l'industrie.

Unification de la compétence territoriale des tribunaux de première instance pour les recours Portant opposition contre les arrêtés de taxation d'office

Art. 41 :

Est ajouté aux dispositions de l'article 55 du code des droits et procédures fiscaux un paragraphe, ainsi libellé :

Le recours formé contre les arrêtés de taxation d'office établis par les chefs de bureaux de contrôle des impôts est porté devant le tribunal de première instance dans la circonscription duquel se trouve le centre régional de contrôle des impôts compétent.

Habilitation de l'administration fiscale à utiliser les résultats des constatations faites sur place pour déterminer la valeur commerciale des immeubles, des droits immobiliers et des fonds de commerce dans le cadre de la vérification fiscale préliminaire

Art. 42 :

Est ajouté après le quatrième paragraphe de l'article 37 du code des droits et procédures fiscaux, un paragraphe, ainsi libellé :

L'administration fiscale peut utiliser, dans le cadre de la vérification fiscale préliminaire, les résultats des constatations faites sur place réalisées pour déterminer la valeur commerciale des immeubles, des droits immobiliers et des fonds de commerce. La constatation s'effectue suite à un accord écrit préalable de l'occupant du local lorsqu'il s'agit d'un local d'habitation non destiné à l'activité, et ce, sur la base d'un ordre de mission spécial établi à cet effet par le chef du service concerné, dont une copie est délivrée, contre récépissé, directement à l'intéressé. Un procès-verbal est établi, à cet effet, conformément aux dispositions des articles 71 et 72 du présent code.

Liquidation, au profit de l'État, des montants, dépôts, comptes de valeurs mobilières et avoirs non réclamés

Art. 43 -

1) Les banques et les établissements financiers prévus par la loi n°2016 - 48 du 11 juillet 2016 sont tenus de déclarer, selon un modèle établi par l'administration, auprès du Trésorier Général de la Tunisie, les montants portés aux comptes courants, comptes de dépôts, comptes de paiement, comptes des dépôts d'investissement, comptes d'épargne de toute forme, comptes à terme et autres produits assimilés et tous autres comptes ouverts auprès d'eux en dinars tunisiens ou en devises, n'ayant fait l'objet d'aucune opération, réclamation ni litige à quelque titre que ce soit de la part de leurs requérants, durant une période de 15 ans sans interruption, et ce, dans un délai ne dépassant pas le 15 février de l'année suivant celle au cours de laquelle cette période s'est épuisée. Ils sont tenus, dans ce même délai, de transférer ces montants au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque Centrale de Tunisie.

L'obligation de la déclaration précitée s'étend aux soldes positifs des comptes courants non récupérés par leurs ayants droit et visés aux dispositions du numéro 5 de l'article 732 (nouveau) du code du commerce tout en les transférant au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque Centrale de Tunisie dans un délai ne dépassant pas le 15 février de l'année suivant celle au cours de laquelle la période de 5 ans s'est expirée.

2) Les intermédiaires en bourse, les banques et les sociétés émettrices des valeurs mobilières ou les intermédiaires agréés mandatés, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de déclarer selon un modèle établi par l'administration, les valeurs mobilières négociées dans le système de négociation électronique et les droits qui y sont rattachés, les actions et les parts des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières inscrits dans les comptes titres ouverts auprès d'eux et les fonds n'ayant fait l'objet d'aucune opération, réclamation ni litige à quelque titre que ce soit de la part du titulaire du compte ou de son représentant pour une période de 15 ans sans interruption, et ce, dans un délai ne dépassant pas le 15 février de l'année suivant celle au cours de laquelle cette période s'est expirée.

Ils sont tenus également de racheter les actions et les parts des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières concernés et de transférer les montants, y compris le produit de l'opération de rachat, au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque Centrale de Tunisie dans ce même délai.

Les valeurs mobilières négociées dans le système de négociation électronique concernées et les droits qui y sont rattachés sont transférés par les personnes susmentionnées, dans un délai ne dépassant pas un mois à compter de la date de l'expiration de la période de 15 ans, au Dépositaire central des titres, qui les centralise et les livre à l'intermédiaire agréé administrateur désigné à cet effet par le ministre chargé des finances, pour les vendre conformément à la législation en vigueur dans un délai ne dépassant pas 6 mois et déposer le produit de la vente directement au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie.

3) Les entreprises d'assurance sont tenues de déclarer les avoirs exigibles résultant des contrats d'assurance-vie et de capitalisation n'ayant fait l'objet d'aucune opération, réclamation ni litige à quelque titre que ce soit par leurs ayants droit pendant une période de 15 ans sans interruption, et ce, conformément aux délais et procédures prévus au paragraphe 1 du présent article et de les transférer au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie dans ce même délai.

Les entreprises d'assurance sont également tenues, à l'échéance des contrats d'assurance sus-indiqués ou à compter de la date de leur prise de connaissance du décès de l'assuré, de continuer le placement de l'épargne constitué au titre des mêmes contrats selon les conditions contractuelles pendant la période allant de l'échéance à la date de la déclaration, et de transférer les avoirs dans le même délai relatif à la déclaration au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie.

4) Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas aux comptes et avoirs revenant aux mineurs, incapables ou aux interdits tant que, l'atteinte de l'âge de majorité, la levée de l'interdiction ou le rétablissement de la capacité, selon le cas, n'a pas eu lieu.

5) Les établissements prévus aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article sont tenus de déposer les déclarations exigibles dans les délais impartis même en l'absence de montants, valeurs mobilières ou avoirs concernés par la déclaration.

6) Les établissements concernés sont tenus, pour les montants, valeurs mobilières et avoirs dont les délais prévus par le présent article sont expirés au 31 décembre 2024, de publier une liste des titulaires des comptes et ayants droit au Journal officiel des annonces légales et judiciaires dans un délai maximum le 30 avril 2025, et de les informer dans le même délai par tout moyen laissant une trace écrite de la déchéance du droit de réclamer ces montants à la fin du mois de juin 2025, conformément aux dispositions du présent article.

Les établissements concernés sont tenus, dans un délai ne dépassant pas le 15 juillet 2025, de déclarer les montants, valeurs mobilières et avoirs non réclamés et de les transférer au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie, et ce, sous réserve des dispositions spécifiques relatives aux valeurs mobilières mentionnées ci-dessus.

Art. 44 :

1) Les établissements prévus par l'article 43 de la présente loi et concernés par l'obligation de déclaration et de transfert sont tenus d'informer les titulaires des comptes ou les ayants droit, par tout moyen laissant une trace écrite, de la date à laquelle les fonds seront transférés au profit de l'État, ou l'opération de rachat sera effectuée ou les valeurs mobilières seront transférées au Dépositaire central des titres en vue de leur vente et de publier une liste des personnes concernées dans le Journal officiel des annonces légales, réglementaires et judiciaires, et ce, dans un délai de 6 mois au moins avant l'échéance de cette date.

2) La période de 5 ans ou 15 ans, pour déclarer et transférer les montants, les valeurs mobilières et les avoirs est calculée, selon le cas, à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle :

- La dernière opération a été effectuée sur le compte par son titulaire,
- Le compte courant a été clôturé pour les soldes créditeurs non récupérés par leurs titulaires, conformément aux dispositions du numéro 5 de l'article 732 (nouveau) du code de commerce,
- L'échéance des comptes d'épargne à terme, des comptes à terme ou des comptes d'épargne en actions est atteinte,
- L'échéance des contrats d'assurance-vie ou de capitalisation est atteinte ou l'entreprise d'assurance a pris connaissance du décès de l'assuré,
- L'âge de la majorité est atteint ou l'interdiction est levée, ou la capacité est rétablie, selon le cas, pour les comptes et les avoirs revenant aux mineurs, aux incapables et aux interdits,
- Les saisies ou oppositions sur les comptes et avoirs sont levées ou des jugements passés en la force de la chose jugée sont prononcés.

3) Sous réserve des dispositions du numéro 5 de l'article 732 (nouveau) du code de commerce, la demande de restitution des montants transférés doit être effectuée sur la base d'une demande écrite, motivée et déposée par le requérant auprès de la commission consultative permanente au sein du ministère des finances pour l'examen des demandes de restitution et de levée de la prescription et de faire usage des bons de commande manuels, et ce, dans un délai ne dépassant pas 15 ans à compter de la date du transfert. L'avis de la commission est contraignant pour l'administration et doit être exécuté dans un délai ne dépassant pas six mois à compter de la date de son émission.

Art. 45 - Les services de contrôle fiscal, contrôlent le respect des obligations mises à la charge des établissements prévus par l'article 43 de la présente loi. Ils ont le droit, dans le cadre des opérations de contrôle, de consulter auprès des établissements concernés et autres organismes publics et privés, tous les registres, titres, documents, programmes, systèmes et applications informatiques nécessaires pour les opérations de contrôle, et d'en prendre des copies le cas échéant. Le secret professionnel ou secret bancaire ne peut être opposé aux services de contrôle fiscal.

L'opération de contrôle est effectuée par une équipe de contrôle désignée à cet effet par le directeur général des impôts ou son représentant. L'administration fiscale peut se faire assister, dans le cadre des opérations de contrôle, par des agents de l'État, des établissements publics ou d'autres organismes publics, ou par des experts désignés par le ministre des finances ou par la personne ayant reçu une délégation du ministre des finances à cet effet.

Les opérations de contrôle sont soumises à un avis préalable, notifié à l'établissement concerné par les moyens prévus par le premier paragraphe de l'article 10 et par l'article 10 bis du code des droits et procédures fiscaux, et ce 15 jours au moins avant le commencement de l'opération de contrôle.

Les résultats de contrôle sont notifiés à l'établissement concerné conformément aux mêmes modalités de notification susvisées, et ce pour présenter son opposition, le cas échéant, dans un délai ne dépassant pas 30 jours à compter de la notification de l'avis. L'acquiescement du l'établissement à tout ou partie des résultats de contrôle s'effectue par le transfert des montants exigibles au Trésor de l'État dans un délai de 3 jours de la date de l'expiration du délai d'opposition sus-indiqué.

Les montants exigibles en principal et pénalités sont recouvrés, en vertu d'un arrêté établi par le directeur général des impôts ou son représentant, en cas de désaccord entre l'administration et l'établissement concerné sur les résultats de contrôle, ou lorsqu'il n'y a pas une opposition à la notification des résultats dans le délai imparti.

Le manquement à l'obligation d'information et de publication, prévues par le paragraphe 6 de l'article 43 et le paragraphe 1 de l'article 44 de la présente loi, n'affecte pas la régularité des opérations de contrôle.

Art. 46 - Le recours contre l'arrêté prévu à l'article 45 de la présente loi, est formé par l'établissement concerné par les procédures de contrôle contre la Direction générale des impôts et porté devant le tribunal de première instance Tunis 1 dans un délai de trente jours à compter de la date de sa notification conformément aux dispositions du code de procédure civile et commerciale. Le recours n'est pas suspensif de l'exécution de l'arrêté objet d'opposition.

L'appel est interjeté devant la cour d'appel dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du jugement de première instance, et l'appel n'est pas suspensif de l'exécution du jugement objet d'opposition.

Le recours en cassation est effectué conformément aux procédures prévues par la loi organique relative au Tribunal administratif.

Art. 47 :

1) Tout retard de déclaration des montants exigibles ou de leur transfert prévus par les articles 43 et 44 de la présente loi entraîne l'application d'une pénalité de retard au taux de 1 % pour chaque mois ou fraction de mois de retard, avec un minimum de 1.000 dinars, sans que la somme de la pénalité n'excède le principal des montants exigibles.

Lorsque le retard du transfert des montants exigibles est constaté suite à l'intervention des services du contrôle fiscal, une pénalité fixe au taux de 10% des montants requis est appliquée, majorée d'une pénalité de retard au taux de 2 % pour chaque mois ou fraction de mois de retard, sans que la somme de la pénalité fixe et de la pénalité de retard n'excède le principal des montants exigibles. Une pénalité au taux de 10 % de la valeur des valeurs mobilières non déclarées est appliquée, avec un minimum de 1.000 dinars.

2) Le droit de contrôle et de recouvrement des montants exigibles au sens des dispositions des articles 43 et 45 de la présente loi est imprescriptible.

3) Est punie d'une amende pécuniaire de 1.000 dinars à 10. 000 dinars, tout établissement n'ayant pas déposé la déclaration exigible dans le délai imparti conformément aux dispositions de l'article 43 de la présente loi. La même amende s'applique à tout établissement ayant déposé la déclaration sans transférer les montants exigibles dans le délai imparti. Cette amende n'est pas applicable lorsque l'établissement procède à la régularisation spontanée de sa situation avant l'intervention des services de contrôle.

La même amende s'applique à tout établissement n'ayant pas présenté à l'équipe de contrôle, tous informations, documents et systèmes requis pour l'accomplissement des opérations de contrôle.

Ces infractions peuvent être constatées avec application de la même amende une fois tous les trois mois à compter de la date de la constatation de l'infraction précédente.

Les infractions susvisées sont constatées par un procès-verbal établi à cet effet par deux agents des services de contrôle fiscal. Le directeur général des impôts met en mouvement l'action publique et transmet les procès-verbaux au Procureur de la République auprès du tribunal de première instance de Tunis 1.

Le droit de poursuite des infractions prévues par le présent article se prescrit à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle l'infraction a été commise. La prescription est interrompue par la notification du procès-verbal de la constatation de l'infraction.

Art. 48 - Sous réserve des dispositions de l'article 65 de la loi n° 2023-13 du 11 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024, sont abrogées toutes les dispositions contraires aux articles de 43 à 47 de la présente loi.

Révision de la classification des contraventions routières et des montants des amendes y afférentes

Art. 49 - Sont abrogées les dispositions des deuxièmes et troisièmes paragraphes de l'article 83 du code de la route et remplacées par ce qui suit :

Les contraventions se divisent en trois catégories et tout contrevenant est puni d'une amende égale à :

- vingt (20) dinars pour les contraventions de première catégorie,
- quarante (40) dinars pour les contraventions de deuxième catégorie,
- soixante (60) dinars pour les contraventions de troisième catégorie.

La liste des contraventions est fixée par décret.

Mesures d'appui au financement des entreprises et d'encouragement à l'investissement Facilitation de l'accès des petites et moyennes entreprises et des startups aux sources de financement

Art. 50 :

1) Est créée une ligne de financement d'un montant de 7 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi dédiée à l'octroi de crédits à moyen et long terme au profit des petites et moyennes entreprises, y compris les startups et les entreprises exerçant dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, pour financer leurs investissements à des conditions préférentielles, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

2) Est créée une ligne de financement d'un montant de 10 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit des petites et moyennes entreprises, y compris les startups et les entreprises exerçant dans le secteur de l'agriculture et de la pêche pour financer les besoins de gestion et d'exploitation à des conditions préférentielles, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

La gestion de chaque ligne est confiée à la Banque de financement des petites et moyennes entreprises en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de sa gestion.

Encouragement à la création des startups

Art. 51 :

Est créée une ligne de financement d'un montant de 3 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi pour l'octroi des prêts participatifs sans intérêt au profit des promoteurs des startups, en accordant la priorité aux titulaires d'un doctorat chômeurs, et ce, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, dédiée exclusivement à renforcer les fonds propres de ces entreprises.

La gestion de cette ligne est confiée à la Banque de financement des petites et moyennes entreprises en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de sa gestion.

Création d'un mécanisme de garantie des financements

accordés aux petites et moyennes entreprises

Art. 52 - Est créé un mécanisme de garantie des financements octroyés durant la période allant du 1^{er} janvier 2025 jusqu'à fin décembre 2026 au profit des petites et moyennes entreprises dans le cadre des programmes de restructuration financière, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 2019-47 du 29 mai 2019, relative à l'amélioration du climat de l'investissement tel que modifié et complété en vertu de l'article 13 du décret-loi n° 2020-30 du 10 juin 2020, portant des mesures pour la consolidation des assises de la solidarité nationale et le soutien des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la propagation du Coronavirus « Covid-19 ».

Est alloué un montant de 20 millions de dinars au profit du mécanisme de garantie mentionné au paragraphe premier du présent article sur les ressources disponibles du mécanisme de garantie des crédits de gestion et d'exploitation créé en vertu de l'article 11 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-6 du 16 avril 2020 prescrivant des mesures fiscales et financières pour atténuer les répercussions de la propagation du coronavirus « Covid-19 » tel que modifié et complété par le décret-loi du chef du gouvernement n° 2020-22 du 22 mai 2020, prescrivant des mesures supplémentaires d'appui à la trésorerie des entreprises affectées par la propagation du Coronavirus « Covid-19 ».

Sa gestion est confiée à la Société tunisienne de garantie en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances, fixant les conditions et les modalités de gestion dudit mécanisme de garantie.

Régularisation de la situation des petites et moyennes entreprises envers la Banque de financement des petites et moyennes entreprises

Art. 53 - Les petites et moyennes entreprises endettées auprès de la Banque de financement des petites et moyennes entreprises sont exonérées du paiement total ou partiel des intérêts de retard avec rééchelonnement du principal de la créance et des intérêts sur une période maximale de 10 ans au taux d'intérêt initial, et ce, au cas par cas et conformément à une politique de recouvrement fixée par le conseil d'administration de la banque et exécutée par cette dernière.

Les demandes de bénéfice de cette mesure doivent être déposées au plus tard le 31 décembre 2025.

Allègement de la fiscalité des bus acquis par les entreprises industrielles destinés au transport de leurs employés

Art. 54 :

1) Est ajouté au paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 18 sexies ainsi libellé :

18 sexies) les bus acquis par les entreprises industrielles destinés au transport de leurs employés et relevant du numéro Ex 87.02 du tarif des droits de douane et dont l'âge ne dépasse pas 10 ans à partir de la date de la première mise en circulation.

La réduction à 7 % du taux de la taxe sur la valeur ajoutée au titre des acquisitions locales est octroyée sur la base d'une attestation délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

2) Sont ajoutées au titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation, les dispositions suivantes :

7.30 Les bus destinés au transport des employés :

7.30.1- Sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7.1 du titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et des conditions prévues au paragraphe 7.30.2 ci-dessous, bénéficient de l'exonération des droits de douane les bus importés par les entreprises industrielles relevant de la position tarifaire Ex 87.02 dont l'âge ne dépasse pas dix ans à compter de la date de la première mise en circulation et destinés au transport de leurs employés.

7.30.2- Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au paragraphe 7.30.1 est subordonné pour chaque opération d'importation, à la souscription d'un engagement d'incessibilité du bus avant l'expiration de la période de cinq ans à compter de la date du certificat d'immatriculation sauf autorisation des services de douane.

La cession des bus avant la fin du délai fixé, est soumise au paiement des droits et taxes exigibles sur la base de la valeur et des taux en vigueur à la date de la cession.

3) Les conditions et les procédures de bénéfice des avantages prévus par les deux points 1 et 2 du présent article sont fixées par décret.

Incitation au financement des opérations de transmission et de restructuration financière des entreprises

Art. 55 - Est prorogé le délai du 31 décembre 2024 prévu au dernier paragraphe de l'article 15 de la loi n°2019-47 du 29 mai 2019 relative à l'amélioration du climat de l'investissement telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026.

Poursuite de l'appui aux entreprises communautaires pour la relance du rythme de leur création et la promotion du développement et de l'emploi

Art. 56 -

1) Est allouée une dotation supplémentaire d'un montant de 20 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit de la ligne de financement des entreprises communautaires créée en vertu de l'article 29 du décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023 tel que modifié et complété par l'article 32 de la loi n°2023-13 du 11 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024.

2) Est alloué un montant de 10 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit du Fonds national de garantie créé en vertu de l'article 73 de la loi n°81-100 du 31 décembre 1981 portant loi de finances pour la gestion 1982 tel que modifié et complété par les textes subséquents, pour garantir les financements octroyés au profit des entreprises communautaires.

3) Est ajouté au code de la taxe sur la valeur ajoutée l'article 13 septies ainsi libellé :

Article 13 septies :

Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations d'importation et d'acquisition locale d'équipements, matériels, matières, produits, services et immeubles nécessaires à l'activité des sociétés communautaires exerçant conformément à la législation en vigueur et ce pour une période de 10 ans à compter de la date de leur création.

Ledit avantage est octroyé, pour les acquisitions locales, sur la base d'une attestation générale ou ponctuelle, selon le cas, délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

4) Est ajoutée à l'article 6 de la loi n°88-62 du 2 juin 1988 portant refonte de la réglementation relative au droit de consommation l'expression « et 13 septies » après l'expression « 13 ter ».

5) Est ajouté à l'article 36 de la loi n°99-101 du 31 décembre 1999 portant loi de finances pour l'année 2000 telle que modifiée par les textes subséquents, un paragraphe ainsi libellé :

Bénéficient de la suspension de ladite taxe les produits nécessaires à l'activité, importés ou acquis localement, par les entreprises communautaires prévues par la législation en vigueur pour une période de 10 ans à partir de la date de leur création et ce conformément aux conditions prévues à l'article 13 septies du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

6) Est ajouté au paragraphe III de l'article 58 de la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003 telle que modifiée par les textes subséquents, un sous-paragraphe ainsi libellé :

Bénéficient de la suspension de ladite taxe les produits nécessaires à l'activité, importés ou acquis localement, par les entreprises communautaires prévues par la législation en vigueur pour une période de 10 ans à partir de la date de leur création et ce conformément aux conditions prévues à l'article 13 septies du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

7) Est ajouté après le cinquième sous-paragraphe du paragraphe 2 de l'article 2 de la loi n° 2005-82 du 15 août 2005 relative à la création d'un système de maîtrise de l'énergie, un sous-paragraphe ainsi libellé :

Bénéficient de la suspension de ladite taxe les produits nécessaires à l'activité importés, ou acquis localement, par les entreprises communautaires prévues par la législation en vigueur pour une période de 10 ans à partir de la date de leur création et ce conformément aux conditions prévues à l'article 13 septies du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Incitation au financement des entreprises à travers le «Crowdfunding»

Art. 57 :

1) Est ajoutée à la section II du chapitre IV du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, une sous-section V intitulée plateformes de « Crowdfunding » comportant l'article 78 comme suit :

Sous-section V : Plateformes de « Crowdfunding »

Art. 78 - Sous réserve du minimum d'impôt prévu par les articles 12 et 12 bis de la loi n°89-114 du 30 décembre 1989 portant promulgation du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, sont totalement déductibles et dans la limite du revenu ou du bénéfice soumis à l'impôt, les revenus ou les bénéfices réinvestis à travers les plateformes de « Crowdfunding » prévues par la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », dans la souscription au capital des entreprises qui ouvrent droit au bénéfice des avantages fiscaux prévus par le présent code au titre du réinvestissement.

La déduction a lieu nonobstant le minimum d'impôt susvisé en cas de souscription au capital des entreprises prévues aux articles 63 et 65 du présent code.

La condition relative aux actions nouvellement émises n'est pas requise lorsqu'il s'agit d'acquisition de participations au capital des entreprises qui ouvrent droit au bénéfice des avantages fiscaux prévus pour les opérations de transmission au titre du réinvestissement.

Est prise en considération pour la détermination des revenus ou des bénéfices déductibles lors de l'augmentation du capital des entreprises conformément aux dispositions du présent article, la valeur de la prime d'émission selon les mêmes limites et conditions.

L'avantage fiscal prévu par le présent article n'est pas accordé aux opérations de souscription destinées à l'acquisition de terrains à l'exception des opérations de réinvestissement dans les entreprises prévues à l'article 76 du présent code.

2) L'expression « des dispositions des articles 73 et 74 du présent code » prévue au début de l'article 75 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est remplacée par l'expression « des dispositions des articles 73, 74 et 78 du présent code ».

3) Est ajouté après le deuxième tiret du premier paragraphe de l'article 13 de la loi n°2018-20 du 17 avril 2018 relative aux Startups un tiret ainsi libellé:

- les revenus ou les bénéfices réinvestis à travers les plateformes de «Crowdfunding» prévues par la loi n° 2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », dans la souscription au capital initial ou à son augmentation des Startups, et ce, selon les mêmes conditions requises pour le bénéfice de la déduction prévue au premier tiret du présent paragraphe.

4) Est ajouté au paragraphe « a » du numéro 15 du paragraphe II du tableau « A » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée un tiret ainsi libellé :

- Les crédits destinés au financement des projets à travers les plateformes de «Crowdfunding».

5) Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'appliquent aux opérations de souscription des revenus ou des bénéfices au capital des entreprises concernées à travers les plateformes de «Crowdfunding» réalisées à partir du 1^{er} janvier 2025.

**Alignement de la fiscalité en matière de taxe pour la protection
de l'environnement de certains produits fabriqués localement avec leurs similaires importés et révision
des droits de douane**

Art. 58 :

1) Est relevé à 30% le taux des droits de douane au titre de l'importation des panneaux composites en aluminium non allié et des panneaux composites en alliages d'aluminium, relevant des numéros du tarif douanier 76061130102, 76061130908, 76061230107 et 76061230903.

2) Sont ajoutés au tableau prévu par le paragraphe I de l'article 58 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, les produits relevant des numéros du tarif douanier ci-après:

N° de position	Numéro de Tarif	Désignation des produits
EX 76.06	76061130102	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0,2 mm et inférieure à 4 mm
	76061130908	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm
	76061230107	Panneau composite en alliages d'aluminium, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0.2 mm et inférieure à 4 mm
	76061230903	Panneau composite en alliages d'aluminium, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm

3) Sont ajoutés au tableau prévu par le paragraphe II de l'article 58 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents les produits relevant des numéros du tarif douanier ci-après:

N° de position	Numéro de Tarif	Désignation des produits
EX 76.06	76061130102	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0,2 mm et inférieure à 4 mm
	76061130908	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm
	76061230107	Panneau composite en alliages d'aluminium de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0.2 mm et inférieure à 4 mm
	76061230903	Panneau composite en alliages d'aluminium, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm

Réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à certains produits agricoles destinés à la transformation

Art. 59 :

Est ajouté au paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 21 bis ainsi libellé :

21 bis) olives conservées provisoirement, mais impropres à l'alimentation en l'état destinées à des usages autres que la production de l'huile relevant du numéro 07112010 du tarif des droits de douane.

Assouplissement des procédures de dépôt de la déclaration d'existence des sociétés

Art. 60 :

Est ajouté à l'article 56 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un paragraphe ainsi libellé:

Nonobstant les dispositions contraires du présent article, les sociétés peuvent déposer la déclaration d'existence auprès des organismes publics habilités à la constitution juridique des entreprises et se faire délivrer la carte d'identification fiscale par les moyens électroniques fiables. A cet effet, l'échange de renseignements avec les services fiscaux se fait à travers l'échange électronique des documents. Le champ d'application de cette mesure, ses modalités pratiques et les délais de son application sont fixés par arrêté du ministre chargé des finances.

Exonération du matériel et des équipements usés et cédés gratuitement à la Société tunisienne de sidérurgie « El Fouladh » des droits et taxes dus à l'importation

Art. 61 :

Les équipements et matériel usés et obsolètes, objet d'un avantage fiscal à l'importation ou d'un acquit à caution, bénéficient de l'exonération des droits et taxes dus en cas de leur destruction avec cession gratuite du déchet ferreux résultant de la destruction à la Société tunisienne de sidérurgie « El Fouladh ».

Cette procédure est soumise à une autorisation des services des douanes compétents conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Allègement du coût des achats de l'Office national de l'assainissement

Art. 62 -

L'Office national de l'assainissement bénéficie de l'exonération des droits de douane au titre des opérations d'importation des équipements et du matériel n'ayant pas de similaires fabriqués localement et nécessaires à son activité.

Cet avantage est accordé après avis technique des services du ministère chargé de l'industrie.

L'encadrement des radios régionales privées

Art. 63 -

L'État accorde l'encadrement et l'appui nécessaire aux radios régionales privées afin de les soutenir à régulariser leurs situations financières et à rééchelonner leurs créances envers l'Office national de la télédiffusion.

Révision de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux opérations de vente d'immeubles à usage d'habitation réalisées par les promoteurs immobiliers

Art. 64 :

- 1) Est abrogé le quatrième tiret du numéro 3 de l'article 7 du code de la taxe sur la valeur ajoutée.
- 2) Est ajouté au paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 31 ainsi libellé :

31) des immeubles bâtis à usage exclusif d'habitation, réalisés par les promoteurs immobiliers tels que définis par la législation en vigueur, ainsi que leurs dépendances y compris les parkings collectifs attenants à ces immeubles et dont le prix ne dépasse pas 400.000 dinars hors taxe au profit des personnes physiques ou au profit des promoteurs immobiliers publics sous réserve de l'exonération prévue au numéro 53 du paragraphe I du tableau « A » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Abandon des pénalités de retard dues sur les marchés publics

Art. 65 - Nonobstant les dispositions contraires précédentes, sont abandonnées d'office les pénalités de retard dues sur les marchés publics conclus dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et les marchés publics relatifs à l'acquisition de matériel, services et équipements ayant fait l'objet de déclaration de réception provisoire entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2025.

Demeurent applicables la ou les formules de révision pour les marchés sus indiqués ayant été conclus sur la base de prix révisables et sans considération des effets de l'atteinte des plafonds des pénalités de retard prévus dans les contrats.

Encouragement des jeunes promoteurs à la création des projets dans le domaine de l'économie verte, bleue et circulaire

Art. 66 :

1) Est ajouté au dernier paragraphe de l'article 35 de la loi n°92-122 portant loi de finances pour l'année 1993, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, et notamment par l'article 11 de la loi n° 2008-77 portant loi de finances pour l'année 2009 un tiret ainsi libellé :

- Les investissements dans le domaine de l'économie verte, bleue et circulaire.

2) Est créée une ligne de financement pour l'octroi des prêts à moyen et long termes à des conditions préférentielles, au profit des jeunes promoteurs et des entreprises pour la création et l'extension des projets dans le domaine de l'économie verte, bleue et circulaire.

Est allouée une dotation de 20 millions de dinars sur les ressources du « Fonds de dépollution » au profit de cette ligne.

Sa gestion est confiée aux banques en vertu de conventions conclues à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'environnement fixant les conditions et modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Mesures pour l'inclusion de l'économie informelle et la lutte contre l'évasion fiscale

Appui à l'adhésion de l'auto-entrepreneur au secteur formel

Art. 67 :

1) Est créée une ligne de financement d'un montant de 10 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit des promoteurs adhérents dans le cadre du régime de l'auto-entrepreneur, allouée à l'octroi de crédits à des conditions préférentielles ne dépassant pas 15 mille dinars pour chaque crédit pour le financement des activités dans tous les domaines économiques, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 7 ans dont deux années de grâce.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

2) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe de l'article 2 du décret-loi du Chef du Gouvernement n° 2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023, comme suit :

Il est entendu par auto-entrepreneur au sens du présent décret-loi, toute personne physique de nationalité tunisienne exerçant individuellement une activité dans le secteur de l'industrie, de l'artisanat, des métiers, du commerce ou des services autres que les professions non commerciales à l'exception de la profession des journalistes et des services dans le domaine de la créativité digitale, à condition que son chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 75 mille dinars. La liste des services dans le domaine de la créativité digitale est fixée par un décret.

3) Est ajouté après le quatrième paragraphe de l'article 2 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023 ce que suit :

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, ce régime s'applique aux personnes physiques ayant déposé spontanément une déclaration de cessation d'activité depuis une période égale ou supérieure à 10 ans au premier janvier 2025 et dont il a été prouvé le non-exercice de toute activité soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration d'existence pendant la même période.

4) Est abrogée l'expression « à partir du premier janvier de l'année qui suit celle de l'inscription au registre de l'auto-entrepreneur » prévue au premier paragraphe de l'article 7 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020 relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023.

5) Est ajouté après le premier point du deuxième tiret du deuxième paragraphe de l'article 7 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023 un point ainsi libellé :

- conformément aux cotisations dues au titre de l'affiliation au régime de sécurité sociale des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole correspondant à la classe de revenu appropriée à l'activité pour la profession des journalistes et les services dans le domaine de la créativité digitale.

6) Sont modifiées les dispositions du cinquième paragraphe de l'article 7 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023, comme suit :

La contribution unique n'est pas due au cours de la période allant de la date d'inscription à la plateforme de l'auto-entrepreneur jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel expire une période de 12 mois à compter de ladite date d'inscription. Toutefois, pour les personnes inscrites à la plateforme de l'auto-entrepreneur au cours de l'année 2024, ladite contribution n'est pas due à partir de la date d'inscription jusqu'à la fin de l'année 2025.

Le Fonds national de l'emploi prend en charge le paiement des cotisations sociales pendant ladite période d'exonération.

7) Sont modifiées les dispositions du dernier paragraphe de l'article 10 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur, tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023, comme suit :

En cas de radiation définitive, le concerné est déclassé à l'un des régimes fiscaux en vigueur, et ce, à partir du premier janvier de l'année qui suit celle de la radiation.

Lutte contre l'évasion fiscale pour les opérations de vente à travers l'internet et à travers les moyens de diffusion audiovisuelle

Art. 68 :

1) Est ajouté après l'alinéa "g" prévu au premier paragraphe du paragraphe I de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un alinéa "h" ainsi libellé :

h) 3% des montants y compris la taxe sur la valeur ajoutée, payés par les prestataires de services de livraison aux personnes qui vendent leurs marchandises et produits à travers l'internet et à travers les moyens de diffusion audiovisuelle et recouvrés auprès des clients, et ce, en cas de non-présentation des bénéficiaires de ces montants de la carte d'identification fiscale.

2) Les dispositions du présent article s'appliquent aux montants payés à partir du 1^{er} janvier 2025.

Lutte contre le marché parallèle pour certains produits de tabac

Art. 69 - Le chiffre d'affaires des entreprises totalement exportatrices provenant de la vente des produits monopolisés au profit de la Régie nationale des tabacs et des allumettes et la Manufacture des tabacs de Kairouan n'est pas pris en compte dans le taux du chiffre d'affaires annuel global à l'export que ces entreprises sont autorisées à écouler sur le marché local, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026.

Renforcement du droit de communication des services fiscaux

Art. 70 :

Est ajouté après le cinquième paragraphe de l'article 16 du code des droits et procédures fiscaux, ce qui suit :

Les établissements de santé et hospitaliers privés sont tenus de présenter aux services compétents de l'administration fiscale, dans un délai ne dépassant pas la première quinzaine de chaque semestre civil une liste nominative des prestataires de services de santé, médicaux et paramédicaux intervenant auprès d'eux, et ce, au titre du semestre précédent, selon un modèle établi par l'administration, comportant notamment leur identité, leur matricule fiscal, la nature du service rendu et, le cas échéant, leur montant.

Les entreprises d'assurance agréées pour pratiquer la branche de l'assurance maladie, les mutuelles créées conformément à la législation en vigueur et toutes les entreprises qui interviennent dans les dossiers de gestion et d'indemnisation au titre de l'assurance maladie pour le compte des entreprises d'assurance ou des mutuelles, sont tenues de présenter aux services compétents de l'administration fiscale, dans un délai ne dépassant pas la première quinzaine de chaque semestre civil, une liste nominative des prestataires de services de santé, médicaux et paramédicaux dont les noms figurent dans les documents exigés pour l'indemnisation, au titre du semestre précédent selon un modèle établi par l'administration comportant notamment leur identité, leur matricule fiscal, la nature du service rendu et leurs montants.

Renforcement de la conformité aux obligations relatives au régime de facturation électronique

Art. 71 :

1) Est ajouté aux dispositions de l'article 94 du code des droits et procédures fiscaux un paragraphe, ainsi libellé :

Est punie d'une amende de 100 dinars à 500 dinars pour chaque facture, toute personne ayant émis des factures papier au titre des opérations soumises obligatoirement au régime de facturation électronique au sens des dispositions du paragraphe II ter de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée sans que le montant de l'amende exigible au titre de la somme des factures constatées excède 50.000 dinars.

2) L'expression « des dispositions du paragraphe II » mentionnée au premier paragraphe de l'article 95 du code des droits et procédures fiscaux est remplacée par l'expression « des mentions obligatoires prévues par les dispositions du paragraphe II et du paragraphe II ter ».

3) Est ajoutée après l'expression « de factures » mentionnée au troisième paragraphe de l'article 95 du code des droits et procédures fiscaux, l'expression « papier, copie papier des factures électroniques ».

4) Est ajoutée après l'expression « au paragraphe II » prévue au numéro 3 du paragraphe III de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée l'expression « ou au paragraphe II ter ».

5) Les dispositions des deux paragraphes 1 et 3 du présent article s'appliquent à partir du 1^{er} juillet 2025.

Révision des sanctions douanières relatives à la répression de la contrebande

Art. 72 :

1) Est remplacée l'expression « seize jours à un mois » mentionnée à l'article 386 du code des douanes par l'expression « six mois à deux ans ».

2) Est remplacée l'expression « trois mois à un an » mentionnée à l'article 387 du code des douanes par l'expression « deux à trois ans ».

Éviter la déchéance du droit de recours dans les affaires douanières et de change

Art. 73 :

Est remplacée l'expression « à partir de la date de l'ordonnance » mentionnée aux premier et deuxième alinéas de l'article 354 bis du code des douanes, par l'expression « à partir de la date de notification de l'ordonnance à l'administration par le greffier ».

Mesures de réconciliation avec les contribuables

Mesures pour faciliter la régularisation de la situation des contribuables relative aux créances fiscales et abandon des amendes et condamnations pécuniaires

Art. 74 :

I. Régularisation des créances fiscales

1. Sont abandonnés, les pénalités de contrôle, les pénalités de recouvrement et les frais de poursuite relatifs aux créances fiscales constatées revenant à l'Etat, à condition de payer les montants exigibles en une seule fois ou de souscrire un calendrier de paiement et de payer la totalité de la première tranche dans un délai maximum ne dépassant pas le 30 juin 2025 et ce pour :

- les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 1^{er} janvier 2025,

- les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances après le 1^{er} janvier 2025 suite à une vérification fiscale dont les résultats sont notifiés et ayant fait l'objet d'un acquiescement conclu avant le 20 juin 2025 ou ayant fait l'objet d'une notification d'arrêtés de taxation d'office avant la même date,
- les créances fiscales exigibles en vertu de jugements prononcés en matière de contentieux de l'assiette de l'impôt et constatées avant le 20 juin 2025.

Cette mesure s'applique, à la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel, à la taxe hôtelière et au droit de licence selon les mêmes conditions précitées.

2. Sont abandonnés, 50% du montant restant des amendes relatives aux infractions fiscales administratives constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 20 juin 2025 ainsi que les frais de poursuite y afférents, à condition de payer les montants exigibles en une seule fois ou de souscrire un calendrier de paiement et de payer la totalité de la première tranche dans un délai maximum ne dépassant pas le 30 juin 2025.

3. La durée maximale du calendrier de paiement prévu aux numéros 1 et 2 du présent article est fixée à cinq ans. Le calendrier de paiement est fixé par un arrêté du ministre chargé des finances selon la qualité du débiteur, le montant restant dû, les délais limites et le nombre des tranches trimestrielles de paiement.

Nonobstant les dispositions du précédent paragraphe, les calendriers de paiement peuvent être prorogés sur demande motivée du contribuable ayant adhéré aux présentes procédures, adressée au receveur des finances compétent sans que la prorogation excède la période maximale fixée à cinq ans.

4. Sont suspendues les procédures de poursuite pour chaque article dont le débiteur s'engage à payer les tranches exigibles à leurs échéances. Le non-paiement d'une tranche échue entraîne la reprise des poursuites légales de son recouvrement. Est applicable pour chaque tranche non payée dans le délai fixé par les calendriers souscrits, une pénalité de retard au taux de 1.25% par mois ou fraction de mois, calculée à partir de l'expiration de ce délai.

5. L'avantage prévu au présent article est déchu après un délai de 120 jours à partir de l'expiration du délai de paiement de la dernière tranche fixé par le calendrier de paiement du débiteur. Les montants non payés restent exigibles en principal, pénalités et frais de poursuite.

6. Nonobstant le calendrier conclu et prévu aux paragraphes précédents du présent article, les dispositions de l'article 33 du code des droits et procédures fiscaux sont applicables aux montants ayant fait l'objet de décisions de restitution.

L'application des mesures de l'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés à l'exception des cas ayant fait objet d'un jugement passé en la force de la chose jugée.

Le bénéfice des précédentes dispositions du présent article ne fait pas obstacle à l'exercice par le contribuable de son droit au recours juridictionnel et à la restitution des sommes perçues en trop.

II. Régularisation des déclarations fiscales non déposées et dépôt de déclarations fiscales rectificatives

Sont abandonnées, les pénalités exigibles en vertu des dispositions des articles 81,82 et 85 du code des droits et procédures fiscaux et ce pour les déclarations fiscales, y compris les actes, écrits et déclarations relatifs aux droits d'enregistrement, échus avant le 31 octobre 2024, non prescrits et déposés à partir du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 20 juin 2025 à condition de payer le principal de l'impôt exigible, selon le cas, lors du dépôt de la déclaration ou lors de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement. Cette mesure s'applique aux déclarations en défaut ainsi qu'aux déclarations rectificatives même déposées après l'intervention des services fiscaux ou après la notification des résultats d'une vérification fiscale.

III. Régularisation des amendes et condamnations pécuniaires

Sont abandonnées, les montants exigibles au titre des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux avant le 1^{er} janvier 2025 et les frais de poursuite y afférents.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux amendes et condamnations pécuniaires prononcées en matière de chèques sans provision et aux crimes relatifs à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution des montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Exonération ou réduction des amendes douanières résultant d'infractions ou de délits faisant l'objet de procès-verbaux douaniers ou de jugements

Art. 75 :

1) Est accordé, une exonération ou un abattement des amendes douanières résultant d'infractions ou délits douaniers objet de procès-verbaux ou de jugements rendus dans les affaires douanières avant le 1^{er} décembre 2024, et ce comme suit :

A- Concernant les affaires douanières contenant des droits et taxes :

- Paiement des droits et taxes exigibles,
- Exonération des amendes exigibles.

B- Concernant les affaires douanières ne contenant pas des droits et taxes :

- Paiement d'une amende égale à 10% de la valeur de la marchandise réellement saisie,
- Paiement d'une amende égale à 20% de la valeur de la marchandise saisie fictivement,

2) L'exonération ou l'abattement mentionné au point 1 susvisé sont accordés selon l'une des deux modalités suivantes :

- Le paiement de l'intégralité des montants dus avant le 1^{er} janvier 2026, à condition de déposer une demande à cet effet auprès des services de la Direction générale des douanes avant la date du 1^{er} novembre 2025,
- Ou la souscription d'un calendrier de paiement de la totalité des montants exigibles avant le 1^{er} juillet 2025, par tranches trimestrielles sur une période n'excédant pas cinq ans dont la première tranche doit être payée lors de la souscription du calendrier, à condition de déposer une demande à cet effet auprès des services de la Direction générale des douanes avant la date du 20 juin 2025. Est applicable sur chaque tranche non payée dans le délai fixé par le calendrier souscrit, une pénalité de retard au taux de 1,25% par mois ou fraction de mois, calculée à partir de l'expiration de ce délai.

3) Les personnes bénéficiant d'une transaction en cours, sont éligibles audit abattement.

4) L'exonération ou l'abattement, prévus par le présent article ne peuvent entraîner la restitution des montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

5) Un arrêté du ministre chargé des finances fixe le calendrier de paiement prévu par l'alinéa 2 susvisé.

Allègement de la charge des contribuables au titre de la taxe sur les immeubles bâtis et de la taxe sur les terrains non bâtis

Art. 76 - Sont entièrement abandonnés au profit des contribuables les montants dus au titre de la taxe sur les immeubles bâtis, la contribution au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat et la taxe sur les terrains non bâtis au titre de l'année 2021 et années antérieures ainsi que les pénalités de retard et les frais de poursuite au titre de l'année 2024 et années antérieures à condition du :

- paiement de la totalité des taxes exigibles au titre de l'année 2025,
- paiement de la totalité des montants exigibles au titre des années 2022, 2023 et 2024 ou la souscription d'un calendrier de paiement suivant des tranches trimestrielles pour une période ne dépassant pas deux ans, la première tranche devant être payée avant le 1^{er} janvier 2026,

Le calendrier de paiement au cours de la période maximale susvisée est fixé selon l'importance des montants par arrêté du ministre chargé des finances.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ni la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Régularisation de la situation fiscale des associations pour le travail de développement dans les écoles primaires

Art. 77 -

Sont abandonnées d'office, les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 1^{er} janvier 2025 qui sont à la charge des associations pour le travail de développement dans les écoles publiques primaires au titre du minimum de perception prévu par l'article 49 de la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 tel que modifié par l'article 59 du décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Abandon des amendes et condamnations pécuniaires relatives aux élections législatives, locales et régionales et du Conseil national des régions et des districts

Art. 78 - Est abandonné le montant des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par la cour des comptes et relatives aux élections législatives des années 2022 et 2023 et aux élections des conseils locaux et régionaux et du Conseil national des régions et des districts pour l'année 2024 et qui sont à la charge des candidats auxdites élections n'ayant pas reçu de financement public.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Régularisation de la situation des camions, du matériel et des équipements importés ou acquis localement par les tunisiens résidents à l'étranger dans le cadre de réalisation ou de participation à des projets

Art. 79 :

1) Peut être régularisée, la situation des équipements, du matériel roulant et des camions importés ou acquis localement par les tunisiens résidents à l'étranger conformément à la législation en vigueur, dans le cadre de la réalisation ou la participation à des projets pour lesquels les déclarations de cessation d'activité ou de changement de l'activité déclarée, ou l'ajout d'une autre activité ont été déposées auprès des services fiscaux compétents avant le 31 décembre 2024, et ce en contrepartie du paiement de 10% du :

- montant des droits et taxes dus à la date de la régularisation selon la valeur et les taux en vigueur à cette date,
- montant des taxes et droits suspendus lors de l'acquisition locale, sous réserve des dispositions de l'article 9 du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le montant payé ne doit pas être inférieur dans tous les cas à trois mille (3.000) dinars pour chaque véhicule.

2) L'application des dispositions du premier paragraphe du présent article est subordonnée au dépôt d'une demande avant l'expiration du mois d'août 2025, à l'accomplissement de l'opération de régularisation et au paiement des montants dus au plus tard le 30 septembre 2025.

3) Les montants payés au titre des véhicules dont la situation a été régularisée avant le 1^{er} janvier 2025 ne peuvent faire l'objet d'une demande de restitution.

Régularisation de la situation des véhicules automobiles et des motocycles importés dans le cadre du régime de la franchise totale des droits et taxes au titre du retour définitif des tunisiens résidents à l'étranger

Art. 80 :

1) Les propriétaires des véhicules automobiles et des motocycles ayant bénéficié, depuis au moins deux ans, du régime de la franchise totale accordé au titre du retour définitif des tunisiens résidents à l'étranger peuvent régulariser la situation douanière de leurs véhicules ou de leurs motocycles immatriculés dans la série minéralogique tunisienne normale « RS » et ce, par le paiement de 30% du montant des droits et taxes dus selon le droit commun, et sur la base de la valeur et des taux appliqués à la date de la régularisation.

2) Les services des douanes peuvent autoriser l'annulation des déclarations en douane, relatives à la régularisation des véhicules automobiles et les motocycles, enregistrée au système informatisé « SINDA » avant la publication de la présente loi et n'ayant pas acquitté les droits et taxes y afférents.

3) La régularisation visée au paragraphe 1 du présent article est effectuée après le dépôt d'une demande auprès des services de la direction générale des douanes dans un délai ne dépassant pas le 31 octobre 2025 à condition du paiement des sommes dues avant le 31 décembre 2025.

Régularisation de la situation des puits agricoles profonds non autorisés

Art. 81 - Est régularisée la situation des puits agricoles profonds non autorisés et sont simplifiées les procédures administratives en vigueur selon une redevance :

- Entre 3.000 dt et 4.000 dt pour les puits agricoles profonds alimentés par l'énergie électrique
- Entre 2.000 dt et 2.500 dt pour les puits agricoles profonds alimentés par l'énergie solaire

La régularisation est soumise au contrôle technique et aux analyses en vigueur relatifs au débit d'eau du puits sous réserve de la superficie de la terre agricole exploitée, et ce en vue de la protection et de la rationalisation de l'utilisation de la nappe phréatique.

Art. 82 - Est créée en vertu de la présente loi une plateforme électronique dédiée à l'ensemble des concours de recrutement.

- Sont inscrits sur cette plateforme tous les demandeurs d'emploi et est consacré le droit de candidature ouvert au public de tous niveaux en tenant compte du niveau d'instruction minimum requis pour le concours.
- N'est pas prise en considération la condition d'âge limite pour les chômeurs de plus de 10 ans et inscrits aux bureaux d'emplois.
- La priorité est accordée aux titulaires de diplômes d'enseignement supérieur longuement en chômage dans l'octroi des autorisations de toutes catégories.
- La priorité est accordée à cette catégorie pour les divers programmes économiques de l'Etat à l'instar du programme national pour l'entrepreneuriat féminin et l'investissement RAIDET etc.

Art. 83 - Les retraités bénéficient des déductions et des avantages pour la détermination de leur revenu soumis à l'impôt sur le revenu conformément à la législation fiscale en vigueur.

Date d'application des dispositions de la loi de finances pour l'année 2025

Art. 84 :

1) Les dispositions de la présente loi s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2025, et ce, sous réserve des dispositions contraires prévues par la présente loi.

2) Les dispositions de l'article 58 ne s'appliquent pas aux marchandises à l'importation dont les titres de transport, établis avant l'entrée en vigueur de la présente loi, justifient leurs expéditions à destination du territoire douanier tunisien et qui sont déclarées pour la mise à la consommation directe sans avoir été mises sous le régime des entrepôts ou des zones franches.

La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 9 décembre 2024.

Le Président de la République

Kaïs Saïed

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025
page 1

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Partie 1 : Recettes fiscales	
	Catégorie 1 : Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	
	1 : IRPP	
11-01	Traitements, salaires, pensions et rentes viagères	8 728 000 000
11-02	Honoraires, Commissions Courtages, Vacations et Loyers	853 000 000
11-03	Intérêts dépôts aux Comptes Spéciaux d'Epargne ouverts auprès des Banques	694 000 000
11-04	Revenus des Valeurs Mobilières et Capitaux Mobiliers	1 167 000 000
11-05	Redevances servies aux non-résidents	97 000 000
11-06	Avances sur les produits de consommation importés	1 000 000
11-07	Avances sur achats égales ou supérieures à 1000 dinars	168 000 000
11-08	Bénéfices Industriels et Commerciaux : BIC	356 000 000
11-09	Bénéfices des professions Non Commerciales : BNC	276 000 000
11-10	Impôt forfaitaire	119 000 000
11-11	Bénéfices de l'exploitation agricole ou de pêche	74 000 000
11-12	Revenus fonciers	239 000 000
11-13	Autres impôts sur le revenu des personnes physiques	8 000 000
	Total 1:	12 780 000 000
	2 : IS	
12-01	Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières	983 000 000
12-02	Impôts sur les bénéfices des sociétés non Pétrolières	4 652 000 000
12-03	Avances sur achats supérieures ou égales à 1000 dinars	199 000 000
12-04	Avances sur les produits de consommation importés	507 000 000
12-05	Honoraires, Commissions Courtages, Vacations et Loyers	8 000 000
12-06	Revenus des Valeurs Mobilières et Capitaux Mobiliers	78 000 000
12-07	Redevances servies aux non-résidents	20 000 000
12-08	Revenus fonciers	1 000 000
12-09	Autres impôts sur les sociétés	130 000 000
	Total 2:	6 578 000 000
	Total Catégorie 1	19 358 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025
page 2

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Catégorie 2 : Droit sur les mutations	
	3 : Droits sur les mutations	
13-01	Droits sur les mutations des biens immobiliers	477 000 000
13-02	Droits sur les mutations des biens mobiliers	14 000 000
13-03	Quote part sur Droits d'immatriculations foncières	63 000 000
	Total 3:	554 000 000
	Total Catégorie 2	554 000 000
	Catégorie 3 : Impôt Sur les biens et les services	
	4 : Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	
14-01	T V A régime importation	5 488 000 000
14-02	T V A régime intérieur	6 540 000 000
	Total 4:	12 028 000 000
	5 : Droits de consommation (DC)	
15-01	D C régime importation	2 111 000 000
15-02	D C régime Intérieur	2 185 000 000
	Total 5:	4 296 000 000
	6 : Droits sur le Transport et autres produits	
16-01	Taxe de compensation sur le transport	161 000 000
16-02	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	257 000 000
16-03	Taxe sur divers produits	39 000 000
	Total 6:	457 000 000
	Total Catégorie 3	16 781 000 000
	Catégorie 4 : Impôt sur le commerce extérieur et les transactions Internationales	
	7 : Droits et redevances douaniers	
17-01	Droits de douane	1 745 000 000
17-02	Redevance sur les prestations douanières	366 000 000
	Total 7:	2 111 000 000
	Total Catégorie 4	2 111 000 000
	Catégorie 5 : Autres impôts et taxes	
	8 : Autres impôts et taxes	
18-01	Droits de Timbre fiscal	753 000 000
18-02	Droits sur les Actes et Transactions	447 000 000
18-03	Autres taxes pour formalités administratives	3 000 000
18-04	Taxe unique sur les assurances	313 000 000
18-05	Amendes et Condamnations Prononcées en Matière Fiscale	617 000 000
18-06	Autres taxes	193 000 000
18-07	Excédent des recettes des comptes spéciaux du Trésor sur les dépenses	2 361 950 000
	Total 8:	4 687 950 000
	9 : Comptes Spéciaux du Trésor	
19-01	Recettes fiscales affectées	1 757 050 000
	Total 9:	1 757 050 000
	Total Catégorie 5	6 445 000 000
	TOTAL PREMIERE PARTIE	45 249 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025
page 3

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Partie 2 : Recettes Non fiscales	
	Catégorie 6 : Revenus de la propriété	
	1 : Intérêts	
21-01	Intérêts	150 000 000
	Total 1:	150 000 000
	2 : Dividendes	
22-01	Dividendes des sociétés pétrolières	22 500 000
22-02	Dividendes des sociétés non pétrolières	64 500 000
	Total 2:	87 000 000
	3 : Excédants sur les bénéfices des entreprises et établissements publics	
23-01	Excédents sur les bénéfices des entreprises et établissements publics	1 497 000 000
	Total 3:	1 497 000 000
	4 : Redevances, loyers et autres produits de domaine de l'Etat	
24-01	Redevances	1 845 000 000
24-02	Loyers	72 000 000
24-03	Autres produits de domaine de l'Etat	35 000 000
	Total 4:	1 952 000 000
	Total Catégorie 6	3 686 000 000
	Catégorie 7 : ventes des biens et services	
	5 : Droits administratifs	
25-01	Frais administratifs de régie et perception pour le compte de tiers et frais de poursuites	8 000 000
25-02	Droit de garantie sur les matières en platine, or et argent	2 000 000
25-03	Remises sur crédits d'enlèvements et de droits	4 000 000
25-04	Autres droits administratifs	57 000 000
	Total 5:	71 000 000
	Total Catégorie 7	71 000 000
	Catégorie 8 : Amendes, pénalités et confiscations	
	6 : Amendes, pénalités et confiscations	
26-01	Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les autorités administratives et judiciaires	197 000 000
26-02	Confiscations	
	Total 6:	197 000 000
	Total Catégorie 8	197 000 000
	Catégorie 9 : Autres recettes non fiscales	
	7 : Autres recettes non fiscales	
27-01	Versements et contributions des Caisses de Sécurité Sociale	87 500 000
27-02	Autres sommes versées à l'Etat et recettes accidentelles à divers titres	233 979 000
	Total 7:	321 479 000
	8 : Comptes de concours	
	Recettes non fiscales affectées	53 521 000
	Total 8:	53 521 000
	9 : Comptes Spéciaux du Trésor	
	Recettes non fiscales affectées	100 000 000
	Total 9:	100 000 000
	Total Catégorie 9	475 000 000
	TOTAL Deuxième PARTIE	4 429 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025

page 4

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Partie3 : Dons	
	Catégorie 10 : Dons du budget de l'Etat	
	1 : Dons Extérieurs	350 000 000
	2 : Dons Intérieurs	
	Total Catégorie 10	350 000 000
	Catégorie 11 : Dons Affectés	
	Total Catégorie 11	
	TOTAL Troisième PARTIE	350 000 000
	Total Recettes	50 028 000 000

TABLEAU "B"
RECETTES ET DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
POUR L'ANNEE 2025

EN DINARS

LES MISSIONS	DESIGNATIONS DES COMPTES	MONTANT
PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	- Compte d'emploi des frais de contrôle financier, des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat - Fonds de restructuration du capital des entreprises publiques	4 000 000
MISSION DE LA JUSTICE	- Compte du soutien au développement du système judiciaire	3 000 000
MISSION DE L'INTERIEUR	-Fonds de la protection civile et de la sécurité routière -Fonds de la prévention des accidents de la circulation	10 000 000 2 500 000
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	- Fonds du service national	2 500 000
MISSION DES FINANCES	-Compte de cautionnement mutuel des comptables publics	100 000
MISSION DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES	- Fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation - Fonds du soutien de la délimitation du patrimoine foncier	2 200 000 8 000 000
MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE	- Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche - Fonds de promotion de la qualité des dattes - Fonds de financement du repos biologique dans le secteur de la pêche	47 000 000 5 000 000 7 000 000
MISSION DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ENERGIE	- Fonds de développement de la compétitivité dans les secteurs industriel, de services et de l'artisanat -Fonds de promotion de l'huile d'olive conditionnée -Fonds de la transition énergétique	95 300 000 7 900 000 45 000 000
MISSION DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	-Caisse générale de compensation -Fonds de promotion des exportations	 10 000 000
MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	-Fonds de développement des communications, des technologies de l'information et de la télécommunication	100 000 000
MISSION DU TOURISME	-Fonds de protection des zones touristiques -Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur du tourisme	10 000 000 8 000 000
MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	-Fonds national de l'amélioration de l'habitat -Fonds de promotion des logements pour les salariés	10 000 000 38 000 000
MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	-Fonds de la protection et de l'esthétique de l'environnement -Fonds de dépollution	6 000 000 20 000 000
MISSION DES TRANSPORTS	- Compte de financement de la mobilité urbaine	1 000 000
MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	-Fonds de promotion de la création littéraire et artistique	7 000 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	-Fonds national de promotion des sports et de la jeunesse	15 000 000
MISSION DE LA SANTE	-Fonds du soutien de la santé publique	100 000 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	-Fonds national de solidarité sociale - Compte de diversification des sources de financement de la sécurité sociale	8 500 000 800 000 000
MISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-Fonds national de l'emploi -Fonds de promotion de la formation et de l'apprentissage professionnel	420 500 000 63 550 000
TOTAL=		1857 050 000

TABEAU "C"
DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025
CREDITS DE PAIEMENT

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES			
1- Assemblée des Représentants du Peuple	43 193 000	31 355 000	3 100 000		8 738 000		-	-
programme 1: Assemblée des représentants du peuple	43 193 000						-	-
2- Conseil National des Regions et des Districts	15 610 000	10 694 000	1 506 000		3 410 000		-	-
programme 1: Conseil National des Regions et des Districts	15 610 000						-	-
3- Présidence de la République	214 259 000	161 206 000	13 552 000		39 501 000		-	-
programme 1: Sécurité nationale et relations extérieures	10 481 000						-	-
programme 2: Sécurité présidentielle	166 094 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	37 684 000						-	-
4- Présidence du Gouvernement	271 000 000	197 232 000	6 158 000		67 610 000		-	-
programme 1: Tutelle	19 365 000						-	-
programme 2: Contrôle	62 767 000						-	-
programme 3: Information, communication et formation	105 759 000						-	-
programme 4: Gestion dans le secteur public	14 610 000						-	-
programme 5: Modernisation des services administratifs	2 120 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	66 379 000						-	-
5- Mission de l'Intérieur	5 931 000 000	4 222 822 000	242 814 000		1 465 364 000		-	-
programme 1: Sécurité nationale	2 414 625 000						-	-
programme 2: Garde nationale	1 615 409 000						-	-
programme 3: Protection civile	362 995 000						-	-
programme 4: Affaires locales	977 877 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	560 094 000						-	-
6- Mission de la Justice	984 000 000	818 004 000	54 900 000		111 096 000		-	-
programme 1: Justice	393 756 000						-	-
programme 2: Prisons et rééducation	532 764 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	57 480 000						-	-
7- Mission des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger	366 607 000	200 022 000	20 100 000		146 485 000		-	-
programme 1: Action diplomatique	231 879 000						-	-
programme 2: Action consulaire et tunisiens à l'étranger	107 743 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	26 985 000						-	-
8- Mission de la Défense Nationale	4 445 000 000	2 942 507 000	907 344 000		595 149 000		-	-
programme 1: Intervention militaire	2 506 163 000						-	-
programme 2: Soutien logistique et technique	928 027 000						-	-
programme 3: Assistance aux militaires	502 673 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	508 137 000						-	-
9- Mission des Affaires Religieuses	195 580 000	155 157 000	2 500 000		37 923 000		-	-
programme 1: Développement religieux	175 337 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	20 243 000						-	-
10- Mission des Finances	1 390 000 000	1 120 800 000	118 426 000		150 774 000		-	-
programme 1: Douane	569 601 000						-	-
programme 2: Fiscalité	292 885 000						-	-
programme 3: Comptabilité publique	405 677 000						-	-
programme 4: Services budgétaires	15 128 000						-	-
programme 5: Dette publique	3 401 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	103 308 000						-	-
11- Mission de l'Economie et de la Planification	958 000 000	79 774 000	400 000	61 495 000	816 331 000		-	-
programme 1: Equilibres globaux et statistiques	79 791 000						-	-
programme 2: Appui au développement sectoriel et régional	710 622 000						-	-
programme 3: Coopération internationale	70 220 000						-	-
programme 4: Encadrement de l'investissement	85 913 000						-	-
programme 9: Pilotage et appui	11 454 000						-	-

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
12- Mission des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	90 000 000	68 944 000	12 161 000		8 895 000	-	-
programme 1: Gestion des domaines de l'Etat	20 710 000					-	-
programme 2: Protection des domaines de l'Etat	37 975 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	31 315 000					-	-
13- Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	2 279 050 000	702 000 000	667 367 000		909 683 000	-	-
programme 1: Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires	465 795 000					-	-
programme 2: Pêche et aquaculture	143 035 000					-	-
programme 3: Eaux	850 772 000					-	-
programme 4: Forêts et aménagement des terres agricoles	371 790 000					-	-
programme 5: Enseignement supérieur agricole, recherche, vulgarisation et formation agricole	229 730 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	217 928 000					-	-
14- Mission de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	7 435 818 000	39 395 000	5 648 000		7 390 775 000	-	-
programme 1: Energie	7 231 557 000					-	-
programme 2: Industrie	184 107 000					-	-
programme 3: Mines	8 268 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	11 886 000					-	-
15- Mission du Commerce et du Développement des Exportations	3 971 210 000	57 005 000	3 414 000		3 910 791 000	-	-
programme 1: Commerce intérieur	3 849 379 000					-	-
programme 2: Commerce extérieur	109 721 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	12 110 000					-	-
16- Mission des Technologies de la Communication	184 000 000	21 212 000	81 588 000		81 200 000	-	-
programme 1: Développement numérique	150 115 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	33 885 000					-	-
17- Mission du Tourisme	174 156 000	68 165 000	13 074 000		92 917 000	-	-
programme 1: Tourisme et artisanat	170 095 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	4 061 000					-	-
18- Mission de l'Équipement et de l'Habitat	2 022 000 000	123 300 000	1 616 900 000	1 600 000	280 200 000	-	-
programme 1: Infrastructure routière	1 436 970 000					-	-
programme 2: Protection des villes, du littoral et la maîtrise des ouvrages	226 919 000					-	-
programme 3: Aménagement du territoire, urbanisme et habitat	307 608 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	50 503 000					-	-
19- Mission de l'Environnement	465 970 000	37 477 000	10 345 000		418 148 000	-	-
programme 1: Environnement et développement durable	452 477 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	13 493 000					-	-
20- Mission des Transports	1 076 470 000	24 347 000	17 472 000		1 034 651 000	-	-
programme 1: Transport terrestre	993 296 000					-	-
programme 2: Aviation civile	12 790 000					-	-
programme 3: Transport maritime et ports	34 554 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	35 830 000					-	-
21- Mission des Affaires Culturelles	425 490 000	246 697 000	58 184 000		120 609 000	-	-
programme 1: Arts	53 441 000					-	-
programme 2: Livre et lecture	35 724 000					-	-
programme 3: Action culturelle	226 861 000					-	-
programme 4: Patrimoine	73 508 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	35 956 000					-	-
22- Mission de la Jeunesse et des Sports	936 276 000	672 413 000	103 876 000		159 987 000	-	-
programme 1: Jeunesse	209 220 000					-	-
programme 2: Sport	185 876 000					-	-
programme 3: Education physique	479 992 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	61 188 000					-	-

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
23- Mission de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Agees	262 457 000	153 000 000	54 477 000		54 980 000		
programme 1: Femme, famille et égalité des chances	23 630 000					-	-
programme 2: Enfance	190 830 000					-	-
programme 3: Personnes Agees	21 200 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	26 797 000					-	-
24- Mission de la Sante	4 000 000 000	2 832 820 000	645 840 000		521 340 000		
programme 1: Soins de santé de base	1 342 225 000					-	-
programme 2: Services de santé hospitalière	815 504 000					-	-
programme 3: Recherche et services hospitaliers universitaires	1 563 112 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	279 159 000					-	-
25- Mission des Affaires Sociales	3 468 000 000	262 000 000	15 000 000		3 191 000 000		
programme 1: Emploi et relations professionnelles	30 886 716					-	-
programme 2: Sécurité sociale	1 471 650 510					-	-
programme 3: Promotion sociale	1 863 008 150					-	-
programme 4: Immigration et tunisiens à l'étranger	28 435 917					-	-
programme 9: Pilotage et appui	74 018 707					-	-
26- Mission de l'Education	8 044 000 000	7 010 000 000	480 000 000		554 000 000		
programme 1: Phase primaire	2 922 809 000					-	-
programme 2: Phase préparatoire et secondaire	4 183 906 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	937 285 000					-	-
27- Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 293 393 000	1 631 275 000	261 072 000		401 046 000		
programme 1: Enseignement supérieur	1 563 492 000					-	-
programme 2: Recherche scientifique	204 787 000					-	-
programme 3: Œuvres universitaires	479 589 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	45 525 000					-	-
28- Mission de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 015 350 000	456 703 000	8 900 000		549 747 000		
programme 1: Formation professionnelle	470 989 000					-	-
programme 2: Emploi	379 829 000					-	-
programme 3: Développement de l'initiative privée	134 500 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	30 032 000					-	-
29- Conseil Supérieur provisoire de la Magistrature	1 576 000	450 000			1 126 000		
programme 1: Conseil supérieur provisoire de la magistrature	1 576 000					-	-
30- Cour Constitutionnelle							
programme 1: Cour constitutionnelle						-	-
31- Cour des Comptes	34 000 000	27 572 000	333 000		6 095 000		
programme 1: Cour des comptes	34 000 000					-	-
32- Instance Supérieure Indépendante pour les Elections	23 000 000	14 228 000			8 772 000		
programme 1: Instance supérieure indépendante pour les élections	23 000 000					-	-
33- Charges de Financement	6 487 000 000					6 487 000 000	
34- Dépenses Imprevues et non Réparties	324 535 000						324 535 000
TOTAL	59 828 000 000	24 388 576 000	5 426 451 000	63 095 000	23 138 343 000	6 487 000 000	324 535 000

TABEAU "D"
DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025
CREDITS D'ENGAGEMENT

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
1- Assemblée des Représentants du Peuple programme 1: Assemblée des représentants du peuple	42 118 000 42 118 000	31 355 000	2 025 000		8 738 000	-	-
2- Assemblée Nationale des Regions et des Districts programme 1: Conseil National des Regions et des Districts	21 604 000 21 604 000	10 694 000	7 500 000		3 410 000	-	-
3- Présidence de la République programme 1: Sécurité nationale et relations extérieures programme 2: Sécurité présidentielle programme 9: Pilotage et appui	209 404 000 10 481 000 164 294 000 34 629 000	161 206 000	8 697 000		39 501 000	-	-
4- Présidence du Gouvernement programme 1: Tutelle programme 2: Contrôle programme 3: Information, communication et formation programme 4: Gestion dans le secteur public programme 5: Modernisation des services administratifs programme 9: Pilotage et appui	269 600 000 19 365 000 62 767 000 105 759 000 14 610 000 2 120 000 64 979 000	197 232 000	4 758 000		67 610 000	-	-
5- Mission de l'Intérieur programme 1: Sécurité nationale programme 2: Garde nationale programme 3: Protection civile programme 4: Affaires locales programme 9: Pilotage et appui	5 996 522 000 2 462 225 000 1 631 689 000 362 995 000 978 602 000 561 011 000	4 222 822 000	308 336 000		1 465 364 000	-	-
6- Mission de la Justice programme 1: Justice programme 2: Prisons et rééducation programme 9: Pilotage et appui	1 013 950 000 406 456 000 548 764 000 58 730 000	818 004 000	84 850 000		111 096 000	-	-
7- Mission des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger programme 1: Action diplomatique programme 2: Action consulaire et tunisiens à l'étranger programme 9: Pilotage et appui	363 187 000 227 079 000 107 743 000 28 365 000	200 022 000	16 680 000		146 485 000	-	-
8- Mission de la Défense Nationale programme 1: Intervention militaire programme 2: Soutien logistique et technique programme 3: Assistance aux militaires programme 9: Pilotage et appui	5 149 161 000 3 152 919 000 975 932 000 499 473 000 520 837 000	2 942 507 000	1 611 505 000		595 149 000	-	-
9- Mission des Affaires Religieuses programme 1: Développement religieux programme 9: Pilotage et appui	194 410 000 174 837 000 19 573 000	155 157 000	1 330 000		37 923 000	-	-
10- Mission des Finances programme 1: Douane programme 2: Fiscalité programme 3: Comptabilité publique programme 4: Services budgétaires programme 5: Dette publique programme 9: Pilotage et appui	1 374 846 000 574 005 000 290 488 000 393 887 000 12 074 000 3 378 000 101 014 000	1 120 800 000	103 272 000		150 774 000	-	-
11- Mission de l'Economie et de la Planification programme 1: Equilibres globaux et statistiques programme 2: Appui au développement sectoriel et régional programme 3: Coopération internationale programme 4: Encadrement de l'investissement programme 9: Pilotage et appui	958 000 000 79 791 000 710 622 000 70 220 000 85 913 000 11 454 000	79 774 000	400 000	61 495 000	816 331 000	-	-

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
12- Mission des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	89 000 000	68 944 000	11 161 000		8 895 000	-	-
programme 1: Gestion des domaines de l'Etat	20 710 000					-	-
programme 2: Protection des domaines de l'Etat	38 025 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	30 265 000					-	-
13- Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	2 834 079 000	702 000 000	1 222 396 000		909 683 000	-	-
programme 1: Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires	473 928 000					-	-
programme 2: Pêche et aquaculture	127 165 000					-	-
programme 3: Eaux	1 300 061 000					-	-
programme 4: Forêts et aménagement des terres agricoles	462 741 000					-	-
programme 5: Enseignement supérieur agricole, recherche, vulgarisation et formation agricole	241 760 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	228 424 000					-	-
14- Mission de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	7 430 818 000	39 395 000	648 000		7 390 775 000	-	-
programme 1: Energie	7 231 557 000					-	-
programme 2: Industrie	179 107 000					-	-
programme 3: Mines	8 268 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	11 886 000					-	-
15- Mission du Commerce et du Développement des Exportations	3 968 691 000	57 005 000	895 000		3 910 791 000	-	-
programme 1: Commerce intérieur	3 848 635 000					-	-
programme 2: Commerce extérieur	109 721 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	10 335 000					-	-
16- Mission des Technologies de la Communication	201 052 000	21 212 000	98 640 000		81 200 000	-	-
programme 1: Développement numérique	166 595 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	34 457 000					-	-
17- Mission du Tourisme	174 156 000	68 165 000	13 074 000		92 917 000	-	-
programme 1: Tourisme et artisanat	170 095 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	4 061 000					-	-
18- Mission de l'Équipement et de l'Habitat	2 061 591 000	123 300 000	1 656 491 000	1 600 000	280 200 000	-	-
programme 1: Infrastructure routière	1 565 150 000					-	-
programme 2: Protection des villes, du littoral et la maîtrise des ouvrages	144 619 000					-	-
programme 3: Aménagement du territoire, urbanisme et habitat	300 829 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	50 993 000					-	-
19- Mission de l'Environnement	462 695 000	37 477 000	7 070 000		418 148 000	-	-
programme 1: Environnement et développement durable	450 067 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	12 628 000					-	-
20- Mission des Transports	1 063 928 000	24 347 000	4 930 000		1 034 651 000	-	-
programme 1: Transport terrestre	981 244 000					-	-
programme 2: Aviation civile	12 790 000					-	-
programme 3: Transport maritime et ports	34 554 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	35 340 000					-	-
21- Mission des Affaires Culturelles	427 046 000	246 697 000	59 740 000		120 609 000	-	-
programme 1: Arts	51 441 000					-	-
programme 2: Livre et lecture	36 900 000					-	-
programme 3: Action culturelle	228 481 000					-	-
programme 4: Patrimoine	76 118 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	34 106 000					-	-
22- Mission de la Jeunesse et des Sports	976 550 000	672 413 000	144 150 000		159 987 000	-	-
programme 1: Jeunesse	215 620 000					-	-
programme 2: Sport	215 550 000					-	-
programme 3: Education physique	484 242 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	61 138 000					-	-

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
23- Mission de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Agées	261 410 000	153 000 000	53 430 000		54 980 000	-	-
programme 1: Femme, famille et égalité des chances	25 430 000					-	-
programme 2: Enfance	191 230 000					-	-
programme 3: Personnes Agées	20 100 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	24 650 000					-	-
24- Mission de la Santé	4 229 660 000	2 832 820 000	875 500 000		521 340 000	-	-
programme 1: Soins de santé de base	1 322 335 000					-	-
programme 2: Services de santé hospitalière	950 504 000					-	-
programme 3: Recherche et services hospitaliers universitaires	1 641 262 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	315 559 000					-	-
25- Mission des Affaires Sociales	3 466 900 000	262 000 000	13 900 000		3 191 000 000	-	-
programme 1: Emploi et relations professionnelles	29 686 716					-	-
programme 2: Sécurité sociale	1 471 650 510					-	-
programme 3: Promotion sociale	1 866 108 150					-	-
programme 4: Immigration et tunisiens à l'étranger	28 435 917					-	-
programme 9: Pilotage et appui	71 018 707					-	-
26- Mission de l'Education	8 338 720 000	7 010 000 000	774 720 000		554 000 000	-	-
programme 1: Phase primaire	3 029 794 000					-	-
programme 2: Phase préparatoire et secondaire	4 351 399 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	957 527 000					-	-
27- Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 294 091 000	1 631 275 000	261 770 000		401 046 000	-	-
programme 1: Enseignement supérieur	1 564 585 000					-	-
programme 2: Recherche scientifique	200 842 000					-	-
programme 3: Oeuvres universitaires	484 339 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	44 325 000					-	-
28- Mission de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 015 350 000	456 703 000	8 900 000		549 747 000	-	-
programme 1: Formation professionnelle	470 989 000					-	-
programme 2: Emploi	379 829 000					-	-
programme 3: Développement de l'initiative privée	134 500 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	30 032 000					-	-
29- Conseil Supérieur provisoire de la Magistrature	1 576 000	450 000			1 126 000	-	-
programme 1: Conseil supérieur provisoire de la magistrature	1 576 000					-	-
30- Cour Constitutionnelle						-	-
programme 1: Cour constitutionnelle						-	-
31- Cour des Comptes	34 000 000	27 572 000	333 000		6 095 000	-	-
programme 1: Cour des comptes	34 000 000					-	-
32- Instance Supérieure Indépendante pour les Elections	23 000 000	14 228 000			8 772 000	-	-
programme 1: Instance supérieure indépendante pour les élections	23 000 000					-	-
33- Charges de Financement	6 487 000 000					6 487 000 000	
34- Dépenses Imprevues et non Reparties	1 565 885 000						1 565 885 000
TOTAL	63 000 000 000	24 388 576 000	7 357 101 000	63 095 000	23 138 343 000	6 487 000 000	1 565 885 000

TABEAU "E"
RECETTES ET DEPENSES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES
LES BUDGETS SONT RATACHES POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2025 (recapitulative)

(En dinars)

LES MISSIONS	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES PROPRES	TOTAL
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	4 526 000		4 526 000
PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	11 265 000	910 000	12 175 000
MISSION DE L'INTERIEUR	47 015 000	2 297 000	49 312 000
MISSION DE LA JUSTICE	69 292 000	6 369 500	75 661 500
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	24 710 000	4 821 000	29 531 000
MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES	310 000		310 000
MISSION DES FINANCES	5 297 000	1 261 000	6 558 000
MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME	38 873 000	53 547 000	92 420 000
MISSION DU COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	2 992 000	800 000	3 792 000
MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	6 110 000	420 000	6 530 000
MISSION DU TOURISME	2 922 000	265 000	3 187 000
MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	3 456 000	3 836 000	7 292 000
MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	1 850 000		1 850 000
MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	91 987 000	817 000	92 804 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	43 447 000	11 592 000	55 039 000
MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES AGEES	29 101 000	1 064 500	30 165 500
MISSION DE LA SANTE	294 585 000	311 560 000	606 145 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	25 390 000	747 300	26 137 300
MISSION DE L'EDUCATION	167 410 000	16 444 000	183 854 000
MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	118 963 000	32 287 000	151 250 000
TOTAL	989 501 000	449 038 300	1 438 539 300

TABLEAU "E"
RECETTES ET DEPENSES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES BUDGETS
SONT RATTACHES POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2025

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
3	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE				
3	<u>Etablissements de Souveraineté</u>	4 526 000	—	4 526 000	4 526 000
1	Haut Comité du Contrôle Administratif et Financier	403 000		403 000	403 000
2	Services du Médiateur Administratif	373 000		373 000	373 000
3	Fondation fidaa	3 750 000		3 750 000	3 750 000
3	Total des Budgets des Etablissements relevant de la Présidence de la République	4 526 000		4 526 000	4 526 000
	PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT				
	<u>Etablissements de Souveraineté</u>	2 919 000	—	2 919 000	2 919 000
1	Tribunal Administratif	2 727 000		2 727 000	2 727 000
2	Instance Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	192 000		192 000	192 000
	<u>Etablissements d'Administration Générale</u>	770 000	180 000	950 000	950 000
3	Les Archives Nationales	770 000	180 000	950 000	950 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	281 000	25 000	306 000	306 000
4	Centre Africain de Perfectionnement des Journalistes et Communicateurs	281 000	25 000	306 000	306 000
	<u>Etablissements Culturels</u>	450 000	165 000	615 000	615 000
5	Centre de Documentation National	450 000	165 000	615 000	615 000
	<u>Autre Etablissements</u>	1 038 000	—	1 038 000	1 038 000
6	Instance d'accès à l'information	1 038 000		1 038 000	1 038 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	5 807 000	540 000	6 347 000	6 347 000
7	Ecole Nationale d'Administration	5 807 000	540 000	6 347 000	6 347 000
7	Total des Budgets des Etablissements relevant du Présidence du Gouvernement	11 265 000	910 000	12 175 000	12 175 000
	MISSION DE L'INTERIEUR				
	<u>Etablissements d'Administration Générale</u>	215 000	100 000	315 000	315 000
1	Observatoire National d'Information, de Formation, de Documentation et d'Etudes sur la Sécurité Routière	215 000	100 000	315 000	315 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	34 502 000	2 097 000	36 599 000	36 599 000
2	Ecole Nationale de Formation des Agents et Cadres Actifs de la Police et de la Sécurité Nationale à Salambo	835 000	100 000	935 000	935 000
3	Centre de Formation Spécialisée de la Manouba	350 000	37 000	387 000	387 000
4	Ecole Nationale de Formation des Inspecteurs de Police à Sousse	650 000	120 000	770 000	770 000
5	Ecole Nationale de Formation des Agents Astreint au Port de la Tenue à Sidi Saïd	13 301 000	100 000	13 401 000	13 401 000
6	Ecole Nationale de Formation des Officiers de Police Adjoints à Bizerte	550 000	95 000	645 000	645 000
7	Centre National de Formation Continue de la Sécurité Nationale de Carthage Byrsa	1 215 000	15 000	1 230 000	1 230 000
8	Ecole Nationale de Formation de la Garde Nationale et la Protection Civile	5 330 000	500 000	5 830 000	5 830 000
9	Ecole Supérieure des Forces de la Sécurité Intérieure	330 000		330 000	330 000
10	Ecole des Commandos de la Garde Nationale à Oued Zerga	630 000	70 000	700 000	700 000
11	Ecole Nationale de la Formation Continue de la Garde Nationale à Chbika	333 000	10 000	343 000	343 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
12	Ecole Nationale de la Formation Polyvalente de la Garde Nationale à Mornaguia	402 000	20 000	422 000	422 000
13	Ecole Nationale de la Protection Civile	8 360 000	100 000	8 460 000	8 460 000
14	Centre de la Formation et de l'Appui à la Décentralisation	2 216 000	930 000	3 146 000	3 146 000
	<u>Etablissements de Santé</u>	<u>11 868 000</u>	<u>100 000</u>	<u>11 968 000</u>	<u>11 968 000</u>
15	Hôpital des Forces de Sécurité Intérieur de la Marsa	11 868 000	100 000	11 968 000	11 968 000
	<u>Etablissements de Réhabilitation Sociale</u>	<u>430 000</u>	<u>—</u>	<u>430 000</u>	<u>430 000</u>
16	Centre d'Accueil et d'Orientaiton de Tunis-El Ouardia	430 000	—	430 000	430 000
	<u>Etablissements d'Appui à la Décentralisation</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
17	La Haute Instance des Finances Locales	—	—	—	—
17	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Intérieur =	47 015 000	2 297 000	49 312 000	49 312 000
	MISSION DE LA JUSTICE				
	<u>Etablissements de Recherches</u>	<u>301 000</u>	<u>80 000</u>	<u>381 000</u>	<u>381 000</u>
1	Centre d'Etudes Juridiques et Judiciaires	301 000	80 000	381 000	381 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>2 479 000</u>	<u>395 000</u>	<u>2 874 000</u>	<u>2 874 000</u>
2	Ecole Nationale des Prisons et de la Rééducation	1 730 000	195 000	1 925 000	1 925 000
3	Institut Supérieur de la Magistrature	504 000	100 000	604 000	604 000
4	Institut Supérieur de la Profession d'Avocat	245 000	100 000	345 000	345 000
	<u>Etablissements de Réhabilitation Sociale</u>	<u>66 512 000</u>	<u>5 894 500</u>	<u>72 406 500</u>	<u>72 406 500</u>
5	Etablissement de Réhabilitation Sociale	12 100 600	1 000	12 101 600	12 101 600
6	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Gammarth	28 350	1 000	29 350	29 350
7	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Sidi El Heni	625 700	191 000	816 700	816 700
8	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants d'Agareb-Sfax	36 000	54 000	90 000	90 000
9	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Mejez El Bab	490 700	57 500	548 200	548 200
10	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants d'El Mourouj	743 700	20 500	764 200	764 200
11	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de M'Ghira	264 700	42 000	306 700	306 700
12	Centre de Rééducation des Mineurs Délinquants de Souk Jedid	603 700	25 000	628 700	628 700
13	Prison d'El Haouareb	1 471 000	447 000	1 918 000	1 918 000
14	Prison de Kebili	1 319 000	4 000	1 323 000	1 323 000
15	Prison du Sers	1 189 000	266 000	1 455 000	1 455 000
16	Prison de Mornaguia	10 327 500	1 422 800	11 750 300	11 750 300
17	Prison des Femmes à la Manouba	1 180 500	262 000	1 442 500	1 442 500
18	Prison de Sfax	3 059 000	22 000	3 081 000	3 081 000
19	Prison de Borj Roudi	2 945 000	706 000	3 651 000	3 651 000
20	Prison de Nador	1 060 000	293 000	1 353 000	1 353 000
21	Prison de Saouaf	1 301 000	264 000	1 565 000	1 565 000
22	Prison de Kasserine	1 665 000	92 000	1 757 000	1 757 000
23	Prison du Kef	1 026 500	15 000	1 041 500	1 041 500
24	Prison de Gafsa	1 318 500	112 700	1 431 200	1 431 200
25	Prison de Bizerte	707 000	2 000	709 000	709 000
26	Prison de Mahdia	2 402 000	337 000	2 739 000	2 739 000
27	Prison de Gabès	1 167 000	2 000	1 169 000	1 169 000
28	Prison de Béja	594 000	71 000	665 000	665 000
29	Prison de Monastir	1 394 000	12 000	1 406 000	1 406 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
30	Prison de Harboub-Médénine	1 398 000	14 000	1 412 000	1 412 000
31	Prison de Kairouan	1 077 500	2 000	1 079 500	1 079 500
32	Prison de Siliana	1 264 000	132 000	1 396 000	1 396 000
33	Prison de Sidi Bouzid	938 000	2 000	940 000	940 000
34	Prison de Mornag	1 222 500	220 000	1 442 500	1 442 500
35	Prison Eddyr au Kef	488 000	376 000	864 000	864 000
36	Prison de Zaghouan	1 000		1 000	1 000
37	Prison de Jendouba	892 000	48 000	940 000	940 000
38	Prison de la Rabta	683 000	61 000	744 000	744 000
39	Prison de Borj El Amri	3 506 000	162 000	3 668 000	3 668 000
40	Prison d'El Messudine	3 266 000	66 000	3 332 000	3 332 000
41	Prison de Belli	1 690 550		1 690 550	1 690 550
42	Prison d'Oudhna	1 066 000	89 000	1 155 000	1 155 000
42	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Justice	69 292 000	6 369 500	75 661 500	75 661 500
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE					
<u>Etablissements de Souveraineté</u>		<u>1 500 000</u>	<u>1 000</u>	<u>1 501 000</u>	<u>1 501 000</u>
1	Agence des Investigations et de Défense Nationale	1 500 000	1 000	1 501 000	1 501 000
<u>Etablissements de Recherche</u>			<u>1 750 000</u>	<u>1 750 000</u>	<u>1 750 000</u>
2	Centre Hydrographie et Océanographie		1 750 000	1 750 000	1 750 000
<u>Etablissements de Formation</u>		<u>19 272 000</u>	<u>718 000</u>	<u>19 990 000</u>	<u>19 990 000</u>
3	Académie Militaire	6 500 000	1 000	6 501 000	6 501 000
4	Académie Navale	1 912 000	1 000	1 913 000	1 913 000
5	Institut de la Défense Nationale	94 000	1 000	95 000	95 000
6	Ecole d'Etat Major	1 081 000	1 000	1 082 000	1 082 000
7	Ecole des Sous-officiers à Bizerte	551 000	1 000	552 000	552 000
8	Ecole Technique de l'Armée de Terre	371 000	1 000	372 000	372 000
9	Ecole d'Application d'Armes	381 000	1 000	382 000	382 000
10	Ecole des Sports Militaires	101 000	1 000	102 000	102 000
11	Ecole de l'Aviation Militaire	111 000	1 000	112 000	112 000
12	Ecole des Spécialités Aéronautiques	261 000	1 000	262 000	262 000
13	Ecole des Caporaux de Metline	251 000	1 000	252 000	252 000
14	Ecole de l'Aviation de Borj El Amri	3 415 000	324 000	3 739 000	3 739 000
15	Centre d'Instruction Navale	138 000	1 000	139 000	139 000
16	Centre d'Instruction de l'anti-aérien	89 000	1 000	90 000	90 000
17	Centre d'Instruction de Génie Militaire	91 000	1 000	92 000	92 000
18	Centre d'Instruction Aéronautique	36 000	1 000	37 000	37 000
19	Ecole de la Santé Militaire	161 000	10 000	171 000	171 000
20	Ecole d'Application du Service de Santé des Armées	250 000	350 000	600 000	600 000
21	Ecole Supérieure de Guerre	331 000	1 000	332 000	332 000
22	Centre de Formation Professionnelle à Béja	71 000	1 000	72 000	72 000
23	Centre de Formation Professionnelle El Kharouba à Bizerte	36 000	1 000	37 000	37 000
24	Centre de Formation Professionnelle Fondouk El Jedid	40 000	1 000	41 000	41 000
25	Centre de Formation Professionnelle à Gabès	45 000	1 000	46 000	46 000
26	Ecole Militaire de Musique	71 000	1 000	72 000	72 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
27	Ecole des Caporaux de Kondar	391 000	1 000	392 000	392 000
28	Ecole des Caporaux de l'Armée de la Mer	123 000	1 000	124 000	124 000
29	Deuxième centre d'instruction de l'Armée de l'Air	21 000	1 000	22 000	22 000
30	Centre d'instruction d'artillerie	69 000	1 000	70 000	70 000
31	Centre d'instructions de signalisation	111 000	1 000	112 000	112 000
32	Centre Militaire de carmies	851 000	1 000	852 000	852 000
33	Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Mammouba	55 000	1 000	56 000	56 000
34	Centre Militaire et de Formation Professionnelle d'Oued El fil	90 000	1 000	91 000	91 000
35	Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Gafsa	81 000	1 000	82 000	82 000
36	Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Ksar Gafsa	51 000	1 000	52 000	52 000
37	Centre Militaire et de Formation Professionnelle d'El Omrane	60 000	1 000	61 000	61 000
38	Centre d'excellence tunisien de lutte contre les engins explosifs improvisés	91 000	1 000	92 000	92 000
39	Etablissement de formation professionnelle en plongée	890 000	1 000	891 000	891 000
	Etablissements de Santé	3 340 000	2 251 000	5 591 000	5 591 000
40	Centre d'Expertise de la Médecine Aéronautique	120 000	600 000	720 000	720 000
41	Centre Militaire de Transfusion Sanguine	155 000	500 000	655 000	655 000
42	Centre de la Médecine de Plongée Sous-marine	45 000	1 000	46 000	46 000
43	Hôpital Militaire à Gabès	1 410 000	310 000	1 720 000	1 720 000
44	Hôpital Militaire à Bizerte	1 610 000	840 000	2 450 000	2 450 000
	Etablissements Culturels	73 000	1 000	74 000	74 000
45	Musée National Militaire	73 000	1 000	74 000	74 000
	Autre Etablissements	525 000	100 000	625 000	625 000
46	Laboratoire de métrologie du ministère de la défense nationale	525 000	100 000	625 000	625 000
46	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Défense Nationale-	24 710 000	4 821 000	29 531 000	29 531 000
	MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES				
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	310 000		310 000	310 000
1	Institut Supérieur des Sciences Religieuses de Tunis	170 000		170 000	170 000
2	Institut Supérieur des Sciences Islamiques à Kairouan	140 000		140 000	140 000
2	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Affaires Religieuses-	310 000		310 000	310 000
	MISSION: DES FINANCES				
	Etablissements de Formation	2 600 000	61 000	2 661 000	2 661 000
1	Ecole Nationale des Finances	500 000	61 000	561 000	561 000
2	Ecole Nationale de la Douane	2 100 000		2 100 000	2 100 000
	Etablissements de Santé	2 627 000	1 200 000	3 827 000	3 827 000
3	Centre Médical des Douanes	2 627 000	1 200 000	3 827 000	3 827 000
	Autres Etablissements	70 000		70 000	70 000
4	Les Services Du Médiateur Fiscal	70 000		70 000	70 000
4	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Finances -	5 297 000	1 261 000	6 558 000	6 558 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME				
	<u>Etablissements de Recherche</u>	5 013 000	2 295 000	7 308 000	7 308 000
1	Institut National des Sciences et des Technologies de la Mer	699 000	180 000	879 000	879 000
2	Institut National de la Recherche Agronomique de Tunis	776 000	180 000	956 000	956 000
3	Institut de Recherche du Génie Rural, Eaux et Forêts	632 000	85 000	717 000	717 000
4	Institut de l'Olivier	447 000	200 000	647 000	647 000
5	Institut de la Recherche Vétérinaire de Tunis	207 000	1 150 000	1 357 000	1 357 000
6	Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricole	1 155 000	30 000	1 185 000	1 185 000
7	Centre Régional de Recherche en Horticulture et dans l'Agriculture Biologique de Chott Mariem	362 000	50 000	412 000	412 000
8	Centre Régional de Recherche dans l'Agriculture Oasienne de Degache	201 000	60 000	261 000	261 000
9	Centre Régional de la Recherche Agronomique de Sidi Bouzid	238 000	80 000	318 000	318 000
10	Centre Régional des Grandes Agricultures de Béja	296 000	280 000	576 000	576 000
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	6 048 000	2 210 000	8 258 000	8 258 000
11	Ecole Nationale de Médecine Vétérinaire de Sidi Thabet	712 000	280 000	992 000	992 000
12	Institut National des Sciences Agricoles de Tunis	795 000	180 000	975 000	975 000
13	Ecole Supérieure d'Agriculture de Megrane	605 000	200 000	805 000	805 000
14	Ecole Supérieure des Ingénieurs de l'Équipement Rural de Mejez El Bah	510 000	280 000	790 000	790 000
15	Institut Sylvio-Pastoral de Tabarka	520 000	300 000	820 000	820 000
16	Institut Supérieur des Sciences Agricoles de Chott Mariem	880 000	280 000	1 160 000	1 160 000
17	Ecole Supérieure des Industries Alimentaires à Tunis	376 000	55 000	431 000	431 000
18	Ecole Supérieure d'Agriculture de Mateur	490 000	300 000	790 000	790 000
19	Ecole Supérieure d'Agriculture du Kef	580 000	250 000	830 000	830 000
20	Institut Supérieur de Pêche et de l'Aquaculture de Bizerte	355 000	10 000	365 000	365 000
21	Institut Supérieur des Etudes Préparatoires en Biologie et en Géologie à la Soukra	225 000	75 000	300 000	300 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	5 097 000	6 381 000	11 478 000	11 478 000
22	Agence de Vulgarisation et de Formation Agricole	393 000	16 000	409 000	409 000
23	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Zarzis	107 000	20 000	127 000	127 000
24	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Gabès	128 000	41 000	169 000	169 000
25	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Ghar El Melh	135 000	80 000	215 000	215 000
26	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Tébourba	115 000	60 000	175 000	175 000
27	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Mahdia	235 000	50 000	285 000	285 000
28	Lycée Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Agrumiculture et Viticulture de Bou-chrik	237 000	285 000	522 000	522 000
29	Lycée Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Elevage de Bovins de Thibar	198 000	260 000	458 000	458 000
30	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle en Mécanique Navale de Kélibia	260 000	67 000	327 000	327 000
31	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Sfax	128 000	18 000	146 000	146 000
32	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Tabarka	180 000	109 000	289 000	289 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
33	Institut National Pédagogique et de Formation Continue Agricole de Sidi Thabet	141 000	409 000	550 000	550 000
34	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole de l'Arboriculture en Zones Arides de Boughrara	83 000	150 000	233 000	233 000
35	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Grandes Cultures de Bou-Salem	89 000	190 000	279 000	279 000
36	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Phoniciculture de Degueche	10 000	630 000	640 000	640 000
37	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Culture Maraichères de Primeurs de Chott-Mariem	208 000	183 000	391 000	391 000
38	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Machinisme Agricole de Jougar	92 000	90 000	182 000	182 000
39	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Aménagement des Périmètres Irrigués de Barroua	110 000	162 000	272 000	272 000
40	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur de l'Elevage Bovin de Sidi Thabet	110 000	207 000	317 000	317 000
41	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur de l'Aviculture de Sidi Thabet	105 000	214 000	319 000	319 000
42	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Domaine de la Mécanique à El-Kantara	71 000	125 000	196 000	196 000
43	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur des Forêts de Rimel	95 000	123 000	218 000	218 000
44	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Oueslatia	115 000	190 000	305 000	305 000
45	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sbeitla	80 000	122 000	202 000	202 000
46	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Makim-Sud	93 000	146 000	239 000	239 000
47	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Thibar	88 000	305 000	393 000	393 000
48	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sidi Bouzid	132 000	119 000	251 000	251 000
49	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Souassi	69 000	243 000	312 000	312 000
50	Centre de Formation Professionnelle Agricole d'El Alia	132 000	245 000	377 000	377 000
51	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sidi Bourouis	22 000	489 000	511 000	511 000
52	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Testour	82 000	30 000	112 000	112 000
53	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Zarkine	150 000	174 000	324 000	324 000
54	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Takelsa	94 000	143 000	237 000	237 000
55	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Jammel	60 000	147 000	207 000	207 000
56	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Gafsa	85 000	190 000	275 000	275 000
57	Centre de Formation Professionnelle Agricole d'El Fajja Médénine	139 000	97 000	236 000	236 000
58	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Goudhab Tataouine	96 000	44 000	140 000	140 000
59	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Ben Arous	97 000	15 000	112 000	112 000
60	Centre de Formation Professionnelle Agricole du Kef	81 000	38 000	119 000	119 000
61	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Kébili	114 000	101 000	215 000	215 000
62	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Manouba	138 000	54 000	192 000	192 000
	Etablissements de Promotion Sectorielle	65 000	1 000	66 000	66 000
63	Observatoire National de l'Agriculture	65 000	1 000	66 000	66 000
	Etablissements de Développement Agricole	22 650 000	42 660 000	65 310 000	65 310 000
64	Bureau de Contrôle des Unités de Production Agricole	166 000	14 000	180 000	180 000
65	Régie des Sondages Hydrauliques	3 600 000	8 460 000	12 060 000	12 060 000
66	Régie de Matériel, de Terrassement et d'Hydraulique Agricole	2 000 000	6 000 000	8 000 000	8 000 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
67	Régie de l'Exploitation Forestière		3 000 000	3 000 000	3 000 000
68	Bureau de l'Inventaire et des Recherches Hydrauliques	100 000	410 000	510 000	510 000
69	Laboratoire Central d'Analyse des Aliments du Bétail	240 000	169 000	409 000	409 000
70	Centre National de Veille Zoo-Sanitaire	243 000	100 000	343 000	343 000
71	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tunis	260 000	11 000	271 000	271 000
72	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de l'Ariana	743 000	780 000	1 523 000	1 523 000
73	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Ben Arous	520 000	500 000	1 020 000	1 020 000
74	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de la Manouba	386 000	2 344 000	2 730 000	2 730 000
75	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Nabeul	1 080 000	5 020 000	6 100 000	6 100 000
76	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Zaghouan	605 000	80 000	685 000	685 000
77	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Bizerte	735 000	2 400 000	3 135 000	3 135 000
78	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Béja	753 000	2 640 000	3 393 000	3 393 000
79	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Jendouba	647 000	4 324 000	4 971 000	4 971 000
80	Commissariat Régional pour le Développement Agricole du Kef	942 000	618 000	1 560 000	1 560 000
81	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Siliana	500 000	500 000	1 000 000	1 000 000
82	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kairouan	870 000	1 194 000	2 064 000	2 064 000
83	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kasserine	857 000	392 000	1 249 000	1 249 000
84	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sidi Bouzid	846 000	254 000	1 100 000	1 100 000
85	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sousse	696 000	854 000	1 550 000	1 550 000
86	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Monastir	666 000	334 000	1 000 000	1 000 000
87	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Mahdia	627 000	244 000	871 000	871 000
88	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sfax	1 106 000	147 000	1 253 000	1 253 000
89	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Gafsa	913 000	280 000	1 193 000	1 193 000
90	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tozeur	331 000	310 000	641 000	641 000
91	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kébili	543 000	520 000	1 063 000	1 063 000
92	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Gabès	574 000	383 000	957 000	957 000
93	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Médenine	576 000	113 000	689 000	689 000
94	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tataouine	525 000	265 000	790 000	790 000
94	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime=	38 873 000	53 547 000	92 420 000	92 420 000
	MISSION DU COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS				
	<u>Etablissements de L'Administration Générale</u>	<u>2 486 000</u>	<u>400 000</u>	<u>2 886 000</u>	<u>2 886 000</u>
1	Conseil de la Concurrence	2 486 000	400 000	2 886 000	2 886 000
	<u>Etablissements de Promotion Sectorielle</u>	<u>506 000</u>	<u>400 000</u>	<u>906 000</u>	<u>906 000</u>
2	Institut National de la Consommation	506 000	400 000	906 000	906 000
2	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission du Commerce et de Développement des Exportations=	2 992 000	800 000	3 792 000	3 792 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>6 110 000</u>	<u>420 000</u>	<u>6 530 000</u>	<u>6 530 000</u>
1	Ecole Supérieure des Communications	2 560 000	155 000	2 715 000	2 715 000
2	Institut Supérieur des Etudes Technologiques des Communications	2 100 000	200 000	2 300 000	2 300 000
3	Ecole Supérieure du Commerce Electronique à Mariouba	1 450 000	65 000	1 515 000	1 515 000
<u>3</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission Des Technologies de la Communication	6 110 000	420 000	6 530 000	6 530 000
	MISSION DU TOURISME				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>2 922 000</u>	<u>265 000</u>	<u>3 187 000</u>	<u>3 187 000</u>
1	Institut Supérieur du Tourisme à Sidi Dhrif	2 922 000	265 000	3 187 000	3 187 000
<u>1</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission du Tourisme	2 922 000	265 000	3 187 000	3 187 000
	MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT				
	<u>Etablissements de Recherche</u>	<u>800 000</u>	<u>3 384 000</u>	<u>4 184 000</u>	<u>4 184 000</u>
1	Centre d'Essais et de Techniques de la Construction	800 000	3 384 000	4 184 000	4 184 000
	<u>Etablissements de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire</u>	<u>2 656 000</u>	<u>452 000</u>	<u>3 108 000</u>	<u>3 108 000</u>
2	Agence Urbaine du Grand Tunis	2 656 000	452 000	3 108 000	3 108 000
<u>2</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Equipelement et de l'habitat	3 456 000	3 836 000	7 292 000	7 292 000
	MISSION DE L'ENVIRONNEMENT				
	<u>Etablissements de Recherches</u>	<u>1 850 000</u>	<u>-</u>	<u>1 850 000</u>	<u>1 850 000</u>
1	Banque Nationales Des Gènes	1 850 000		1 850 000	1 850 000
<u>1</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de L'environnement	1 850 000		1 850 000	1 850 000
	MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES				
	<u>Etablissements Culturels</u>	<u>91 987 000</u>	<u>817 000</u>	<u>92 804 000</u>	<u>92 804 000</u>
1	Institut National du Patrimoine	49 298 000	5 000	49 303 000	49 303 000
2	Bibliothèque Nationale	7 315 000	150 000	7 465 000	7 465 000
3	Centre National de Communication Culturelle	126 000		126 000	126 000
4	Institut National de Musique	350 000	83 000	433 000	433 000
5	Centre National de Musique et des Arts Populaires	202 000	100 000	302 000	302 000
6	Centre international de la culture et des arts_Palais d'Abdulia	80 000		80 000	80 000
7	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tunis	2 416 000	35 000	2 451 000	2 451 000
8	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de l'Ariana	669 000	2 000	671 000	671 000
9	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Ben Arous	1 125 000	14 000	1 139 000	1 139 000
10	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Bizerte	980 000	9 000	989 000	989 000
11	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Nabeul	1 190 000	22 000	1 212 000	1 212 000
12	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Béja	905 000	16 000	921 000	921 000
13	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Jendouba	850 000		850 000	850 000
14	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Zaghouan	699 000	6 000	705 000	705 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
15	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Siliana	1 024 000	15 000	1 039 000	1 039 000
16	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine du Kef	1 068 000	14 000	1 082 000	1 082 000
17	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kasserine	1 054 000	10 000	1 064 000	1 064 000
18	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kairouan	1 251 000	12 000	1 263 000	1 263 000
19	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Sousse	1 116 000	32 000	1 148 000	1 148 000
20	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Monastir	1 135 000	20 000	1 155 000	1 155 000
21	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Mahdia	1 000 000	22 000	1 022 000	1 022 000
22	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine Sfax	1 263 000	48 000	1 311 000	1 311 000
23	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Gabès	918 000	3 000	921 000	921 000
24	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Sidi Bouzid	917 000	3 000	920 000	920 000
25	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Gafsa	822 000	37 000	859 000	859 000
26	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tozeur	787 000	1 000	788 000	788 000
27	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kébili	691 000	2 000	693 000	693 000
28	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Médenine	979 000	7 000	986 000	986 000
29	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tataouine	802 000	2 000	804 000	804 000
30	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de la Manouba	962 000	4 000	966 000	966 000
31	Bibliothèque régionale à Tunis	372 000	3 000	375 000	375 000
32	Bibliothèque régionale de l'Ariana	276 000	2 000	278 000	278 000
33	Bibliothèque régionale de Ben Arous	346 000	3 000	349 000	349 000
34	Bibliothèque régionale de la Manouba	248 000	2 000	250 000	250 000
35	Bibliothèque régionale de Bizerte	348 000	3 000	351 000	351 000
36	Bibliothèque régionale de Nabeul	395 000	4 000	399 000	399 000
37	Bibliothèque régionale de Béja	294 000	3 000	297 000	297 000
38	Bibliothèque régionale de Jendouba	317 000	2 000	319 000	319 000
39	Bibliothèque régionale de Zaghouan	270 000	2 000	272 000	272 000
40	Bibliothèque régionale de Siliana	304 000	2 000	306 000	306 000
41	Bibliothèque régionale du Kef	334 000	3 000	337 000	337 000
42	Bibliothèque régionale de Kasserine	507 000	3 000	510 000	510 000
43	Bibliothèque régionale de Kairouan	335 000	3 000	338 000	338 000
44	Bibliothèque régionale de Sousse	308 000	4 000	312 000	312 000
45	Bibliothèque régionale de Monastir	353 000	4 000	357 000	357 000
46	Bibliothèque régionale de Mahdia	395 000	4 000	399 000	399 000
47	Bibliothèque régionale de Sfax	384 000	5 000	389 000	389 000
48	Bibliothèque régionale de Gabès	349 000	4 000	353 000	353 000
49	Bibliothèque régionale de Sidi Bouzid	379 000	3 000	382 000	382 000
50	Bibliothèque régionale de Gafsa	428 000	4 000	432 000	432 000
51	Bibliothèque régionale de Tozeur	274 000	2 000	276 000	276 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
52	Bibliothèque régionale de Kébili	274 000	2 000	276 000	276 000
53	Bibliothèque régionale de Médénine	273 000	3 000	276 000	276 000
54	Bibliothèque régionale de Tataouine	316 000	3 000	319 000	319 000
55	Institut public de musique et de danse de l'Ariana	195 000	5 000	200 000	200 000
56	Institut public de musique et de danse de Ben Arous	183 000	5 000	188 000	188 000
57	Institut public de musique et de danse de Nabeul	192 000	5 000	197 000	197 000
58	Institut public de musique et de danse de Bizerte	122 000	5 000	127 000	127 000
59	Institut public de musique et de danse de Kairouan	143 000	5 000	148 000	148 000
60	Institut public de musique et de danse de Sousse	172 000	10 000	182 000	182 000
61	Institut public de musique et de danse de Monastir	253 000	10 000	263 000	263 000
62	Institut public de musique et de danse de Mahdia	126 000	5 000	131 000	131 000
63	Institut public de musique et de danse de Sfax	222 000	10 000	232 000	232 000
64	Institut public de musique et de danse de Gafsa	156 000	5 000	161 000	161 000
65	Institut public de musique et de danse de Gabès	150 000	5 000	155 000	155 000
65	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des affaires Culturelles	91 987 000	817 000	92 804 000	92 804 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
<u>Etablissements de Recherche</u>		<u>1 113 000</u>	<u>35 000</u>	<u>1 148 000</u>	<u>1 148 000</u>
1	Observatoire National des Sports	505 000	5 000	510 000	510 000
2	Observatoire National des Jeunes	608 000	30 000	638 000	638 000
<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>		<u>5 192 000</u>	<u>766 000</u>	<u>5 958 000</u>	<u>5 958 000</u>
3	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Ksar Said	1 252 000	170 000	1 422 000	1 422 000
4	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Sfax	1 710 000	386 000	2 096 000	2 096 000
5	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique au Kef	1 590 000	170 000	1 760 000	1 760 000
6	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Gafsa	640 000	40 000	680 000	680 000
<u>Etablissements de Formation</u>		<u>970 000</u>	<u>5 000</u>	<u>975 000</u>	<u>975 000</u>
7	Centre National de Formation et de Recyclage des Cadres du Sport	970 000	5 000	975 000	975 000
<u>Etablissements de Santé</u>		<u>650 000</u>	<u>165 000</u>	<u>815 000</u>	<u>815 000</u>
8	Centre National de la Médecine et des Sciences du Sport	650 000	165 000	815 000	815 000
<u>Etablissements de la Jeunesse et de l'Enfance</u>		<u>34 612 000</u>	<u>10 561 000</u>	<u>45 173 000</u>	<u>45 173 000</u>
9	Centre Culturel et Sportif de la Jeunesse à El Menzah Six	106 000	1 017 000	1 123 000	1 123 000
10	Complexe Sportif de Borj Cedria	520 000	733 000	1 253 000	1 253 000
11	Complexe Sportif International d'Ain Draham	644 000	440 000	1 084 000	1 084 000
12	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Gafsa	404 000	3 000	407 000	407 000
13	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sidi Bouzid	452 000	1 000	453 000	453 000
14	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kairouan	445 000	1 000	446 000	446 000
15	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Ben Arous	376 000	5 000	381 000	381 000
16	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kébili	362 000	6 000	368 000	368 000
17	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Gabès	389 000	5 000	394 000	394 000
18	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à El Menzah	2 540 000	30 000	2 570 000	2 570 000
19	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Béga	480 000	20 000	480 000	480 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
20	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à El Kef	460 000	15 000	475 000	475 000
21	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Mahdia	460 000	50 000	510 000	510 000
22	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sousse	380 000	5 000	385 000	385 000
23	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kélibia	650 000	55 000	705 000	705 000
24	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sfax	630 000	30 000	660 000	660 000
25	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tunis	901 000	46 000	947 000	947 000
26	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Ben Arous	984 000	31 000	1 015 000	1 015 000
27	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de l'Ariana	572 000	21 000	593 000	593 000
28	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Bizerte	1 112 000	221 000	1 333 000	1 333 000
29	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Nabeul	1 011 000	426 000	1 437 000	1 437 000
30	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Béja	742 000	21 000	763 000	763 000
31	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Jendouba	1 013 000	296 000	1 309 000	1 309 000
32	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Zaghouan	593 000	61 000	654 000	654 000
33	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Siliana	871 000	81 000	952 000	952 000
34	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique du Kef	941 000	40 000	981 000	981 000
35	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kasserine	884 000	51 000	935 000	935 000
36	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kairouan	1 022 000	43 000	1 065 000	1 065 000
37	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sousse	984 000	175 000	1 159 000	1 159 000
38	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Monastir	936 000	97 000	1 033 000	1 033 000
39	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Mahdia	725 000	161 000	886 000	886 000
40	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sfax	1 220 000	207 000	1 427 000	1 427 000
41	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Gabès	1 076 000	86 000	1 162 000	1 162 000
42	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sidi Bouzid	905 000	60 000	965 000	965 000
43	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Gafsa	1 094 000	21 000	1 115 000	1 115 000
44	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tozeur	662 000	18 000	680 000	680 000
45	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kébili	695 000	203 000	898 000	898 000
46	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Médenine	1 126 000	221 000	1 347 000	1 347 000
47	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tataouine	789 000	57 000	846 000	846 000
48	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de la Manouba	874 000	63 000	937 000	937 000
49	Complexe des jeunes El Marsa	100 000	260 000	360 000	360 000
50	Complexe Maghrebin des jeunes Rades	130 000	163 000	293 000	293 000
51	Complexe de jeunesse Nabeul	100 000	220 000	320 000	320 000
52	Complexe des jeunes Hanoumat	100 000	400 000	500 000	500 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
53	Complexe des jeunes Sousse	100 000	280 000	380 000	380 000
54	Complexe des jeunes Sahloul	100 000	258 000	358 000	358 000
55	Centre d'Accueil et de Tourisme des Jeunes de Aguir	100 000	300 000	400 000	400 000
56	Maison des jeunes 15 octobre à Bizerte	105 000	180 000	285 000	285 000
57	Centre de Comping et de colonie Rimel Meuzel Januil	145 000	360 000	505 000	505 000
58	Maison des jeunes Korba	125 000	250 000	375 000	375 000
59	Maison des jeunes Ain - Drahem	115 000	200 000	315 000	315 000
60	Centre de Comping et de colonie Beni- Mür	120 000	200 000	320 000	320 000
61	Centre de Comping et de colonie maghrébin Ain-Soltan	155 000	250 000	405 000	405 000
62	Complexe des jeunes Zaghouan	110 000	180 000	290 000	290 000
63	Complexe des jeunes El Kef	102 000	84 000	186 000	186 000
64	Complexe des jeunes de Beja	100 000	20 000	120 000	120 000
65	Complexe des jeunes de Silima	100 000	100 000	200 000	200 000
66	Complexe des jeunes de Kasserine	100 000	130 000	230 000	230 000
67	Complexe des jeunes de Sidi Bouzid	100 000	70 000	170 000	170 000
68	Centre de Comping et de colonie Rimel Chebba	115 000	120 000	235 000	235 000
69	Complexe des jeunes Ali Sidiiri	115 000	162 000	277 000	277 000
70	Complexe des jeunes de Sfax	100 000	160 000	260 000	260 000
71	Centre de Comping et de colonie Ramla Kerkennah	125 000	83 000	208 000	208 000
72	Maison des jeunes Boulevard Fes Kairouan	90 000	30 000	120 000	120 000
73	Complexe des jeunes Kairouan	110 000	30 000	140 000	140 000
74	Complexe des jeunes Saniet El Bey Gabès	120 000	192 000	312 000	312 000
75	Maison de la jeunesse Zarzis	90 000	110 000	200 000	200 000
76	Complexe des jeunes Houmet Souk Djerba	90 000	200 000	290 000	290 000
77	Complexe des jeunes Gafsa	90 000	80 000	170 000	170 000
78	Complexe des jeunes Tozeur	90 000	110 000	200 000	200 000
79	Maison des jeunes Tozeur	90 000	73 000	163 000	163 000
80	Maison des jeunes Nafta	90 000	93 000	183 000	183 000
81	Maison des jeunes Kébili	90 000	60 000	150 000	150 000
82	Complexe Maghrébin des jeunes maghrébin Tataouine	90 000	30 000	120 000	120 000
	<u>Autres</u>	<u>910 000</u>	<u>60 000</u>	<u>970 000</u>	<u>970 000</u>
83	Agence Nationale de Lutte contre le Dopage	910 000	60 000	970 000	970 000
83	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Jeunesse Et des Sports=	43 447 000	11 592 000	55 039 000	55 039 000
	MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES SENIORS				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>486 000</u>	<u>300 000</u>	<u>786 000</u>	<u>786 000</u>
1	Institut Supérieur des Cadres de l'Enfance	486 000	300 000	786 000	786 000
	<u>Etablissements de la Jeunesse et de l'Enfance</u>	<u>7 905 000</u>	<u>655 000</u>	<u>8 560 000</u>	<u>8 560 000</u>
2	Centre National de l'Informatique pour l'Enfant	418 000	130 000	548 000	548 000
3	Observatoire National de l'Enfance	261 000		261 000	261 000
4	Centre de Villégiature à Hammamet	411 000	425 000	836 000	836 000
5	Centre de Villégiature à Zarzis	700 000	100 000	800 000	800 000
6	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance au Bardo	253 500		253 500	253 500
7	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance Cité El khadra	247 500		247 500	247 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES
		RECETTES			
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
8	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Hammam Lif	160 000		160 000	160 000
9	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Rades	259 500		259 500	259 500
10	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Mornag	285 000		285 000	285 000
11	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Mégrine	150 000		150 000	150 000
12	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Bizerte	465 000		465 000	465 000
13	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Ain Drahem	250 000		250 000	250 000
14	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance au Kef	257 000		257 000	257 000
15	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sekia	338 000		338 000	338 000
16	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sousse	222 000		222 000	222 000
17	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Monastir	275 000		275 000	275 000
18	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Kasserine	385 000		385 000	385 000
19	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Haffouz	362 500		362 500	362 500
20	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sfax	215 000		215 000	215 000
21	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Gafsa	334 000		334 000	334 000
22	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sidi Bouzid	518 000		518 000	518 000
23	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Ben Guerdane	240 000		240 000	240 000
24	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Douz	245 000		245 000	245 000
25	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Béja	289 000		289 000	289 000
26	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Swassi	152 000		152 000	152 000
27	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Borj El Amri	212 000		212 000	212 000
	COMMISSARIATS REGIONAUX DES AFFAIRES DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE:	20 489 000	109 500	20 598 500	20 598 500
28	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tunis	741 000		741 000	741 000
29	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille d' Ariana	651 400		651 400	651 400
30	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de la Manouba	522 600		522 600	522 600
31	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Ben Arous	534 600		534 600	534 600
32	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Zaghouan	543 200		543 200	543 200
33	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Bizerte	579 000		579 000	579 000
34	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Nabeul	876 400		876 400	876 400
35	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Béja	706 400		706 400	706 400
36	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Jendouba	881 400		881 400	881 400
37	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille du Kef	548 200	5 000	553 200	553 200
38	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Seliana	837 000		837 000	837 000
39	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kasserine	1 329 000		1 329 000	1 329 000
40	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sousse	630 400		630 400	630 400
41	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kairouan	931 000	35 000	966 000	966 000
42	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Monastir	678 800	3 500	682 300	682 300
43	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Mahdia	925 000	12 000	937 000	937 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
44	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sfax	1 324 800	28 000	1 352 800	1 352 800
45	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Gafsa	680 400		680 400	680 400
46	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sidi-Bouzeid	1 499 800		1 499 800	1 499 800
47	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tozeur	1 304 000		1 304 000	1 304 000
48	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Gabès	912 000		912 000	912 000
49	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kébili	1 035 000	26 000	1 061 000	1 061 000
50	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Médenine	991 000		991 000	991 000
51	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tataouine	826 600		826 600	826 600
	<u>Autre Etablissements</u>	<u>221 000</u>	<u>-</u>	<u>221 000</u>	<u>221 000</u>
52	Observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes	221 000		221 000	221 000
<u>52</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la famille, de la femme, de l'enfance et des Seniors=	29 101 000	1 064 500	30 165 500	30 165 500
	MISSION DE LA SANTE				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>3 295 000</u>	<u>480 000</u>	<u>3 775 000</u>	<u>3 775 000</u>
1	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Tunis	470 000	110 000	580 000	580 000
2	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Monastir	490 000	70 000	560 000	560 000
3	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Sfax	650 000	50 000	700 000	700 000
4	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Sousse	390 000	60 000	450 000	450 000
5	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Gafsa	270 000	20 000	290 000	290 000
6	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Tunis	195 000	65 000	260 000	260 000
7	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier au Kef	180 000	25 000	205 000	205 000
8	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Sousse	255 000	30 000	285 000	285 000
9	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Sfax	245 000	30 000	275 000	275 000
10	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Gabès	150 000	20 000	170 000	170 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>1 620 000</u>	<u>105 000</u>	<u>1 725 000</u>	<u>1 725 000</u>
11	Institut National de la Santé Publique	65 000	10 000	75 000	75 000
12	Centre National de Formation Continue des Cadres de la santé à Monastir	155 000	90 000	245 000	245 000
13	Centre de Formation Pédagogique des Cadres de la Santé Publique	125 000	5 000	130 000	130 000
14	Ecole des Sciences Infirmières Tunis	60 000		60 000	60 000
15	Ecole des Sciences Infirmières à Menzel Bourguiba	150 000		150 000	150 000
16	Ecole des Sciences Infirmières de Nabeul	135 000		135 000	135 000
17	Ecole des Sciences Infirmières de Jandouba	30 000		30 000	30 000
18	Ecole des Sciences Infirmières à Béja	40 000		40 000	40 000
19	Ecole des Sciences Infirmières au Kef	65 000		65 000	65 000
20	Ecole des Sciences Infirmières à Siliana	35 000		35 000	35 000
21	Ecole des Sciences Infirmières à Kasserine	60 000		60 000	60 000
22	Ecole des Sciences Infirmières à Kairouan	60 000		60 000	60 000
23	Ecole des Sciences Infirmières à Mahdia	50 000		50 000	50 000
24	Ecole des Sciences Infirmières à Gafsa	130 000		130 000	130 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
25	Ecole des Sciences Infirmières à Tozeur	60 000		60 000	60 000
26	Ecole des Sciences Infirmières à Sidi Bouzid	80 000		80 000	80 000
27	Ecole des Sciences Infirmières à Gabès	100 000		100 000	100 000
28	Ecole des Sciences Infirmières à Kebilli	60 000		60 000	60 000
29	Ecole des Sciences Infirmières à Médenine	70 000		70 000	70 000
30	Ecole des Sciences Infirmières à Tataouine	90 000		90 000	90 000
	Etablissements de Santé	289 670 000	310 975 000	600 645 000	600 645 000
31	Centre National de Transfusion Sanguine	3 235 000	10 500 000	13 735 000	13 735 000
32	Centre d'Assistance Médicale Urgente	4 550 000	450 000	5 000 000	5 000 000
33	Centre National de Radioprotection		1 010 000	1 010 000	1 010 000
34	Laboratoire National "Chalbi Belkhatia" de pharmacovigilance	420 000	1 515 000	1 935 000	1 935 000
35	Centre National de Médecine Scolaire et Universitaire	440 000		440 000	440 000
36	Centre National de Greffe de la Moelle Osseuse	10 495 000	16 150 000	26 645 000	26 645 000
37	Centre d'Imagerie par Résonance Magnétique Du Centre		1 100 000	1 100 000	1 100 000
38	Centre sectoriel des maladies cancérologiques à Jandouba	2 000 000	2 800 000	4 800 000	4 800 000
39	Centre d'Etudes Techniques de Maintenance Biomédicale et Hospitalière		850 000	850 000	850 000
40	Laboratoire National de Contrôle des Médicaments		10 600 000	10 600 000	10 600 000
41	Hôpital Khéreddine	100 000	2 450 000	2 550 000	2 550 000
42	Groupeement de la Santé de Base de Tunis Nord	3 675 000	495 000	4 170 000	4 170 000
43	Centre National pour la Promotion de la Transplantation d'Organes	550 000	150 000	700 000	700 000
44	Groupeement de la Santé de Base de Ben Arous	4 395 000	985 000	5 380 000	5 380 000
45	Hôpital de Téboulba	3 535 000	720 000	4 255 000	4 255 000
46	Hôpital Ettadhamen	2 345 000	595 000	2 940 000	2 940 000
47	Groupeement de la Santé de Base de l'Ariana	3 480 000	535 000	4 015 000	4 015 000
48	Hôpital de l'Ariana	1 370 000	6 900 000	8 270 000	8 270 000
49	Hôpital de Menzel Bourguiba	2 115 000	10 600 000	12 715 000	12 715 000
50	Hôpital "Hassen Belkhouja" de Ras Jebel	2 340 000	655 000	2 995 000	2 995 000
51	Hôpital de Mateur	1 985 000	345 000	2 330 000	2 330 000
52	Hôpital d'El Alia	1 320 000	250 000	1 570 000	1 570 000
53	Hôpital de Séjanane	2 160 000	200 000	2 360 000	2 360 000
54	Groupeement de la Santé de Base de Bizerte	2 230 000	290 000	2 520 000	2 520 000
55	Hôpital de Nabeul	615 000	7 300 000	7 915 000	7 915 000
56	Hôpital de Grombalia	2 195 000	540 000	2 735 000	2 735 000
57	Hôpital de Menzel Bouzelfa	1 140 000	190 000	1 330 000	1 330 000
58	Hôpital de Béni Khalléd	1 150 000	250 000	1 400 000	1 400 000
59	Hôpital de Soliman	1 385 000	300 000	1 685 000	1 685 000
60	Hôpital de Menzel Ténim	1 690 000	6 700 000	8 390 000	8 390 000
61	Hôpital de Kélibia	1 405 000	375 000	1 780 000	1 780 000
62	Hôpital de Houaria	1 305 000	170 000	1 475 000	1 475 000
63	Hôpital de Korba	1 375 000	390 000	1 765 000	1 765 000
64	Hôpital de Hammamet	1 010 000	300 000	1 310 000	1 310 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
65	Groupeement de la Santé de Base de Nabeul	1 880 000	385 000	2 265 000	2 265 000
66	Hôpital de Zaghouan	1 775 000	6 700 000	8 475 000	8 475 000
67	Hôpital de Fahs	1 645 000	415 000	2 060 000	2 060 000
68	Hôpital Ennadhour	1 245 000	380 000	1 625 000	1 625 000
69	Groupeement de la Santé de Base de Zaghouan	1 565 000	325 000	1 890 000	1 890 000
70	Hôpital de Jendouba	1 740 000	11 500 000	13 240 000	13 240 000
71	Hôpital de Bou Salem	1 610 000	450 000	2 060 000	2 060 000
72	Hôpital de Ghardimaou	1 765 000	350 000	2 115 000	2 115 000
73	Hôpital de Ain Drahem	1 810 000	150 000	1 960 000	1 960 000
74	Hôpital de Fernana	1 260 000	260 000	1 520 000	1 520 000
75	Hôpital de Tabarka	225 000	3 300 000	3 525 000	3 525 000
76	Groupeement de Santé de Base de Jendouba	2 100 000	210 000	2 310 000	2 310 000
77	Hôpital de Béja	2 115 000	9 500 000	11 615 000	11 615 000
78	Hôpital de Tébourouk	1 260 000	215 000	1 475 000	1 475 000
79	Hôpital de Nefza	1 430 000	250 000	1 680 000	1 680 000
80	Hôpital de Mejez El Bab	390 000	3 300 000	3 690 000	3 690 000
81	Hôpital de Testour	1 230 000	160 000	1 390 000	1 390 000
82	Hôpital de Amdoun	1 210 000	90 000	1 300 000	1 300 000
83	Hôpital de Guelbata	970 000	75 000	1 045 000	1 045 000
84	Groupeement de la Santé de Base de Béja	2 105 000	210 000	2 315 000	2 315 000
85	Hôpital "M'Hamed Bourguiba" du Kef	1 040 000	9 500 000	10 540 000	10 540 000
86	Hôpital de Dahmani	1 235 000	190 000	1 425 000	1 425 000
87	Hôpital de Sakiet Sidi Youssef	1 110 000	110 000	1 220 000	1 220 000
88	Hôpital de Tejerouine	1 650 000	260 000	1 930 000	1 930 000
89	Hôpital d'El Ksour	955 000	115 000	1 070 000	1 070 000
90	Groupeement de la Santé de Base du Kef	1 560 000	215 000	1 775 000	1 775 000
91	Hôpital de Siliana	1 600 000	8 700 000	10 300 000	10 300 000
92	Hôpital de Gâafour	1 295 000	80 000	1 375 000	1 375 000
93	Hôpital de Bourrada	1 290 000	130 000	1 420 000	1 420 000
94	Hôpital de Makthar	2 040 000	210 000	2 250 000	2 250 000
95	Hôpital de Rouhia	1 195 000	130 000	1 325 000	1 325 000
96	Hôpital de Krib	1 135 000	135 000	1 270 000	1 270 000
97	Hôpital de Bargou	1 030 000	100 000	1 130 000	1 130 000
98	Hôpital de Kesra	1 010 000	125 000	1 135 000	1 135 000
99	Hôpital de Sidi Bourouis	915 000	65 000	980 000	980 000
100	Groupeement de la Santé de Base de Siliana	1 995 000	210 000	2 205 000	2 205 000
101	Hôpital de Kasserine	3 195 000	12 800 000	15 995 000	15 995 000
102	Hôpital de Feriana	1 520 000	260 000	1 780 000	1 780 000
103	Hôpital de Sbeitla	2 095 000	475 000	2 570 000	2 570 000
104	Hôpital de Sbiba	2 090 000	545 000	2 635 000	2 635 000
105	Hôpital de Thela	3 300 000	345 000	3 645 000	3 645 000
106	Groupeement de la Santé de Base de Kasserine	2 585 000	500 000	3 085 000	3 085 000
107	Hôpital de Foussana	1 250 000	240 000	1 490 000	1 490 000
108	Hôpital de Hajeb El Ayoum	1 450 000	300 000	1 750 000	1 750 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
109	Hôpital de Haffouz	1 770 000	285 000	2 055 000	2 055 000
110	Hôpital de Oueslatia	1 480 000	220 000	1 700 000	1 700 000
111	Hôpital de Bouhajla	1 190 000	500 000	1 690 000	1 690 000
112	Hôpital de Nasrallah	1 395 000	185 000	1 580 000	1 580 000
113	Hôpital de Sbikha	1 300 000	260 000	1 560 000	1 560 000
114	Hôpital de Chebika	1 125 000	175 000	1 300 000	1 300 000
115	Hôpital d'El Ala	1 300 000	155 000	1 455 000	1 455 000
116	Groupeement de la Santé de Base de Kairouan	2 495 000	480 000	2 975 000	2 975 000
117	Hôpital d'Enfidha	1 885 000	495 000	2 380 000	2 380 000
118	Hôpital de M'Saken	100 000	5 700 000	5 800 000	5 800 000
119	Hôpital "Habib Bayar" de Kalaâ Kebira	1 455 000	365 000	1 820 000	1 820 000
120	Hôpital de Sidi Bouali	850 000	150 000	1 000 000	1 000 000
121	Hôpital de Kalaâ Sghira	765 000	105 000	870 000	870 000
122	Groupeement de la Santé de Base de Sousse	4 665 000	815 000	5 480 000	5 480 000
123	Hôpital de Bouficha	825 000	145 000	970 000	970 000
124	Hôpital de Ksar Helal	100 000	6 200 000	6 300 000	6 300 000
125	Hôpital " Mohamed Ben Saleh " à Moknine	925 000	4 900 000	5 825 000	5 825 000
126	Hôpital de Janinet	1 765 000	605 000	2 370 000	2 370 000
127	Hôpital de Bekalta	690 000	65 000	755 000	755 000
128	Hôpital de Téoulba	1 365 000	350 000	1 715 000	1 715 000
129	Hôpital de Zeramdine	830 000	70 000	900 000	900 000
130	Hôpital de Ouerdanine	825 000	130 000	955 000	955 000
131	Hôpital de Bou-Hjar	765 000	115 000	880 000	880 000
132	Hôpital de Sahline	735 000	125 000	860 000	860 000
133	Hôpital de Ksibet El Mediouni	715 000	105 000	820 000	820 000
134	Groupeement de la Santé de Base de Monastir	3 300 000	500 000	3 800 000	3 800 000
135	Hôpital de Souassi	1 355 000	360 000	1 715 000	1 715 000
136	Hôpital de Chebba	1 310 000	250 000	1 560 000	1 560 000
137	Hôpital de d'El Jem	3 085 000	840 000	3 925 000	3 925 000
138	Hôpital de Chorbane	1 030 000	150 000	1 180 000	1 180 000
139	Hôpital d'Ouled Chamelkh	905 000	140 000	1 045 000	1 045 000
140	Hôpital de Sidi Alouane	775 000	180 000	955 000	955 000
141	Hôpital de Boumerdès	960 000	200 000	1 160 000	1 160 000
142	Hôpital de Mallouléclé	735 000	140 000	875 000	875 000
143	Hôpital Ksour Esscf	1 190 000	280 000	1 470 000	1 470 000
144	Hôpital de H'kira	960 000	110 000	1 070 000	1 070 000
145	Groupeement de la Santé de Base de Mchidia	1 930 000	330 000	2 260 000	2 260 000
146	Hôpital de Mahrès	1 590 000	4 400 000	5 990 000	5 990 000
147	Hôpital de Jebéniants	100 000	4 100 000	4 200 000	4 200 000
148	Hôpital de Kerkemah	665 000	3 200 000	3 865 000	3 865 000
149	Hôpital de Bir Ali Ben Khélifa	2 225 000	365 000	2 590 000	2 590 000
150	Hôpital de Skhira	1 285 000	220 000	1 505 000	1 505 000
151	Groupeement de la Santé de Base de Sfax	5 690 000	870 000	6 560 000	6 560 000
152	Hôpital "Houcine Bouzaïene" de Gafsa	3 015 000	13 000 000	16 015 000	16 015 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
153	Hôpital de Metlaoui	145 000	4 300 000	4 445 000	4 445 000
154	Hôpital de Belkhir	875 000	70 000	945 000	945 000
155	Hôpital de Sened	1 515 000	230 000	1 745 000	1 745 000
156	Hôpital de M'Dhila	1 385 000	100 000	1 485 000	1 485 000
157	Hôpital de Moularès	2 690 000	245 000	2 935 000	2 935 000
158	Hôpital de Redeyef	1 835 000	160 000	1 995 000	1 995 000
159	Hôpital de d'El Guetar	1 400 000	150 000	1 550 000	1 550 000
160	Groupement de la Santé de Base de Gafsa	2 760 000	330 000	3 090 000	3 090 000
161	Hôpital de Tozeur	1 730 000	7 000 000	8 730 000	8 730 000
162	Hôpital de Nafta	310 000	1 600 000	1 910 000	1 910 000
163	Hôpital de Degueche	1 460 000	150 000	1 610 000	1 610 000
164	Hôpital de Hezoua	790 000	50 000	840 000	840 000
165	Hôpital de Taneghza	825 000	35 000	860 000	860 000
166	Groupement de la Santé de Base de Tozeur	1 755 000	165 000	1 920 000	1 920 000
167	Hôpital de Sidi Bouzid	2 870 000	8 300 000	11 170 000	11 170 000
168	Hôpital de Regueb	1 900 000	390 000	2 290 000	2 290 000
169	Hôpital de Menzel Bouzaïene	1 100 000	130 000	1 230 000	1 230 000
170	Hôpital de Ben Aoun	1 125 000	170 000	1 295 000	1 295 000
171	Hôpital de Meknassy	1 560 000	95 000	1 655 000	1 655 000
172	Hôpital de Mazzouna	1 225 000	190 000	1 415 000	1 415 000
173	Hôpital de d'Ouled Haïfouz	1 090 000	180 000	1 270 000	1 270 000
174	Hôpital de Jelma	1 190 000	190 000	1 380 000	1 380 000
175	Hôpital de Bir El Hefay	1 015 000	220 000	1 235 000	1 235 000
176	Groupement de la Santé de Base de Sidi Bouzid	1 980 000	210 000	2 190 000	2 190 000
177	Hôpital "Docteur Mohamed Ben Sassi" de Gabès	3 515 000	16 600 000	20 115 000	20 115 000
178	Hôpital d'El Hamma	1 860 000	555 000	2 415 000	2 415 000
179	Hôpital de Mareth	1 535 000	405 000	1 940 000	1 940 000
180	Hôpital de Matmata	1 255 000	210 000	1 465 000	1 465 000
181	Hôpital de Quedhraf	1 410 000	180 000	1 590 000	1 590 000
182	Groupement de la Santé de Base de Gabès	2 085 000	370 000	2 455 000	2 455 000
183	Hôpital de Kébili	1 440 000	6 800 000	8 240 000	8 240 000
184	Hôpital de Douz	2 285 000	495 000	2 780 000	2 780 000
185	Hôpital d'El Faouar	1 390 000	165 000	1 555 000	1 555 000
186	Hôpital de Souk El Ahad	1 350 000	220 000	1 570 000	1 570 000
187	Groupement de la Santé de Base de Kébili	1 930 000	215 000	2 145 000	2 145 000
188	Hôpital "Sadok M'Kaddem" Jerba	400 000	11 200 000	11 600 000	11 600 000
189	Hôpital de Zarzis	1 535 000	5 800 000	7 335 000	7 335 000
190	Hôpital de Ben Guerdane	1 510 000	3 800 000	5 310 000	5 310 000
191	Hôpital de Midoune	1 075 000	290 000	1 365 000	1 365 000
192	Hôpital de Béné Khedache	1 500 000	135 000	1 635 000	1 635 000
193	Hôpital de Sidi Makhlouf	955 000	130 000	1 085 000	1 085 000
194	Groupement de la Santé de Base de Médenine	1 600 000	200 000	1 800 000	1 800 000
195	Groupement de la Santé de Base de Jerba	1 445 000	290 000	1 735 000	1 735 000
196	Hôpital de Tataouine	1 565 000	7 700 000	9 265 000	9 265 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
197	Hôpital de Ghomrassen	1 300 000	165 000	1 465 000	1 465 000
198	Hôpital de Remada	1 285 000	115 000	1 400 000	1 400 000
199	Groupeement de la Santé de Base de Tataouine	2 275 000	300 000	2 575 000	2 575 000
200	Groupeement de la Santé de base de Tunis Sud	5 085 000	665 000	5 750 000	5 750 000
201	Groupeement de la Santé de Base de La Manouba	2 970 000	575 000	3 545 000	3 545 000
202	Groupeement de la Santé de Base de Menzel Cheker Agreth	1 970 000	400 000	2 370 000	2 370 000
203	Hôpital de Bembla	910 000	180 000	1 090 000	1 090 000
204	Hôpital de Ben Arous	1 535 000	13 800 000	15 335 000	15 335 000
205	Hôpital de Mejel Belabbes	1 155 000	150 000	1 305 000	1 305 000
206	Hôpital de Neber	905 000	160 000	1 065 000	1 065 000
207	Observatoire National des Maladies Nouvelles et Emergentes	750 000	20 000	770 000	770 000
208	Groupeement de la Santé de Base de Jbeniana	1 655 000	390 000	2 045 000	2 045 000
209	Hôpital Régional de Seres	950 000	170 000	1 120 000	1 120 000
210	Hôpital Régional à Chirada	845 000	235 000	1 080 000	1 080 000
211	Hôpital Régional à El hencha	920 000	100 000	1 020 000	1 020 000
212	Hôpital Régional à Kalaat snan	820 000	70 000	890 000	890 000
213	Hôpital Régional à Joumine	870 000	100 000	970 000	970 000
213	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Santé	294 585 000	311 560 000	606 145 000	606 145 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES					
	<u>Etablissement d'enseignement supérieur</u>	<u>1 130 000</u>	<u>60 000</u>	<u>1 190 000</u>	<u>1 190 000</u>
1	Institut National du Travail et des Etudes Sociales	1 130 000	60 000	1 190 000	1 190 000
	<u>Etablissements d'Action Sociale</u>	<u>24 260 000</u>	<u>687 300</u>	<u>24 947 300</u>	<u>24 947 300</u>
2	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Daouar Hicher	51 000		51 000	51 000
3	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Mellassine	87 000	1 000	88 000	88 000
4	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sfax	59 000		59 000	59 000
5	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Kairouan	34 000	300	34 300	34 300
6	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Gafsa	44 500		44 500	44 500
7	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Dar Chaabane El Fehri	56 500		56 500	56 500
8	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Kasserine	56 000		56 000	56 000
9	Centre national d'éducation des Adultes	13 550 000		13 550 000	13 550 000
10	Institut supérieur de l'éducation spécialisée	600 000	8 000	608 000	608 000
11	Centre de Formation Professionnelle des Handicapés Sourds de Ksar Helal	77 000	2 000	79 000	79 000
12	Complexe Sanitaire et Educatif des Insuffisants Moteurs de Nabeul	68 500		68 500	68 500
13	Centre de Réadaptation Professionnelle des Handicapés Moteurs et des Accidentés de la Vie à Ksar Saïd	100 000	170 000	270 000	270 000
14	Institut de la Santé et de la Sécurité de Travail	2 210 000	500 000	2 710 000	2 710 000
15	Institut National de Protection de l'Enfance	2 809 000	2 000	2 811 000	2 811 000
16	Centre Pilote de Contrôle des Mineurs de la Manouba	200 000		200 000	200 000
17	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sousse	67 000		67 000	67 000
18	Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Tunis	295 000		295 000	295 000
19	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Gabès	53 000		53 000	53 000
20	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Bizerte	51 000		51 000	51 000
21	Centre Social et Educatif "Essamad"	1 139 000	4 000	1 143 000	1 143 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
22	Centre "El Amen" de Zahrouti	764 000		764 000	764 000
23	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Jendouba	49 500		49 500	49 500
24	Centre de Protection Sociale des Enfants de Tunis	109 000		109 000	109 000
25	Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Sousse	148 000		148 000	148 000
26	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Fouchana	75 000		75 000	75 000
27	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sidi Bouzid	51 500		51 500	51 500
28	Centre de Défense et d'Intégration Sociale d' El-fals	61 000		61 000	61 000
29	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à la Soukra	63 000		63 000	63 000
30	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de kef	50 500		50 500	50 500
31	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Mednine	52 500		52 500	52 500
32	Unité d'hébergement des personnes handicapées à Grombalia	124 500		124 500	124 500
33	Unité d'hébergement des personnes handicapées à Sfax	118 000		118 000	118 000
34	Centre de Réadaptation Professionnelle des Handicapés Moteurs et des Accidentés de la Vie à Sfax	7 500		7 500	7 500
35	Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Sfax	196 000		196 000	196 000
36	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Béja	43 000		43 000	43 000
37	Centre de Défense et d'Intégration Sociale Tozeur	35 500		35 500	35 500
38	Centre de Protection Sociale des Enfants de Sidi Bou Zid	149 000		149 000	149 000
39	Observatoire National d' immigration	12 000		12 000	12 000
40	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Mhdia	25 500		25 500	25 500
41	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Siliana	45 000		45 000	45 000
42	Unité d'hébergement des personnes handicapées adultes à Kairouan	112 000		112 000	112 000
43	Unité d'hébergement des personnes handicapées adultes à Zahrouti	169 000		169 000	169 000
44	Le Conseil Social et Educatif des Enfants Autistes	91 000		91 000	91 000
45	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Kébili	33 500		33 500	33 500
46	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Tataouine	36 500		36 500	36 500
47	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Monastir	28 500		28 500	28 500
48	Conseil national des Tunisiens résidents à l'Etranger	2 000		2 000	2 000
49	Conseil national pour le dialogue social				
49	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Affaires Sociales=	25 390 000	747 300	26 137 300	26 137 300
MISSION DE L'EDUCATION					
602	Etablissements d'Enseignement Secondaire :	31 196 000	2 775 000	33 971 000	33 971 000
	A- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tunis I :	1 921 000	409 000	2 330 000	2 330 000
1	Collège Sadiki de Tunis	121 000	10 100	131 100	131 100
2	Lycée Pilote Bourguiba - Tunis	80 000	16 000	96 000	96 000
3	Lycée Alaoui	67 000	3 500	70 500	70 500
4	Lycée de Montfleury à Tunis	59 000	3 300	62 300	62 300
5	Lycée rue du Pacha à Tunis	45 000	3 800	48 800	48 800
6	Lycée rue de Russie à Tunis	65 000	6 700	71 700	71 700
7	Lycée de Carthage Présidence	90 000	6 000	96 000	96 000
8	Lycée de Carthage Hannibal	72 000	10 000	82 000	82 000
9	Lycée rue 2 mars 1934 à La Goulette	44 000	2 300	46 300	46 300
10	Lycée Mohamed El-Arbi Chammar à El Onardin	80 000	6 100	86 100	86 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
11	Lycée Sportif Pierre de Coubertin à El Menzah	260 000	253 000	513 000	513 000
12	Lycée El Ahd El Jedid à El Kabaria	49 000	4 800	53 800	53 800
13	Lycée avenue 9 avril 1938 à Tunis	64 000	4 400	68 400	68 400
14	Lycée Bab El Khadra à Tunis	78 000	5 800	83 800	83 800
15	Lycée Le Kram	57 000	4 400	61 400	61 400
16	Lycée Aicha Bellagha rue de Marseille à Tunis	43 000	4 100	47 100	47 100
17	Lycée de Jebel Jeloud	44 000	4 100	48 100	48 100
18	Lycée Ibn Abi Dhi'af à Marsa Essaada	62 000	6 100	68 100	68 100
19	Lycée de Carthage Birsia	41 000	5 600	46 600	46 600
20	Lycée Ibn Sina à El Kabbaria	56 000	4 700	60 700	60 700
21	Lycée Rue Sayada à El Ouardia	31 000	2 800	33 800	33 800
22	Lycée de Marsa Erriadh	62 000	6 700	68 700	68 700
23	Lycée El Aouina	83 000	7 800	90 800	90 800
24	Lycée rue 36 Cité El Kadhra - Tunis	38 000	3 900	41 900	41 900
25	Lycée El Kabaria	52 000	4 400	56 400	56 400
26	Lycée Ali Douaji La Marsa Essaada	62 000	7 800	69 800	69 800
27	Lycée de Carthage Dermech	34 000	4 400	38 400	38 400
28	Lycée de Dhifef El Bouhayra	45 000	4 400	49 400	49 400
29	Lycée de plage bleu La Marsa	37 000	2 000	39 000	39 000
B. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tunis II :		1 136 000	113 700	1 249 700	1 249 700
30	Lycée du Bardo	74 000	7 600	81 600	81 600
31	Lycée Mohamed Atia à Khaznadar	84 000	8 700	92 700	92 700
32	Lycée Radhia El Haddad à El Omrane	78 000	7 800	85 800	85 800
33	Lycée rue Imam Muslim d'El Menzah	79 000	18 000	97 000	97 000
34	Lycée Cité Ibn Khaldoun à Tunis	74 000	6 400	80 400	80 400
35	Lycée de Séjoumi	80 000	7 200	87 200	87 200
36	Lycée d'El Menzah IX	52 000	5 300	57 300	57 300
37	Lycée de Zahrouni	82 000	8 700	90 700	90 700
38	Lycée Cité Jardin	62 000	5 900	67 900	67 900
39	Lycée Bardo 2	47 000	4 400	51 400	51 400
40	Lycée d'El Omrane Supérieur	45 000	4 100	49 100	49 100
41	Lycée El Intiyaz à Sidi Hassine	60 000	5 700	65 700	65 700
42	Lycée pilote des arts à El Omrane	12 000	700	12 700	12 700
43	Lycée d'El Harayria	70 000	4 700	74 700	74 700
44	Lycée Cité Bongatfa 2 à Sidi Hassine	73 000	5 700	78 700	78 700
45	Lycée de Sidi Hassine - Tunis	65 000	6 300	71 300	71 300
46	Lycée Mohamed Dachraoui El Menzah 9	40 000	3 400	43 400	43 400
47	Lycée d'El Harayria 2	59 000	3 100	62 100	62 100
C. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de l'Ariana :		1 252 000	106 400	1 358 400	1 358 400
48	Lycée Pilote à l'Ariana	87 000	2 900	89 900	89 900
49	Lycée El Menzah VI	78 000	7 800	85 800	85 800
50	Lycée Kheireddine Pacha à l'Ariana	67 000	5 700	72 700	72 700
51	Lycée Aboulkacem Echabi à Cité Ettadhamen	70 000	6 800	76 800	76 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
52	Lycée El Wafa route de Raoued à l'Ariana	80 000	8 200	88 200	88 200
53	Lycée de Kalaat El Andalous	57 000	5 400	62 400	62 400
54	Lycée Hassen Hosni Abdelwaheb à El Mnihla	47 000	5 600	52 600	52 600
55	Lycée Hannibal à l'Ariana	72 000	5 300	77 300	77 300
56	Lycée rue El Attarine à l'Ariana	57 000	5 600	62 600	62 600
57	Lycée Rafaha à M'Nihla	57 000	5 600	62 600	62 600
58	Lycée de Sidi Thabet	48 000	4 000	52 000	52 000
59	Lycée de Soukra	60 000	5 800	55 800	55 800
60	Lycée Cité Ennasser à Ariana	62 000	6 300	68 300	68 300
61	Lycée El Ahd El Jedid à Cité Ettadhamen	40 000	4 000	44 000	44 000
62	Lycée de Borj Louzir	59 000	4 900	63 900	63 900
63	Lycée Cité des Journalistes El Ghazala à Raoued	46 000	4 400	50 400	50 400
64	Lycée Mahmoud El Messaïdi à Cité Ettadhamen	48 000	4 700	52 700	52 700
65	Lycée Dar Fadhal à Soukra	47 000	2 500	49 500	49 500
66	Lycée de Raoued	80 000	4 500	84 500	84 500
67	Lycée Hamida Bakir El M'Nihla	57 000	3 100	60 100	60 100
68	Lycée pilote Bayrem V à El Menzeh 8	43 000	3 300	46 300	46 300
<u>D- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Manouba :</u>		1 156 000	91 800	1 247 800	1 247 800
69	Lycée Hannibal à Tebourba	80 000	7 200	87 200	87 200
70	Lycée Ibn Abi Dhial' à Manouba	156 000	11 200	167 200	167 200
71	Lycée El Farabi à Mornaguia	89 000	11 700	100 700	100 700
72	Lycée Ibn Arafà à Jedaida	55 000	5 200	60 200	60 200
73	Lycée Assad Ibn El Fourat à Oued Ellil	80 000	5 000	85 000	85 000
74	Lycée Hamouda Bacha à Manouba	74 000	7 800	81 800	81 800
75	Lycée route Chouigui à Tebourba	52 000	5 100	57 100	57 100
76	Lycée des Jeunes à Douar Hicher	60 000	5 000	65 000	65 000
77	Lycée Ibn Mandhour à Borj El Amri	46 000	3 000	49 000	49 000
78	Lycée Khaled Ibn El Oualid à Douar Hicher	68 000	4 300	72 300	72 300
79	Lycée Avenue de l'indépendance à Chabbaou - Oued Ellil	50 000	5 800	55 800	55 800
80	Lycée El Intiyaz à Jedaida	57 000	3 400	60 400	60 400
81	Lycée El Battane	50 000	3 400	53 400	53 400
82	Lycée de Oued Ellil	48 000	2 200	50 200	50 200
83	Lycée de Tebourba	35 000	1 700	36 700	36 700
84	Lycée de Manouba	43 000	2 800	45 800	45 800
85	Lycée de Douar Hicher	35 000	2 500	37 500	37 500
86	Lycée pilote Manouba	40 000	2 500	42 500	42 500
87	Lycée Mornaguia Manouba	38 000	2 000	40 000	40 000
<u>E- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Ben Arous :</u>		1 605 000	166 000	1 771 000	1 771 000
88	Lycée Ibn Rachik à Ezzahra	90 000	9 500	99 500	99 500
89	Lycée Ben Arous	77 000	7 500	84 500	84 500
90	Lycée de Hammam-Lif	69 000	8 200	77 200	77 200
91	Lycée Ibn Khaldoun à Radès	52 000	4 400	56 400	56 400
92	Lycée rue Taha Hussein à Megrine	74 000	6 600	80 600	80 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
93	Lycée Mornag	55 000	5 800	60 800	60 800
94	Lycée El Mhamdia 2	71 000	8 700	79 700	79 700
95	Lycée Ibn Mandhour à la Nouvelle Médina	55 000	5 000	60 000	60 000
96	Lycée El Mourouj 1	75 000	6 700	81 700	81 700
97	Lycée de Fouchana	80 000	8 600	88 600	88 600
98	Lycée Farhat Hached à Radès	83 000	21 000	104 000	104 000
99	Lycée El Mourouj 4	82 000	8 600	90 600	90 600
100	Lycée Cité Essalem à Boumhel	49 000	4 700	53 700	53 700
101	Lycée de Borj Cedria	60 000	5 800	65 800	65 800
102	Lycée Cité El Amel à Fouchana	84 000	7 500	91 500	91 500
103	Lycée Abou el Kacem Chebbi à Mornag	72 000	5 600	77 600	77 600
104	Lycée de la Nouvelle Médina 3	55 000	5 100	60 100	60 100
105	Lycée de Mhamdia	56 000	5 200	61 200	61 200
106	Lycée Mohamed Brahmi à El Mourouj 6	60 000	6 400	66 400	66 400
107	Lycée Béchir Nebhani à Hammam-Lif	42 000	3 900	45 900	45 900
108	Lycée El M'ghira à Fouchana	48 000	3 500	51 500	51 500
109	Lycée Kheireddine Bacha à El Mourouj - Bir El Kasaa	45 000	4 100	49 100	49 100
110	Lycée BouMhel 2	30 000	2 100	32 100	32 100
111	Lycée d'El-Mourouj 6	55 000	5 100	60 100	60 100
112	Lycée pilote de Hammam-Lif	40 000	3 100	43 100	43 100
113	Lycée de M'Hamdi 3	46 000	3 300	49 300	49 300
F- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Zaghouan :		534 000	39 200	573 200	573 200
114	Lycée Slimène Ben Slimène à Zaghouan	60 000	5 000	65 000	65 000
115	Lycée Mahmoud El Messaïdi à El Fahs	64 000	4 700	68 700	68 700
116	Lycée Ibn Charaf à Nadiour	64 000	4 400	68 400	68 400
117	Lycée Cité Ermozha à Zaghouan	59 000	5 100	64 100	64 100
118	Lycée Ibn Charaf à Zriba	53 000	4 000	57 000	57 000
119	Lycée Ibn Rachik à Bir Mécharga	40 000	3 200	43 200	43 200
120	Lycée El Farabi à El Fahs	48 000	3 600	51 600	51 600
121	Lycée El Fahs	33 000	2 200	35 200	35 200
122	Lycée Saouel	32 000	1 600	33 600	33 600
123	Lycée El Nadhour	43 000	3 400	46 400	46 400
124	Lycée pilote Mogren	38 000	2 000	40 000	40 000
G- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Bizerte :		1 379 000	119 900	1 498 900	1 498 900
125	Lycée Habib Thameur à Bizerte	82 000	9 800	91 800	91 800
126	Lycée de Menzel Bourguiba	62 000	5 800	67 800	67 800
127	Lycée de Mateur	76 000	5 300	81 300	81 300
128	Lycée rue Bach Hamba à Bizerte	62 000	6 900	68 900	68 900
129	Lycée Mohamed Ali Annabi à Ras Jebel	95 000	8 900	103 900	103 900
130	Lycée Farhat Hached à Bizerte	77 000	7 100	84 100	84 100
131	Lycée d'El Alia	55 000	5 600	60 600	60 600
132	Lycée route de Tabarka à Mateur	59 000	5 000	64 000	64 000
133	Lycée de Sejnane	59 000	4 700	63 700	63 700

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
134	Lycée El Canal à Menzel Abderrahmen	65 000	7 200	72 200	72 200
135	Lycée Ibn Sina à Menzel Bourguiba	64 000	5 100	69 100	69 100
136	Lycée de Bizerte	77 000	5 800	82 600	82 600
137	Lycée de Menzel Jamil	70 000	5 900	75 900	75 900
138	Lycée de Bazina	55 000	4 800	59 800	59 800
139	Lycée Ras Jebel	46 000	5 000	51 000	51 000
140	Lycée Ibn Rochd à Menzel Bourguiba	49 000	5 200	54 200	54 200
141	Lycée Pilote 15 octobre 1963 à Bizerte	45 000	3 000	48 000	48 000
142	Lycée de Ghezala	50 000	4 200	54 200	54 200
143	Lycée de Tinja	48 000	2 900	50 900	50 900
144	Lycée 15 octobre 1963 à Sèjnane	36 000	3 300	39 300	39 300
145	Lycée d'Ulrique	45 000	2 800	47 800	47 800
146	Lycée Mohamed Selama à Aousja	30 000	2 300	32 300	32 300
147	Lycée de Jebel Essemen	37 000	1 500	38 500	38 500
148	Lycée Al Matlin - Ras jebel	35 000	2 000	37 000	37 000
<u>II- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Nabeul :</u>		1 559 000	149 200	1 708 200	1 708 200
149	Lycée Bourguiba à Hammam El Ghéaz	53 000	5 300	58 300	58 300
150	Lycée de Korba	82 000	7 200	89 200	89 200
151	Lycée Abdel Aziz Khrouja à Kélibia	100 000	10 600	110 600	110 600
152	Lycée Mohamed Boudhina à Hammamet	85 000	10 500	95 500	95 500
153	Lycée de Béni Khia	70 000	6 700	76 700	76 700
154	Lycée à El Hawaria	82 000	5 100	87 100	87 100
155	Lycée Cité El Bousten à Kélibia	50 000	4 900	54 900	54 900
156	Lycée d'El Mida	31 000	2 500	33 500	33 500
157	Lycée Mahmoud Messaïdi à Nabeul	87 000	9 800	96 800	96 800
158	Lycée route de la Plage à Soliman	68 000	7 700	75 700	75 700
159	Lycée Grombalia	111 000	10 400	121 400	121 400
160	Lycée rue Taieb M'Hiri à Menzel Temime	92 000	9 500	101 500	101 500
161	Lycée Pilote de Nabeul	53 000	4 100	57 100	57 100
162	Lycée de Menzel Bouzelifa	60 000	6 200	66 200	66 200
163	Lycée rue El Menzah à Béni Khalled	62 000	7 200	69 200	69 200
164	Lycée de Dar Chaâbane El Fehri	72 000	7 700	79 700	79 700
165	Lycée avenue Ali Belalrouane à Nabeul	83 000	6 900	89 900	89 900
166	Lycée de Bouargoub	51 000	4 400	55 400	55 400
167	Lycée de Takelsa	45 000	3 800	48 600	48 600
168	Lycée al-ahd al-jadid Hammamet	57 000	4 700	61 700	61 700
169	Lycée 7 avril 1943 à Menzel Temime	48 000	3 100	51 100	51 100
170	Lycée El Ahd El Jedid à Zaouiet El Megaiez	35 000	2 900	37 900	37 900
171	Lycée 2 mars 1934 à Korba	48 000	5 100	53 100	53 100
172	Lycée Ibn Sina à Grombalia	34 000	3 100	37 100	37 100
<u>I- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Béja :</u>		1 003 000	65 100	1 068 100	1 068 100
173	Lycée Ibn El Hathem à Béja	75 000	6 200	81 200	81 200
174	Lycée Amor Kalchani à Béja	48 000	3 500	51 500	51 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
175	Lycée Tahar Ben Achour à Nefza	74 000	5 100	79 100	79 100
176	Lycée Béchar Sfar à Amdoun	59 000	3 200	62 200	62 200
177	Lycée Ibn Abi Dhinaf à Teboursoûk	47 000	2 500	49 500	49 500
178	Lycée El Ahd El Jedid à Thibar	37 000	1 200	38 200	38 200
179	Lycée Ibn Zaydoun à Testour	47 000	2 300	49 300	49 300
180	Lycée 2 mars 1934 à Goubellat	40 000	2 200	42 200	42 200
181	Lycée Ibn Mandhour d'El MZara à Béja	52 000	4 000	56 000	56 000
182	Lycée Aboul kacem Echibbi à Mejez El Bab	64 000	3 200	67 200	67 200
183	Lycée 2 mars 1934 à Béja	67 000	3 300	70 300	70 300
184	Lycée avenue de l'environnement à Béja	37 000	3 300	40 300	40 300
185	Lycée de Nefza	62 000	4 200	66 200	66 200
186	Lycée Ali Belahouane à Béja	41 000	3 800	44 800	44 800
187	Lycée Mahmoud El Mersaïdi à Medjez El Bab	30 000	2 400	32 400	32 400
188	Lycée Testour	33 000	2 300	35 300	35 300
189	Lycée Chedli Khaznadar à Teboursoûk	33 000	2 300	35 300	35 300
190	Lycée Amara Farhat à Nefza	55 000	2 400	57 400	57 400
191	Lycée de Béja nord	25 000	4 000	29 000	29 000
192	Lycée de Mejez El Bab	39 000	1 700	40 700	40 700
193	Lycée Pilote de Béja	38 000	2 000	40 000	40 000
J- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Jendouba :		1 173 000	98 300	1 271 300	1 271 300
194	Lycée avenue de la Liberté à Jendouba	55 000	5 900	60 900	60 900
195	Lycée d'Ain Draham	50 000	2 900	52 900	52 900
196	Lycée 2 mars 1934 à Tabarka	66 000	7 000	73 000	73 000
197	Lycée de Bousalem	90 000	7 200	97 200	97 200
198	Lycée de Ghardimaou	80 000	6 100	86 100	86 100
199	Lycée Khemates El Hajri à Jendouba	68 000	6 100	74 100	74 100
200	Lycée Fernana	85 000	6 400	91 400	91 400
201	Lycée Aboul Kacem Chabbi à Ghardimaou	40 000	4 200	44 200	44 200
202	Lycée de Tabarka	68 000	5 600	73 600	73 600
203	Lycée 9 avril 1938 à Jendouba	52 000	5 000	57 000	57 000
204	Lycée avenue de l'environnement à Bousalem	67 000	6 200	73 200	73 200
205	Lycée Al Ahd El Jadid rue El Hedj ben Hassm à Jendouba	60 000	6 100	66 100	66 100
206	Lycée El Imtyez de Oued MLiz	47 000	3 300	50 300	50 300
207	Lycée Al Ahd El Jadid à Boussalem	38 000	4 000	42 000	42 000
208	Lycée de Jendouba	61 000	4 800	65 800	65 800
209	Lycée de Khemir à Ain Draham	5 000	2 600	7 600	7 600
210	Lycée Ibn Khaldoun à Fernana	37 000	3 100	40 100	40 100
211	Lycée Mostapha El Furissi à Jendouba	44 000	2 300	46 300	46 300
212	Lycée Farhat Hached à Ghardimaou	32 000	3 000	35 000	35 000
213	Lycée Ibn Khaldoun à Ain Drahem	43 000	2 500	45 500	45 500
214	Lycée Pilote de Jendouba	32 000	2 000	34 000	34 000
215	Lycée sportif à Jendouba	53 000	2 000	55 000	55 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	<u>K- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional du Kef :</u>	<u>844 000</u>	<u>60 800</u>	<u>904 800</u>	<u>904 800</u>
216	Lycée Pilote du Kef	37 000	2 500	39 500	39 500
217	Lycée de Tajerouine	52 000	2 900	54 900	54 900
218	Lycée avenue Mongi Slim au Kef	75 000	6 800	81 800	81 800
219	Lycée Habib Bourguiba à Dahmani	52 000	3 300	55 300	55 300
220	Lycée de Jérissa	35 000	2 400	37 400	37 400
221	Lycée du Sers	45 000	4 400	49 400	49 400
222	Lycée de Kalaâ-Snané	35 000	3 600	38 600	38 600
223	Lycée de Kalaâ El Khasba au Kef	30 000	1 900	31 900	31 900
224	Lycée de Nebet	37 000	2 400	39 400	39 400
225	Lycée rue Ahmed Amara au Kef	99 000	6 100	105 100	105 100
226	Lycée 8 Février 1958 à Sakiet Sidi Youssef	57 000	3 300	60 300	60 300
227	Lycée 2 mars 1934 au Kef	45 000	3 900	48 900	48 900
228	Lycée Ali El Housni à Tajerouine	30 000	2 000	32 000	32 000
229	Lycée Farhat Hached au Kef Ouest	36 000	2 500	38 500	38 500
230	Lycée Touiref	25 000	1 200	26 200	26 200
231	Lycée Mahmoud El Mesaâdi à Dahmani	39 000	2 300	41 300	41 300
232	Lycée Al Ahd El Jadid à El Ksour	48 000	4 200	52 200	52 200
233	Lycée Nebet 2	33 000	2 300	35 300	35 300
234	Lycée 20 mars 1956 à Sers	34 000	2 800	36 800	36 800
	<u>L- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Siliana :</u>	<u>957 000</u>	<u>66 300</u>	<u>1 023 300</u>	<u>1 023 300</u>
235	Lycée de Siliana	76 000	6 200	82 200	82 200
236	Lycée de Bou Arada	52 000	3 400	55 400	55 400
237	Lycée de Bargou	33 000	2 000	35 000	35 000
238	Lycée d'El Krib	52 000	4 400	56 400	56 400
239	Lycée d'Errouhia	49 000	3 600	52 600	52 600
240	Lycée de Makthar	50 000	3 500	53 500	53 500
241	Lycée 2 mars 1934 à Siliana	75 000	5 700	80 700	80 700
242	Lycée Gaâfour	45 000	3 600	48 600	48 600
243	Lycée avenue Farhat Hached à Makthar	38 000	3 100	41 100	41 100
244	Lycée Cité El Hayet à Sidi Bourouis	30 000	3 000	33 000	33 000
245	Lycée de Kesra	29 000	1 900	30 900	30 900
246	Lycée de Gaâfour 2	29 000	2 200	31 200	31 200
247	Lycée Ibn Khaldoun à Siliana	75 000	4 000	79 000	79 000
248	Lycée Farhat Hached à Bounrada	46 000	1 900	47 900	47 900
249	Lycée Cité Mongi Slim à Siliana	38 000	3 000	41 000	41 000
250	Lycée Beji El Messaoudi à El-Krib	28 000	2 300	30 300	30 300
251	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Kesra	24 000	1 600	25 600	25 600
252	Lycée Cité El Ouns 1 à Rouhia	55 000	3 900	58 900	58 900
253	Lycée 14 Janvier 2011 à Makthar	24 000	1 400	25 400	25 400
254	Lycée avenue Ibn Sina à Laâroussa	28 000	2 000	30 000	30 000
255	Lycée route de Tunis à Bargou	24 000	1 300	25 300	25 300
256	Lycée d'El Kantara	25 000	1 200	26 200	26 200
257	Lycée Pilote de Siliana	32 000	1 100	33 100	33 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	<u>M- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kasserine :</u>	<u>1 692 000</u>	<u>109 600</u>	<u>1 801 600</u>	<u>1 801 600</u>
258	Lycée 2 mars 1934 à Kasserine	49 000	3 200	52 200	52 200
259	Lycée Sbeitla	95 000	5 700	100 700	100 700
260	Lycée Ibn Chiraf à Thala	66 000	4 400	70 400	70 400
261	Lycée Chabbi à Kasserine	83 000	8 400	91 400	91 400
262	Lycée Sbiba	72 000	5 300	77 300	77 300
263	Lycée Feriana	69 000	5 400	74 400	74 400
264	Lycée Foussana	71 000	5 700	76 700	76 700
265	Lycée de Mejel Bel Abbès	62 000	3 900	65 900	65 900
266	Lycée de Kasserine	82 000	6 600	88 600	88 600
267	Lycée Cité El Mansar à Kasserine	73 000	6 600	79 600	79 600
268	Lycée El Athar à Sbeitla	47 000	3 900	50 900	50 900
269	Lycée de Jedelien	56 000	2 300	58 300	58 300
270	Lycée de Thala	39 000	2 100	41 100	41 100
271	Lycée de Sbeitla 2	59 000	3 000	62 000	62 000
272	Lycée Cité Ezzouhour à Kasserine	55 000	4 000	59 000	59 000
273	Lycée d'El Ayoun	53 000	3 800	56 800	56 800
274	Lycée de Telepte	46 000	2 400	48 400	48 400
275	Lycée El Imtiyaze à Foussana	41 000	2 400	43 400	43 400
276	Lycée El Ahd El Jedid à Thala	30 000	1 400	31 400	31 400
277	Lycée Mongi Slim à Sebiba	46 000	2 900	48 900	48 900
278	Lycée de Hassi El Frid	47 000	3 600	50 600	50 600
279	Lycée Farhat Hached à Reklmet	55 000	2 500	57 500	57 500
280	Lycée de Hydra	44 000	3 400	47 400	47 400
281	Lycée Ibn Sina à Bouzguem	52 000	2 100	54 100	54 100
282	Lycée Abou el Kacem Echabi à Feriana	64 000	3 200	67 200	67 200
283	Lycée Pilote à Kasserine	49 000	1 900	50 900	50 900
284	Lycée de Majel Bel Abbès 1	33 000	1 800	34 800	34 800
285	Lycée Bouderyes à Foussana	48 000	1 700	49 700	49 700
286	Lycée Sidi Sthil	34 000	2 200	36 200	36 200
287	Lycée Edoughra Kasserine-sud	37 000	2 000	39 000	39 000
288	Lycée la Nouvelle Medina - Kasserine	35 000	2 000	37 000	37 000
	<u>N- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sousse :</u>	<u>1 568 000</u>	<u>144 600</u>	<u>1 712 600</u>	<u>1 712 600</u>
289	Lycée Pilote de Sousse	73 000	5 000	78 000	78 000
290	Lycée avenue Tahar Sfar de Sousse	83 000	8 000	91 000	91 000
291	Lycée Abdelaziz El Behi de Sousse	57 000	4 400	61 400	61 400
292	Lycée Ali Bourguiba de Kalaa Kébira	99 000	8 400	107 400	107 400
293	Lycée de Hammam Sousse	81 000	9 200	90 200	90 200
294	Lycée Farhat Hached de M'Saken	42 000	3 600	45 600	45 600
295	Lycée de Sidi Bou Ali	48 000	4 300	52 300	52 300
296	Lycée Cité Erriajli de Sousse	55 000	4 000	59 000	59 000
297	Lycée Salem Ben Hurrida de Akouda	65 000	6 100	71 100	71 100
298	Lycée 2 mars 1934 de Sousse	72 000	6 800	78 800	78 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
299	Lycée Othman Chatti de Msaken	98 000	10 000	108 000	108 000
300	Lycée Ahmed Nouredine de Sousse	73 000	6 400	79 400	79 400
301	Lycée Cité Ennomana de Kalaa Séghira	45 000	4 500	49 500	49 500
302	Lycée Ibn Rochd Cité Riadh de Sousse	47 000	4 000	51 000	51 000
303	Lycée d'Enfidha	78 000	6 700	84 700	84 700
304	Lycée El Jawhara de Sousse	39 000	4 700	43 700	43 700
305	Lycée Ibn Sina de Msaken	48 000	5 600	53 600	53 600
306	Lycée Cité Riadh de Bouficha	37 000	3 400	40 400	40 400
307	Lycée Abou El Kacem Chebbi de Kalaa Kébir	52 000	4 400	56 400	56 400
308	Lycée de Hammam-Sousse 2	60 000	6 700	66 700	66 700
309	Lycée d'Enfidha 2	44 000	4 200	48 200	48 200
310	Lycée Mahmoud El Messaïdi de Sidi Abdel Hamid - Sousse	45 000	7 200	52 200	52 200
311	Lycée de Zaouia, Ksiba et Tlnayot	62 000	5 000	67 000	67 000
312	Lycée de Sidi El-Hani	36 000	1 900	37 900	37 900
313	Lycée Essalem Cité Erriadh de Sousse	29 000	2 400	31 400	31 400
314	Lycée de Sahloul 4	36 000	2 600	38 600	38 600
315	Lycée Al khawirezmi de Msaken	34 000	2 300	36 300	36 300
316	Lycée de Kendar	30 000	2 800	32 800	32 800
O. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kairouan :		1 412 000	115 700	1 527 700	1 527 700
317	Lycée Ibn Rachik à Kairouan	72 000	8 400	80 400	80 400
318	Lycée Rakkada à Kairouan	52 000	3 600	55 600	55 600
319	Lycée de Nasrallah	64 000	4 400	68 400	68 400
320	Lycée de Haffouz	69 000	5 100	74 100	74 100
321	Lycée de Bou Hajla	73 000	5 000	78 000	78 000
322	Lycée de Oueslatia	45 000	2 800	47 800	47 800
323	Lycée de Sbikha	62 000	5 600	67 600	67 600
324	Lycée Okba Ibn Nafia à Kairouan	55 000	5 600	60 600	60 600
325	Lycée Ali Zaououi à Hajeb El Ayoun	60 000	5 000	65 000	65 000
326	Lycée d'El Ala	46 000	4 000	50 000	50 000
327	Lycée de Cherarda	42 000	3 300	45 300	45 300
328	Lycée Dur El Amen à Kairouan	76 000	6 700	82 700	82 700
329	Lycée Ibn El Jazzar à Kairouan	69 000	5 600	74 600	74 600
330	Lycée rue Ibn Arafà à Chibika	43 000	5 000	48 000	48 000
331	Lycée Ibn Khaldoun à El Oueslatia	46 000	2 500	48 500	48 500
332	Lycée les Aghlabides à Kairouan	41 000	2 200	43 200	43 200
333	Lycée Ibn Sina à Nasrallah	31 000	2 500	33 500	33 500
334	Lycée de Menzel M'Hiri	31 000	2 200	33 200	33 200
335	Lycée Pilote de Kairouan	46 000	2 800	48 800	48 800
336	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Hajeb El Ayoun	38 000	2 500	40 500	40 500
337	Lycée Mahmoud El Messaïdi à Sbikha	35 000	3 300	38 300	38 300
338	Lycée Farhat Hachéd à Haffouz	45 000	5 600	50 600	50 600
339	Lycée Tahar ElHaddad à Bouhajla	41 000	5 000	46 000	46 000
340	Lycée de Kairouan	36 000	2 800	38 800	38 800
341	Lycée Chedli Atallah à Kairouan	60 000	5 000	65 000	65 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
342	Lycée de Baten	23 000	2 200	25 200	25 200
343	Lycée d'el ALA 2	24 000	2 200	26 200	26 200
344	Lycée Am Jouda	35 000	2 800	37 800	37 800
345	Lycée Spotif de Kairouan	52 000	2 000	54 000	54 000
P - Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Monastir :		1 492 000	169 700	1 661 700	1 661 700
346	Lycée Bourguiba à Monastir	89 000	11 500	100 500	100 500
347	Lycée Saïd Abi Baker à Moknine	84 000	12 300	96 300	96 300
348	Lycée de Jemmal	93 000	11 400	104 400	104 400
349	Lycée de Téhouba	64 000	8 900	72 900	72 900
350	Lycée de Bekalta	38 000	4 500	42 500	42 500
351	Lycée de Sayadi	37 000	4 700	41 700	41 700
352	Lycée de Beni Hassen	37 000	3 300	40 300	40 300
353	Lycée de Ksibet El Mediouni à Monastir	62 000	6 300	68 300	68 300
354	Lycée Ali Bourguiba de Bembla	44 000	4 800	48 800	48 800
355	Lycée de Khenis	31 000	3 100	34 100	34 100
356	Lycée de Sahline	53 000	5 000	58 000	58 000
357	Lycée avenue Faltouma Bourguiba à Monastir	98 000	10 500	108 500	108 500
358	Lycée 2 mars 1934 à Ksar-Hellal	68 000	8 500	76 500	76 500
359	Lycée de Moknine	44 000	6 700	50 700	50 700
360	Lycée de Zeramdine	48 000	5 000	53 000	53 000
361	Lycée Cité Enriadh 2 à Ksar Hellal	37 000	4 100	41 100	41 100
362	Lycée d'El Ouerdanne	45 000	5 600	50 600	50 600
363	Lycée de Menzel Hayet	33 000	3 900	36 900	36 900
364	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Jemmel	34 000	3 300	37 300	37 300
365	Lycée de Amiret El Hajje à Moknine	38 000	3 500	41 500	41 500
366	Lycée de Lanta	26 000	3 300	29 300	29 300
367	Lycée Pilote Monastir	83 000	7 800	90 800	90 800
368	Lycée de Bennane-Boudhar	36 000	6 800	42 800	42 800
369	Lycée de Sekrine à Teboulba	30 000	3 900	33 900	33 900
370	Lycée Hedi Khfacha à Monastir	78 000	8 100	86 100	86 100
371	Lycée Ibn Khaldoun à Jemmel	35 000	2 200	37 200	37 200
372	Lycée de Menzel Nour	28 000	3 900	31 900	31 900
373	Lycée Moknin 3	33 000	2 800	35 800	35 800
374	Lycée Touza Kssib el madyouni	37 000	2 000	39 000	39 000
375	Lycée Cité Omrane à Monastir	31 000	2 000	33 000	33 000
Q - Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Mahdia :		1 022 000	76 300	1 098 300	1 098 300
376	Lycée de Ksour Essaf	75 000	4 500	79 500	79 500
377	Lycée Abou El Kacem Echebbi à Chebba	67 000	4 500	71 500	71 500
378	Lycée d'El Jem	62 000	4 500	66 500	66 500
379	Lycée Tahar Sfar à Mahdia	62 000	6 400	68 400	68 400
380	Lycée de Chorbané	35 000	1 300	36 300	36 300
381	Lycée de Boumerdès	53 000	2 900	55 900	55 900
382	Lycée de Rejiche	33 000	2 400	35 400	35 400

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
383	Lycée de Sidi Alouane	44 000	2 900	46 900	46 900
384	Lycée de H'Bira	36 000	1 900	37 900	37 900
385	Lycée de Souassi	73 000	4 900	77 900	77 900
386	Lycée Ibn Sina à Mahdia	75 000	7 800	82 800	82 800
387	Lycée de Mellouech	34 000	5 000	39 000	39 000
388	Lycée de Ouled Chamaïkh	48 000	3 500	51 500	51 500
389	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Ksour Essel	37 000	4 000	41 000	41 000
390	Lycée de Teïssa	31 000	2 400	33 400	33 400
391	Lycée Ibn Rochd à Chebba	52 000	3 500	55 500	55 500
392	Lycée de Sidi Zid	28 000	1 700	29 700	29 700
393	Lycée de Sakiet El Khmdem	31 000	1 100	32 100	32 100
394	Lycée de Nafatfa	28 000	2 000	30 000	30 000
395	Lycée de Bradja	31 000	2 400	33 400	33 400
396	Lycée de Karkar	32 000	2 100	34 100	34 100
397	Lycée Mahmoud El Messaïdi à El Jem	25 000	2 300	27 300	27 300
398	Lycée Pilote de Mahdia	30 000	2 300	32 300	32 300
R- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sfax 1:		1 390 000	110 700	1 500 700	1 500 700
399	Lycée Pilote à Sfax	76 000	4 100	80 100	80 100
400	Lycée 15 Novembre 1955 à Sfax	96 000	8 800	104 800	104 800
401	Lycée Hédi Chaker à Sfax	75 000	7 300	82 300	82 300
402	Lycée Majida Boulifa à Sfax	81 000	9 600	90 600	90 600
403	Lycée Habib Maazoun à Sfax	46 000	5 200	51 200	51 200
404	Lycée Mohamed Ali à Sfax	74 000	8 000	82 000	82 000
405	Lycée d'Agareb	35 000	2 500	37 500	37 500
406	Lycée de Bir Ali Ben Khelifa	47 000	3 800	50 800	50 800
407	Lycée Cité El Habib à Sfax	67 000	5 100	72 100	72 100
408	Lycée 20 mars 1956 à Sfax	76 000	5 800	81 800	81 800
409	Lycée 9 avril 1938 à Sfax	70 000	6 800	76 800	76 800
410	Lycée Ali Bourguiba à Maharès	64 000	2 600	66 600	66 600
411	Lycée El Ahd El Jedid à Skhira	75 000	3 300	78 300	78 300
412	Lycée Mahmoud Megdiche à Sfax	41 000	5 100	46 100	46 100
413	Lycée Abou El Hassen El Lakdumi à Sfax	5 000	2 400	7 400	7 400
414	Lycée de Ghraïba	52 000	2 100	54 100	54 100
415	Lycée de Bir Ali Ben Khelifa 2	57 000	3 400	60 400	60 400
416	Lycée Hédi Soussi à Sfax	44 000	4 900	48 900	48 900
417	Lycée de Agareb 2	35 000	2 300	37 300	37 300
418	Lycée Mustapha El Fourati à Sfax	32 000	3 000	35 000	35 000
419	Lycée Taieb Mhiri route El-Ayne à Sfax	50 000	5 300	55 300	55 300
420	Lycée Ibn Abu Dhiaf à Bir Ali Ben Khalifa	32 000	1 300	33 300	33 300
421	Lycée Ibn Khaldoun à Skhira	42 000	2 200	44 200	44 200
422	Lycée Hatem El Mekki à El Mahres	31 000	2 300	33 300	33 300
423	Lycée Tina	34 000	1 500	35 500	35 500
424	Lycée sportif à Sfax	53 000	2 000	55 000	55 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	S- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sfax 2:	926 000	76 400	1 002 400	1 002 400
425	Lycée 25 Juillet 1957 à Sfax	45 000	3 300	48 300	48 300
426	Lycée Habib Thameur à Sfax	68 000	6 400	74 400	74 400
427	Lycée Farhat Hached à Kerkennah	37 000	3 100	40 100	40 100
428	Lycée 18 Janvier 1952 à Jébeniana	63 000	5 300	68 300	68 300
429	Lycée El Hancha	60 000	5 600	65 600	65 600
430	Lycée Mongi Slim à Sakiet Ezzit	70 000	7 600	77 600	77 600
431	Lycée de Menzel Chaker	49 000	2 800	51 800	51 800
432	Lycée de Hizag	32 000	3 000	35 000	35 000
433	Lycée Abou El Kacem Echebbi à Chihlu	70 000	7 800	77 800	77 800
434	Lycée d'El Amra	37 000	3 900	40 900	40 900
435	Lycée Fadhel Ben Achour route El Mahdia à Sakiet Eddayer	45 000	3 400	48 400	48 400
436	Lycée Ibn Rachick Cité El Ons à Sakiet Ezzit	53 000	4 400	57 400	57 400
437	Lycée Mahmoud El Messaâdi à El Hancha	30 000	3 300	33 300	33 300
438	Lycée El Khalij route Sidi Mansour à Sfax	55 000	4 100	59 100	59 100
439	Lycée Abou Ishak Jebeniani à Jebeniana	33 000	1 600	34 600	34 600
440	Lycée de Gremda	45 000	3 500	48 500	48 500
441	Lycée Pilote à Sakiet Ezzit Sfax 2	52 000	3 300	55 300	55 300
442	Lycée saltania à Sakiet Eddayer	47 000	2 000	49 000	49 000
443	Lycée Al-Burmali à Al-Quadna - Menzel Chaker	35 000	2 000	37 000	37 000
	T- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Gafsa :	1 450 000	102 100	1 552 100	1 552 100
444	Lycée Pilote de Gafsa	59 000	1 200	60 200	60 200
445	Lycée Hocine Bouznene à Gafsa	76 000	6 300	82 300	82 300
446	Lycée Cité des Jeunes Gafsa	72 000	4 900	76 900	76 900
447	Lycée Ahmed Tlili à Gafsa Ksar	60 000	5 200	65 200	65 200
448	Lycée 2 mars 1934 à Redeyef	59 000	2 900	61 900	61 900
449	Lycée 9 avril 1938 à Moularès	53 000	4 800	57 800	57 800
450	Lycée de M'Dhila	44 000	3 600	47 600	47 600
451	Lycée d'El Guetar	68 000	4 800	72 800	72 800
452	Lycée de Sred	47 000	2 200	49 200	49 200
453	Lycée de Méthlaoui	57 000	6 000	63 000	63 000
454	Lycée Ibn Rached à Gafsa	45 000	4 400	49 400	49 400
455	Lycée route de Gafsa à Méthlaoui	27 000	1 600	28 600	28 600
456	Lycée Ahmed Senoussi à Gafsa	68 000	4 400	72 400	72 400
457	Lycée Ibn Mandhour à El Méthlaoui	49 000	4 100	53 100	53 100
458	Lycée Ksar Gafsa	42 000	2 400	44 400	44 400
459	Lycée El Farabi à El Guetar	34 000	3 100	37 100	37 100
460	Lycée de Belkhir	29 000	1 100	30 100	30 100
461	Lycée Cité Sidi AbdelKader à Redeyef	31 000	1 900	32 900	32 900
462	Lycée de Zammouch	37 000	2 500	39 500	39 500
463	Lycée de Haoual El Quedi - Belkhir	31 000	1 500	32 500	32 500
464	Lycée 18 Janvier 1952 à Redeyef	35 000	2 800	37 800	37 800
465	Lycée route de Tozeur à Méthlaoui	38 000	2 600	40 600	40 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
466	Lycée Ouled Bou Omrane	30 000	1 200	31 200	31 200
467	Lycée Ibn Chabbat à Redeyef	35 000	2 800	37 800	37 800
468	Lycée Ibn Khaldoun à Sidi Aïche	32 000	1 900	33 900	33 900
469	Lycée El Imtiyaze à Moulares	37 000	2 500	39 500	39 500
470	Lycée cité Essourour à Gafsa	49 000	5 000	54 000	54 000
471	Lycée Aboir El Kacem Echabi cité des Jeunes à Gafsa	33 000	1 900	34 900	34 900
472	Lycée de Sidi Boubaker	29 000	1 900	30 900	30 900
473	Lycée Ibn Rachik à Sned	25 000	1 400	26 400	26 400
474	Lycée Alim à Sned	27 000	2 000	29 000	29 000
475	Lycée Ibn Sina à Gafsa	37 000	4 100	41 100	41 100
476	Lycée el Goussa à Sned	26 000	800	26 800	26 800
477	Lycée El Ayaycha à Belkhir	29 000	2 300	31 300	31 300
<u>U. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sidi Bouzid :</u>		<u>1 408 000</u>	<u>92 800</u>	<u>1 500 800</u>	<u>1 500 800</u>
478	Lycée de Sidi Bouzid	84 000	6 400	90 400	90 400
479	Lycée de Meknassy	74 000	4 000	78 000	78 000
480	Lycée de Jelma	74 000	4 300	78 300	78 300
481	Lycée de Sidi Ali Ben Aoun	59 000	3 300	62 300	62 300
482	Lycée d'Ouled Haffouz	38 000	2 300	40 300	40 300
483	Lycée de Regueb	67 000	4 500	71 500	71 500
484	Lycée Menzel Bouzaïene	59 000	3 000	62 000	62 000
485	Lycée de Bir El Hafey	47 000	5 000	52 000	52 000
486	Lycée de Mezouna	47 000	2 500	49 500	49 500
487	Lycée 2 mars 1934 à Sidi Bouzid	46 000	3 300	49 300	49 300
488	Lycée Lassoula à Sidi Bouzid	74 000	4 000	78 000	78 000
489	Lycée de Sebbala	68 000	4 300	72 300	72 300
490	Lycée 9 avril 1938 à Sidi Bouzid	78 000	5 600	83 600	83 600
491	Lycée Ibn Khaldoun à Sidi Bouzid	59 000	3 800	62 800	62 800
492	Lycée Tahar Haddad à Regueb	52 000	3 900	55 900	55 900
493	Lycée Ibn Rochd à Meknassy	35 000	2 000	37 000	37 000
494	Lycée Ibn Arafâ à Souk Jedid	41 000	3 800	44 800	44 800
495	Lycée de Faïedli	35 000	2 100	37 100	37 100
496	Lycée 20 Mars 1956 à Essaida	42 000	3 300	45 300	45 300
497	Lycée El Imtiyaze à Sidi Bouzid	29 000	2 200	31 200	31 200
498	Lycée Mahmoud El Messaâdi à Bir Lahfey	35 000	2 900	37 900	37 900
499	Lycée Houcine Bouzaïene à Menzel Bouzaïene	35 000	2 500	37 500	37 500
500	Lycée El Khwarezmi à Jelma	42 000	3 400	45 400	45 400
501	Lycée Ibn Mandhour à Ouled Haffouz	29 000	1 200	30 200	30 200
502	Lycée Mazouna 2	34 000	2 300	36 300	36 300
503	Lycée Ibn El Jazzar à Sidi Ali Ben Oun	25 000	1 700	26 700	26 700
504	Lycée Pilote de Sidi Bouzid	50 000	1 900	51 900	51 900
505	Lycée de Héchria	24 000	1 100	25 100	25 100
506	Lycée de Henchir El Gallel Sidi Bouzid	26 000	2 200	28 200	28 200

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	<u>V. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tozeur :</u>	<u>422 000</u>	<u>28 000</u>	<u>450 000</u>	<u>450 000</u>
507	Lycée de Nafta	55 000	3 500	58 500	58 500
508	Lycée 2 mars 1934 à Dégache	48 000	3 100	51 100	51 100
509	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Tozeur	76 000	6 900	82 900	82 900
510	Lycée El Intiyaze à Tozeur	57 000	4 500	61 500	61 500
511	Lycée Béchir Khérat à Nafta	39 000	2 500	41 500	41 500
512	Lycée d'El Mahussen	29 000	1 600	30 600	30 600
513	Lycée de Tumaghza	34 000	2 000	36 000	36 000
514	Lycée de Hezoua	29 000	1 500	30 500	30 500
515	Lycée de Hammel Jerid	25 000	1 200	26 200	26 200
516	Lycée Pilote de Tozeur	30 000	1 200	31 200	31 200
	<u>W. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Gabès :</u>	<u>1 200 000</u>	<u>83 800</u>	<u>1 283 800</u>	<u>1 283 800</u>
517	Lycée Cité El Manara à Gabès	56 000	4 800	60 800	60 800
518	Lycée Mohamed Ali à El Hamma	62 000	3 800	65 800	65 800
519	Lycée de Mareth	65 000	4 400	69 400	69 400
520	Lycée Boulbaba à Gabès	71 000	5 800	76 800	76 800
521	Lycée Ibn Khaldoun à Métouia	52 000	3 900	55 900	55 900
522	Lycée d'Oasis Chenini à Gabès	62 000	5 000	67 000	67 000
523	Lycée Tahar Haddad à El Hamma	67 000	5 000	72 000	72 000
524	Lycée avenue de la République à Gabès	65 000	5 000	70 000	70 000
525	Lycée Nouvelle Matmata	40 000	1 700	41 700	41 700
526	Lycée Aboul Kacem Chebbi à Gabès	73 000	4 900	77 900	77 900
527	Lycée El Argoub à Mareth	49 000	3 600	52 600	52 600
528	Lycée de Sombat	52 000	3 900	55 900	55 900
529	Lycée de Ghammouche	37 000	2 300	39 300	39 300
530	Lycée Pilote de Gabès	48 000	3 200	51 200	51 200
531	Lycée Cité El Amel à Gabès	67 000	6 100	73 100	73 100
532	Lycée de D'Khilet Toujane	37 000	1 400	38 400	38 400
533	Lycée de Zarat	29 000	1 600	30 600	30 600
534	Lycée de Menzel Habib	29 000	2 200	31 200	31 200
535	Lycée Ibn El Haïthem à Matmata Nouvelle	32 000	2 100	34 100	34 100
536	Lycée de Métouia	48 000	3 600	51 600	51 600
537	Lycée Ibn El Haïthem à Ghammouche	33 000	2 500	35 500	35 500
538	Lycée Ouadi Ennour à El Hamma	32 000	2 000	34 000	34 000
539	Lycée El Hamma	42 000	3 200	45 200	45 200
540	Lycée sportif à Gabès	52 000	2 000	54 000	54 000
	<u>X. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kébili :</u>	<u>595 000</u>	<u>39 200</u>	<u>634 200</u>	<u>634 200</u>
541	Lycée de Douz	41 000	2 100	43 100	43 100
542	Lycée Ibn Mandhour à Kébili	59 000	4 800	63 800	63 800
543	Lycée Ibn El Haïthem à Souk Lahad	47 000	2 300	49 300	49 300
544	Lycée El Ahd El Jedid à Douz	43 000	2 900	45 900	45 900
545	Lycée Ibn Khaldoun à Tombar	32 000	1 500	33 500	33 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
546	Lycée Khereddine à Janoura	33 000	2 300	35 300	35 300
547	Lycée rue Ibn Sina à Kébili	66 000	4 800	70 800	70 800
548	Lycée El Imtiyaze à Douz	42 000	2 800	44 800	44 800
549	Lycée El Faouar	53 000	3 300	56 300	56 300
550	Lycée de Menclou	37 000	2 200	39 200	39 200
551	Lycée de Jemna	34 000	2 900	36 900	36 900
552	Lycée de Béchri	25 000	1 000	26 000	26 000
553	Lycée de Rejim Maatoug	33 000	2 800	35 800	35 800
554	Lycée d'El Kalaa	16 000	1 300	17 300	17 300
555	Lycée Pilote Kébili	34 000	2 200	36 200	36 200
<u>Y. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du</u>		1 521 000	105 300	1 626 300	1 626 300
<u>Commissariat Régional de Médénine :</u>					
556	Lycée de Ben Guerdane	98 000	3 300	101 300	101 300
557	Lycée de Midoune	51 000	3 800	54 800	54 800
558	Lycée 2 mars 1934 à Zarzis	39 000	3 300	42 300	42 300
559	Lycée route de Gabès à Médénine	60 000	5 200	65 200	65 200
560	Lycée d'El May	50 000	4 300	54 300	54 300
561	Lycée Pilote de Médénine	66 000	1 600	67 600	67 600
562	Lycée de Béni Khediche	72 000	3 800	75 800	75 800
563	Lycée de Ajim à Jerba	47 000	3 600	50 600	50 600
564	Lycée Houmet Essouk 2 à Jerba	50 000	4 700	54 700	54 700
565	Lycée de Ben Guerdane 2	53 000	6 200	59 200	59 200
566	Lycée de Medenine	96 000	6 100	102 100	102 100
567	Lycée Houmet Essouk à Jerba	109 000	8 900	117 900	117 900
568	Lycée de Zarzis	65 000	5 200	70 200	70 200
569	Lycée Ibn Rochd à Zarzis	38 000	2 200	40 200	40 200
570	Lycée Médénine 2	44 000	2 500	46 500	46 500
571	Lycée Ibn Sina route de Tataouine à Médénine	41 000	3 600	44 600	44 600
572	Lycée de Sidi Makhlouf	30 000	2 800	32 800	32 800
573	Lycée Ibn Hazm route El Marsa à Ben Gardane	33 000	2 300	35 300	35 300
574	Lycée de Sidi Zekri à Jerba	32 000	2 500	34 500	34 500
575	Lycée de Ksar Jedid	34 000	2 000	36 000	36 000
576	Lycée Ibn El Haithem à Ben Guerdane	37 000	2 300	39 300	39 300
577	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Medenine	43 000	3 400	46 400	46 400
578	Lycée Dhrouher à Zarzis	37 000	2 900	39 900	39 900
579	Lycée Ibn Khaldoun à Medenine	42 000	2 800	44 800	44 800
580	Lycée Riadh à Houmt Souk	29 000	2 100	31 100	31 100
581	Lycée Midoune 2 à Jerba	40 000	3 400	43 400	43 400
582	Lycée Ibn Khaldoun à Ben Guerdane	28 000	1 500	29 500	29 500
583	Lycée de Guellala	29 000	1 700	30 700	30 700
584	Lycée de Boughrara	38 000	2 200	40 200	40 200
585	Lycée de Hassi Omar Médénine	15 000	1 100	16 100	16 100
586	Lycée de Sodonikich Médénine	38 000	2 000	40 000	40 000
587	Lycée Echammakli - Zarzis	37 000	2 000	39 000	39 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	<u>Z- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tataouine :</u>	<u>579 000</u>	<u>35 100</u>	<u>614 100</u>	<u>614 100</u>
588	Lycée de Tataouine	85 000	5 600	90 600	90 600
589	Lycée 2 mars 1934 à Ghomrassen	43 000	2 500	45 500	45 500
590	Lycée de Rogba à Tataouine	44 000	2 100	46 100	46 100
591	Lycée de Tataouine 2	41 000	1 400	42 400	42 400
592	Lycée Cité Mahrajen à Tataouine	43 000	3 000	46 000	46 000
593	Lycée de Bir Lahmar	32 000	1 100	33 100	33 100
594	Lycée de Remada	42 000	1 900	43 900	43 900
595	Lycée Cité Broumet à Tataouine	35 000	2 800	37 800	37 800
596	Lycée de Smar à Tataouine	35 000	1 500	36 500	36 500
597	Lycée de Ghomrassen	5 000	1 500	6 500	6 500
598	Lycée Cité Ennour à Tataouine Nord	41 000	3 000	44 000	44 000
599	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Tataouine Sud	37 000	3 300	40 300	40 300
600	Lycée de Bir Lahmar 2	33 000	1 400	34 400	34 400
601	Lycée Beni M'Hira à Smar	27 000	2 000	29 000	29 000
602	Lycée pilote - Tataouine Nord	36 000	2 000	38 000	38 000
964	<u>Etablissements du deuxième Cycle de l'Enseignement de Base:</u>	<u>32 288 000</u>	<u>2 838 300</u>	<u>35 126 300</u>	<u>35 126 300</u>
	<u>A - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tunis I :</u>	<u>1 399 000</u>	<u>150 200</u>	<u>1 549 200</u>	<u>1 549 200</u>
1	Collège avenue Bab Djedid - Tunis	32 000	3 300	35 300	35 300
2	Collège d'El Hafsia Tunis	30 000	2 800	32 800	32 800
3	Collège de Carthage Dermech	43 000	5 800	48 800	48 800
4	Collège Place Leader - Tunis	31 000	3 300	34 300	34 300
5	Collège Ibn Rochd - Tunis	16 000	1 600	17 600	17 600
6	Collège rue Abderrazak Chraïbi à Tunis	25 000	1 600	26 600	26 600
7	Collège rue du Maroc - Tunis	31 000	3 300	34 300	34 300
8	Collège d'Essarajine	16 000	1 600	17 600	17 600
9	Collège avenue Béchir Sfar - Tunis	14 000	1 600	15 600	15 600
10	Collège Cité El Khadra - Tunis	38 000	4 400	42 400	42 400
11	Collège avenue 15 Octobre 1961 à El Kabaria	34 000	4 400	38 400	38 400
12	Collège d'El Aouina	49 000	5 600	54 600	54 600
13	Collège rue de la Gare - Tunis	25 000	1 600	26 600	26 600
14	Collège rue Mejez El Bab - Tunis	24 000	1 600	25 600	25 600
15	Collège rue El Hédi Chaker - Tunis	24 000	2 200	26 200	26 200
16	Collège El Ouardia à Tunis	43 000	5 000	48 000	48 000
17	Collège rue El Jahedti - le Kram	38 000	4 400	42 400	42 400
18	Collège rue des Tulipes El Ouardia	27 000	2 800	29 800	29 800
19	Collège Fadhel Ben Achour - La Marsa	33 000	4 400	37 400	37 400
20	Collège Cité Essalama - Kabaria 2	33 000	3 300	36 300	36 300
21	Collège Ibn Sina I à El Kabaria	34 000	3 300	37 300	37 300
22	Collège El Farabi à La-Goulette	28 000	2 200	30 200	30 200
23	Collège El Mourouj 2	45 000	3 300	48 300	48 300
24	Collège Assad Ibn Elfourrat El Kram Ouest	35 000	4 400	39 400	39 400
25	Collège rue des Glacières à Tunis	5 000	1 100	6 100	6 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
26	Collège rue de Lénine Tunis	34 000	4 400	38 400	38 400
27	Collège Cité Ibn Sina 2 - El Kabaria	32 000	3 300	35 300	35 300
28	Collège rue Skikda à Djebel Jeloud	29 000	3 300	32 300	32 300
29	Collège de Sidi Daoued	32 000	4 400	36 400	36 400
30	Collège avenue Taieb M'Hiri - La Marsa	46 000	4 400	50 400	50 400
31	Collège 2 mars 1934 à Jebel Jeloud	27 000	3 300	30 300	30 300
32	Collège Sidi Amor à El Kram Ouest	27 000	3 300	30 300	30 300
33	Collège rue Louis Bray Cité El Khadira à Tunis	33 000	4 400	37 400	37 400
34	Collège de la Marsa	37 000	5 000	42 000	42 000
35	Collège Cité Riadh à la Marsa	31 000	4 400	35 400	35 400
36	Collège Pilote avenue Ali Trad à Tunis	39 000	4 400	43 400	43 400
37	Collège Technique d'El Ouardia	24 000	500	24 500	24 500
38	Collège Technique de la Goulette	13 000	600	13 600	13 600
39	Collège Pilote à Dhifef El Boulhaya	48 000	5 600	53 600	53 600
40	Collège Technique Rue des Glacières à Tunis	12 000	300	12 300	12 300
41	Collège Technique Impasse Sidi Abderraouf Rue El Mar - Tunis	5 000	100	5 100	5 100
42	Collège Technique de Bab El Khadra - Tunis	5 000	500	5 500	5 500
43	Collège Technique Rue la Vienne El Ouardia	14 000	600	14 600	14 600
44	Collège Technique Rue de la Résistance à la Goulette	14 000	6 700	20 700	20 700
45	Collège Zoubeir Tourki à El Aouina 2	58 000	5 600	63 600	63 600
46	Collège Ibn Sina 3	29 000	2 200	31 200	31 200
47	Collège Gammarth Harrouch à Marsa	30 000	2 200	32 200	32 200
48	Collège plage Bleu à la Marsa	27 000	2 000	29 000	29 000
B - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tunis II :		1 276 000	113 200	1 389 200	1 389 200
49	Collège Cité Ibn Sina Ksar Said - le Bardo	26 000	1 700	27 700	27 700
50	Collège rue Habib Thameur le Bardo	35 000	3 900	38 900	38 900
51	Collège à Bir Kram El Omrane	34 000	3 500	37 500	37 500
52	Collège d'El Manar 2	40 000	3 100	43 100	43 100
53	Collège Beau Site El Menzah	28 000	2 200	30 200	30 200
54	Collège de Mellassine	28 000	2 600	30 600	30 600
55	Collège rue El Aghlab Temimi El Omrane	25 000	1 100	26 100	26 100
56	Collège "El Imam Ibn Arafat" Cité Souissi le Bardo	34 000	3 500	37 500	37 500
57	Collège Okba Ibn Nafaa à Harayria	47 000	4 500	51 500	51 500
58	Collège Kheireddine - Le Bardo	42 000	5 300	47 300	47 300
59	Collège 20 mars 1956 à Sidi Hassine	31 000	2 500	33 500	33 500
60	Collège rue Errassas à El Menzah	27 000	3 300	30 300	30 300
61	Collège Cité Bongatfa à Ezzahrouni	48 000	5 800	53 800	53 800
62	Collège d'El Manar I	34 000	2 200	36 200	36 200
63	Collège rue Jughurta au Bardo	29 000	2 000	31 000	31 000
64	Collège El Agba	54 000	3 800	57 800	57 800
65	Collège rue Karouchi - Le Bardo	26 000	2 200	28 200	28 200
66	Collège rue 62140 de Cité Ettahrir	29 000	2 500	31 500	31 500
67	Collège route Mejez El Bab Sidi Hassine	43 000	5 700	48 700	48 700
68	Collège à Sidi Hassine 2	69 000	8 000	77 000	77 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
69	Collège Cité Bach Hamba - Ezzeouhour	30 000	3 900	33 900	33 900
70	Collège rue Ibn Hasnia Cité Ettahrir	27 000	2 800	29 800	29 800
71	Collège Ibn Khaldoun 4	24 000	1 600	25 600	25 600
72	Collège rue Fattouma Bourguiba - Le Bardo	33 000	3 200	36 200	36 200
73	Collège de la Cité Ibn Khaldoun	47 000	4 200	51 200	51 200
74	Collège de Sejourni	36 000	3 300	39 300	39 300
75	Collège à El Omrane Supérieur	38 000	4 000	42 000	42 000
76	Collège d'El Harayria	34 000	3 100	37 100	37 100
77	Collège Ibn Khaldoun à El Omrane Supérieur	45 000	2 100	47 100	47 100
78	Collège rue 20 mars 1956 à Sidi Hassine	30 000	2 800	32 800	32 800
79	Collège de Sidi Hassine	35 000	2 100	37 100	37 100
80	Collège Cité Omar El Mokhtar à Tunis 2	35 000	3 900	38 900	38 900
81	Collège Abou El Kacem Chebbi à El Omrane	34 000	2 900	36 900	36 900
82	Collège Technique Cité Ibn Khaldoun	29 000	1 400	30 400	30 400
83	Collège Pilote à Kaznadar	33 000	300	33 300	33 300
84	Collège Cité El Waha à El Agba 2	37 000	2 200	39 200	39 200
C - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de l'Ariana :		1 376 000	119 400	1 495 400	1 495 400
85	Collège Cité El Ghazal Ariana	70 000	6 400	76 400	76 400
86	Collège 18 Janvier 1952 l'Ariana	61 000	4 400	65 400	65 400
87	Collège Cité El Boustan Ariana	42 000	5 800	47 800	47 800
88	Collège d'El Menzah VI	31 000	3 900	34 900	34 900
89	Collège Borj Louzir l'Ariana	68 000	5 900	73 900	73 900
90	Collège d'El Menzah V	31 000	2 900	33 900	33 900
91	Collège Cité de la République M'Nihla	48 000	5 300	53 300	53 300
92	Collège El Farabi - Jallfar	52 000	5 000	57 000	57 000
93	Collège M'Nihla	42 000	3 500	45 500	45 500
94	Collège Cité Ettadhamen	70 000	6 400	76 400	76 400
95	Collège de Borj El Baccouche à l'Ariana	48 000	4 500	52 500	52 500
96	Collège Cité El Mourouj - Kalaat El Andalous	39 000	3 300	42 300	42 300
97	Collège Dar Fadhal - La Soukra	47 000	4 500	51 500	51 500
98	Collège Cité El Bassatine - El M'Nihla	60 000	6 400	66 400	66 400
99	Collège 9 avril 1938 à Cité Ettadhamen	32 000	3 500	35 500	35 500
100	Collège Riadh Ennasr à l'Ariana	45 000	4 000	49 000	49 000
101	Collège 18 janvier 1952 à Cité Ettadhamen	40 000	3 900	43 900	43 900
102	Collège Cité Raïha à El M'Nihla	29 000	2 200	31 200	31 200
103	Collège de Sidi Thabet	54 000	5 900	59 900	59 900
104	Collège de Raoued	83 000	6 100	89 100	89 100
105	Collège Ettadhamen 5 à l'Ariana	27 000	2 100	29 100	29 100
106	Collège à El M'Nihla Supérieur	30 000	2 600	32 600	32 600
107	Collège de Kalaat El Andalous	43 000	4 000	47 000	47 000
108	Collège Pilote à El Menzah 5 Ariana	41 000	2 000	43 000	43 000
109	Collège Technique de l'Ariana	34 000	2 100	36 100	36 100
110	Collège de Nkileite	29 000	1 700	30 700	30 700
111	Collège de Borj Touil	30 000	2 100	32 100	32 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
112	Collège Ibn Khaldoun à l'Ariana	57 000	3 000	60 000	60 000
113	Collège Chotrana Sokra	36 000	2 000	38 000	38 000
114	Collège Tawhida ben Chikh à El M'Nihla	27 000	2 000	29 000	29 000
115	Collège Raoued 2 - Raoued	30 000	2 000	32 000	32 000
<u>D - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Manouba :</u>		1 243 000	105 600	1 348 600	1 348 600
116	Collège Echabbi à Mornaguia	44 000	3 300	47 300	47 300
117	Collège Erriadh à Jedaida	42 000	2 800	44 800	44 800
118	Collège Khaznadar Den-Den Manouba	52 000	5 300	57 300	57 300
119	Collège Ibn Sina Oued Ellil	73 000	6 900	79 900	79 900
120	Collège rue Abou Taieb Moutanabi la Manouba	42 000	3 900	45 900	45 900
121	Collège El Ahd El Jedid à El Buttan	52 000	4 900	56 900	56 900
122	Collège Ibnou Rochd à Denden	36 000	1 600	37 600	37 600
123	Collège Ulysse à Tebourba	45 000	3 400	48 400	48 400
124	Collège de Douar Hicher	40 000	1 400	41 400	41 400
125	Collège 20 mars Mornaguia	50 000	5 000	55 000	55 000
126	Collège Cité de la Radio à Jedaida	50 000	5 300	55 300	55 300
127	Collège Kheireddine à Manouba	33 000	3 800	36 800	36 800
128	Collège Chabaou Oued Ellil	49 000	4 200	53 200	53 200
129	Collège Ibn Rachik - Douar Hicher	57 000	4 800	61 800	61 800
130	Collège 20 mars 1956 à Douar Hicher	48 000	4 000	52 000	52 000
131	Collège Cité Ermine Tebourba	64 000	6 200	70 200	70 200
132	Collège Cité Mouezia - Oued Ellil	44 000	4 000	48 000	48 000
133	Collège Bir Zitouna à Tebourba	33 000	3 100	36 100	36 100
134	Collège Abou El Kacem Chebbi à Douar Hicher	35 000	3 900	38 900	38 900
135	Collège de Féjjet-Khémaldem à Mornaguia	39 000	2 100	41 100	41 100
136	Collège Ibn Khaldoun à Manouba	44 000	2 400	46 400	46 400
137	Collège Cité Echabbi à Douar Hicher	45 000	3 800	48 800	48 800
138	Collège de Dekhila - Tebourba	33 000	2 000	35 000	35 000
139	Collège de Borj El Amri	44 000	5 800	49 800	49 800
140	Collège à Essaida - Oued Ellil	44 000	4 900	48 900	48 900
141	Collège Technique de Mornaguia	13 000	800	13 800	13 800
142	Collège Technique de Manouba	12 000	1 200	13 200	13 200
143	Collège Pilote de Manouba	50 000	2 800	52 800	52 800
144	Collège Mornaguia - Mornaguia	30 000	2 000	32 000	32 000
<u>E - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Ben Arous :</u>		1 783 000	149 800	1 932 800	1 932 800
145	Collège Aboul Abbès Ahmed Al Abyani à Boumhel	55 000	4 800	59 800	59 800
146	Collège de Fouchana	52 000	5 200	57 200	57 200
147	Collège Abdallah Farhat - Rades	35 000	3 600	38 600	38 600
148	Collège 2 mars 1934 Ezzahra	37 000	4 200	41 200	41 200
149	Collège avenue de la République Hammam-Lif	32 000	3 200	35 200	35 200
150	Collège Taieb M'Hiri à Mégrine Riadli	26 000	1 600	27 600	27 600
151	Collège Mongi Slim à Sidi Rezig	32 000	3 500	35 500	35 500
152	Collège Abou El Kacem Chebbi de Ben Arous	41 000	5 000	46 000	46 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
153	Collège Ahmed Ibn Abu Dhiaf à Mhamdia	48 000	4 500	50 500	50 500
154	Collège la Nouvelle Médina	35 000	2 800	37 800	37 800
155	Collège de Khélidja	39 000	4 000	43 000	43 000
156	Collège Tahar El Haddad à Ben Arous	29 000	2 200	31 200	31 200
157	Collège Moufida Bourguiba Hamman-Lif	31 000	2 200	33 200	33 200
158	Collège de Nâassane	51 000	5 600	56 600	56 600
159	Collège El Mourouj 3	31 000	2 300	33 300	33 300
160	Collège Assad Ibn El Foorat Hamman Chott	45 000	3 100	48 100	48 100
161	Collège Mustapha Kraïef Mhamdia	57 000	6 100	63 100	63 100
162	Collège de Mornag	51 000	5 800	56 800	56 800
163	Collège Mongi Slim Ezzahra	42 000	3 200	45 200	45 200
164	Collège à El Mourouj 5	36 000	4 400	40 400	40 400
165	Collège Cité Chaker Megrine	28 000	3 300	31 300	31 300
166	Collège Cité Erromanna la Nouvelle Médina 3	50 000	4 800	54 800	54 800
167	Collège 2 mars 1934 à Radès	76 000	6 700	82 700	82 700
168	Collège de el Yasmitel	40 000	3 500	43 500	43 500
169	Collège à El Mourouj 6	49 000	3 100	52 100	52 100
170	Collège Habib Thameur à Hamman-Lif	39 000	2 500	41 500	41 500
171	Collège Abou El Hassan Ibn El Harthem à Mornag	49 000	5 100	54 100	54 100
172	Collège à El Mourouj 1	33 000	3 300	36 300	36 300
173	Collège à Bir El Bey	29 000	2 800	31 800	31 800
174	Collège Cité El Ksar à M'Hammia	73 000	7 300	80 300	80 300
175	Collège Rachidia à El Mourouj 3	42 000	5 300	47 300	47 300
176	Collège Tahar Sfar à El Mourouj 3	33 000	3 100	36 100	36 100
177	Collège Cité Sportive à Radès	34 000	2 600	36 600	36 600
178	Collège de Bou M'hel	35 000	3 200	38 200	38 200
179	Collège Malmoud El Messaïdi à Mornag	28 000	2 300	30 300	30 300
180	Collège Technique de Ben Arous	11 000	800	11 800	11 800
181	Collège Technique de Hamman-Lif	26 000	1 300	27 300	27 300
182	Collège Technique de Radès	159 000	800	159 800	159 800
183	Collège Mohamed Salah Eljebri Cité Nozhat Sultan à Hamman Echat	45 000	3 400	48 400	48 400
184	Collège Pilote à Megrine	45 000	3 300	48 300	48 300
185	Collège à M'Hammia	26 000	2 000	28 000	28 000
186	Collège Rades plage-Rades	30 000	2 000	32 000	32 000
F - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Zaghouan :		570 000	49 500	619 500	619 500
187	Collège Tahar ElHaddad à Hamman Zriba	57 000	4 100	61 100	61 100
188	Collège Abou El Kacem Echebbi à El Fahs	30 000	3 800	33 800	33 800
189	Collège Ibn Rochd à Nadhour	37 000	3 500	40 500	40 500
190	Collège Kheireddine El Fahs	52 000	3 900	55 900	55 900
191	Collège El Hnaya Zaghouan	27 000	2 200	29 200	29 200
192	Collège avenue de l'Indépendance Zaghouan	27 000	2 300	29 300	29 300
193	Collège Ibn Sina à Sminja	27 000	1 300	28 300	28 300
194	Collège Okba Ibn Nafaa à Saouef	36 000	2 800	38 800	38 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
195	Collège Ibn Khaldoun à El Fahs	37 000	5 000	42 000	42 000
196	Collège Cité El Araies - Zaghuan	28 000	2 200	30 200	30 200
197	Collège 9 avril 1938 à Mogren	29 000	2 100	31 100	31 100
198	Collège Habib Thameur à Bir Mécharga	29 000	3 400	32 400	32 400
199	Collège Farhat Hached à Sidi Néji	31 000	3 300	34 300	34 300
200	Collège Farhat Hached à Zriba Village	14 000	1 300	15 300	15 300
201	Collège de Sidi Aoudet	13 000	1 000	14 000	14 000
202	Collège Ibn Abu Dhiab à Zaghuan	5 000	1 300	6 300	6 300
203	Collège de Jebel El Wast	17 000	1 600	18 600	18 600
204	Collège Ibn El Jazzar à Ennadhour	33 000	2 800	35 800	35 800
205	Collège à Bousslim	15 000	800	15 800	15 800
206	Collège Technique de Zaghuan	14 000	500	14 500	14 500
207	Collège Technique de Fahs	12 000	300	12 300	12 300
G - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Bizerte :		1 688 000	151 600	1 839 600	1 839 600
208	Collège Boukhris Bizerte	31 000	2 800	33 800	33 800
209	Collège Pilote Farhat Hached à Bizerte	31 000	2 500	33 500	33 500
210	Collège Habib El Haddad Bizerte	57 000	5 600	62 600	62 600
211	Collège El Kehna Menzel Bourguiba	28 000	2 800	30 800	30 800
212	Collège Pasteur Mateur	5 000	2 500	7 500	7 500
213	Collège Ibn Abu Dhiab Menzel Bourguiba	25 000	1 400	26 400	26 400
214	Collège de Metline	45 000	5 000	50 000	50 000
215	Collège de Rafrat	37 000	3 200	40 200	40 200
216	Collège de Ghar El Melh	27 000	2 500	29 500	29 500
217	Collège de Joumine	69 000	6 100	75 100	75 100
218	Collège rue de Tunis Tinja	29 000	2 800	31 800	31 800
219	Collège 9 avril Menzel Bourguiba	36 000	3 400	39 400	39 400
220	Collège Ibn Sina à El Alia	30 000	2 800	32 800	32 800
221	Collège de Ras Jebel	53 000	5 800	58 800	58 800
222	Collège Ibn Charaf Menzel Bourguiba	35 000	3 600	38 600	38 600
223	Collège a Oum Hénî	16 000	1 400	17 400	17 400
224	Collège de Zarzouna	29 000	2 900	31 900	31 900
225	Collège de Aousja	29 000	3 100	32 100	32 100
226	Collège de Sejnane	54 000	6 400	60 400	60 400
227	Collège Evacuation Bizerte	31 000	3 100	34 100	34 100
228	Collège de Mateur 2	30 000	3 100	33 100	33 100
229	Collège Zetana	47 000	4 400	51 400	51 400
230	Collège de Ghezala	76 000	5 300	81 300	81 300
231	Collège de Menzel Jamil	32 000	2 800	34 800	34 800
232	Collège rue Salah Eddine El Ayoubi Ras Jebel	35 000	3 900	38 900	38 900
233	Collège Habib Bougalfa Bizerte	44 000	5 300	49 300	49 300
234	Collège de Tamra	35 000	1 900	36 900	36 900
235	Collège de Henchir Methline	37 000	2 800	39 800	39 800
236	Collège El Ahid El Jaidi - El Alia	36 000	3 600	39 600	39 600
237	Collège avenue Bourguiba - Bizerte	33 000	3 800	36 800	36 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRIES	TOTAL DES RECETTES	
238	Collège El Hayette à Mateur - Bizerte	33 000	3 500	36 500	36 500
239	Collège Cité El Ikbal à Tunja	30 000	2 500	32 500	32 500
240	Collège de Menzel Abderrahmane	32 000	3 500	35 500	35 500
241	Collège de Mateur	45 000	3 100	48 100	48 100
242	Collège Bouchentla à Zarzouna	32 000	4 200	36 200	36 200
243	Collège de Jebel Semmane à Joumine	34 000	1 900	35 900	35 900
244	Collège Route de Tunis à Mateur	33 000	2 200	35 200	35 200
245	Collège Salmoun 3 à Menzel Bourguiba	35 000	2 500	37 500	37 500
246	Collège de sejenane 2	44 000	2 600	46 600	46 600
247	Collège de Menzel Jemil 2	29 000	2 800	31 800	31 800
248	Collège de Khetmine	26 000	1 600	27 600	27 600
249	Collège de Pecherie - Bizerte	33 000	3 300	36 300	36 300
250	Collège Technique de Mateur	25 000	800	25 800	25 800
251	Collège Technique de Menzel Jemil	25 000	700	25 700	25 700
252	Collège Technique de Menzel Bourguiba	23 000	1 400	24 400	24 400
253	Collège Technique de Bizerte	27 000	1 500	28 500	28 500
254	Collège Hedi chaker - Bizerte	52 000	4 900	56 900	56 900
255	Collège de sejenane 3	28 000	2 000	30 000	30 000
II- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Nabeul :		1 968 000	194 000	2 162 000	2 162 000
256	Collège de Soliman	73 000	7 600	80 600	80 600
257	Collège Karai Sassi Korba	29 000	2 200	31 200	31 200
258	Collège Asmar à Kélibia	44 000	4 200	48 200	48 200
259	Collège Taher Haded Nabeul	60 000	7 600	67 600	67 600
260	Collège Avenue Bourguiba à Korba	80 000	10 300	90 300	90 300
261	Collège à Erranine	29 000	2 200	31 200	31 200
262	Collège de Somaâ	28 000	2 600	30 600	30 600
263	Collège de Tazerka	26 000	3 100	29 100	29 100
264	Collège de Azmour	24 000	1 600	25 600	25 600
265	Collège de Zaouiet M'Guez	30 000	2 200	32 200	32 200
266	Collège à Bir Bouregba	47 000	3 900	50 900	50 900
267	Collège à Grombalia	50 000	5 900	55 900	55 900
268	Collège à Boukrim	15 000	1 500	16 500	16 500
269	Collège de Zaouit Ejdiidi	15 000	1 700	16 700	16 700
270	Collège à Menzel Hor	32 000	1 900	33 900	33 900
271	Collège à Saheb Jebel	24 000	2 100	26 100	26 100
272	Collège à Maïmoura	24 000	2 500	26 500	26 500
273	Collège de Fondk Jedid	42 000	3 400	45 400	45 400
274	Collège Rue Hédi Wali à Hammamet	59 000	7 000	66 000	66 000
275	Collège de Skalba	25 000	2 300	27 300	27 300
276	Collège avenue de la République à Menzel Témime	41 000	3 900	44 900	44 900
277	Collège avenue de Tunis à Kélibia	31 000	4 200	35 200	35 200
278	Collège à El Haouaria	38 000	3 100	41 100	41 100
279	Collège à El Kermia - Grombalia	15 000	1 600	16 600	16 600
280	Collège de Menzel Bourzella	53 000	6 900	59 900	59 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
281	Collège Place des Martyrs à Nabeul	31 000	3 200	34 200	34 200
282	Collège Abou El Kacem Echebbi à Hammanet	53 000	6 100	59 100	59 100
283	Collège Habib Bougatfa à Grombalia	34 000	3 100	37 100	37 100
284	Collège El Ahd El Jedid à Nabeul	51 000	5 600	56 600	56 600
285	Collège El Ahd El Jedid à Korba	28 000	2 400	30 400	30 400
286	Collège Farhat Hached à Hammanet	42 000	3 400	45 400	45 400
287	Collège Tahar Ben Achour à Dar Chaâbane El Fehri	48 000	4 400	52 400	52 400
288	Collège Ali Belahouane à Kelibia	50 000	5 600	55 600	55 600
289	Collège à El Mida	49 000	6 200	55 200	55 200
290	Collège de Dar-Allouchie	28 000	2 500	28 500	28 500
291	Collège Mohamed El Bachrouchi à Dar Chaâbane El Fehri	48 000	5 300	53 300	53 300
292	Collège 23 janvier 1952 à Béné Khalled	70 000	5 900	75 900	75 900
293	Collège de Bouargoub	65 000	7 800	72 800	72 800
294	Collège de Chrifette - Soliman	31 000	2 500	33 500	33 500
295	Collège à Rahma - Menzel Bouzeffa	27 000	1 700	28 700	28 700
296	Collège de Takelsa	51 000	5 300	56 300	56 300
297	Collège Technique de Nabeul	31 000	1 500	32 500	32 500
298	Collège Technique de Grombalia	16 000	1 000	17 000	17 000
299	Collège de Beni Khair	58 000	6 000	64 000	64 000
300	Collège rue El Andalous à Menzel Temime	64 000	7 800	71 900	71 900
301	Collège de Korba	26 000	500	26 500	26 500
302	Collège Technique de Béné Khalled	12 000	700	12 700	12 700
303	Collège Technique de Menzel Temime	12 000	1 100	13 100	13 100
304	Collège Technique de Kelibia	12 000	600	12 600	12 600
305	Collège Technique de Soliman	12 000	800	12 800	12 800
306	Collège de Nyanou	16 000	1 900	17 900	17 900
307	Collège Pilote Moncef Bey à Nabeul	36 000	3 000	39 000	39 000
308	Collège de Sidi Jédidi à Hammanet	35 000	2 500	37 500	37 500
I - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Béja :		962 000	67 600	1 029 600	1 029 600
309	Collège Mongi Slim de Mejez El Bab	29 000	2 800	31 800	31 800
310	Collège Tahar Haddad Mejez El Bab	34 000	2 300	36 300	36 300
311	Collège Habib Bourguiba à Tebourouk	39 000	2 400	41 400	41 400
312	Collège Ibn El Jazzar de Ouechteta	25 000	2 100	27 100	27 100
313	Collège Ibn Rochd de Testour	26 000	1 400	27 400	27 400
314	Collège Ibn Khaldoun de Mâagoula Béja	24 000	1 700	25 700	25 700
315	Collège Kheireddine Pacha Sidi Ismaïl de Béja	34 000	2 200	36 200	36 200
316	Collège Ibn Rachik d'Oued Ezzarga	26 000	2 200	28 200	28 200
317	Collège Ibn Arafat de Mehala Béja	33 000	3 400	36 400	36 400
318	Collège Taleb M'Hiri de Goussa	27 000	1 200	28 200	28 200
319	Collège Ibn Charaf de Nefza	63 000	4 700	67 700	67 700
320	Collège avenue Bourguiba Béja	30 000	2 900	32 900	32 900
321	Collège Fadhel Ben Achour de Slougua	27 000	1 400	28 400	28 400
322	Collège Jugurtha de Toukabert	14 000	800	14 800	14 800
323	Collège Farhat Hached route Kasseb Béja	5 000	700	5 700	5 700

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
324	Collège Farhat Hached à Goubellat	31 000	1 100	32 100	32 100
325	Collège El Ayadhi El Béji à Béja	49 000	3 000	52 000	52 000
326	Collège Ben Sahl - Testour	27 000	2 200	29 200	29 200
327	Collège Ibn Sina à Amdoun	30 000	3 100	33 100	33 100
328	Collège Ali Kalsadi à Béja	40 000	3 300	43 300	43 300
329	Collège Cité Ibn Khaldoun à Thibar	30 000	1 200	31 200	31 200
330	Collège Errached à Béja	25 000	2 200	27 200	27 200
331	Collège Abou El Kacem Chebbi à Tébaba	36 000	1 200	37 200	37 200
332	Collège Teboursoûk-Jeddou Essouk	25 000	1 700	26 700	26 700
333	Collège Mahmoud El Messaïdi à Néfza	35 000	2 900	37 900	37 900
334	Collège la Liberté avenue de Bourguiba à Béja	23 000	1 700	24 700	24 700
335	Collège Goubellat	16 000	1 400	17 400	17 400
336	Collège Technique de Mejez El Bnb	13 000	500	13 500	13 500
337	Collège de Béja Mustakbel	31 000	2 800	33 800	33 800
338	Collège Technique de Béja	13 000	700	13 700	13 700
339	Collège Technique de Nefza	20 000	800	20 800	20 800
340	Collège Technique de Teboursoûk	11 000	300	11 300	11 300
341	Collège Ibn Baytar Mjez El bah	41 000	3 300	44 300	44 300
342	Collège pilote - Béja nord	30 000	2 000	32 000	32 000
J- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Jendouba :		1 273 000	102 600	1 375 600	1 375 600
343	Collège El Morjène Tabarka	35 000	2 500	37 500	37 500
344	Collège Pilote de Jendouba	38 000	2 000	40 000	40 000
345	Collège Mustapha Kheraief Jendouba	44 000	3 300	47 300	47 300
346	Collège de Bousalem	46 000	3 900	49 900	49 900
347	Collège de Ben Aouen	24 000	1 100	25 100	25 100
348	Collège de Babouch	32 000	1 600	33 600	33 600
349	Collège de Souk Essebt	33 000	3 300	36 300	36 300
350	Collège de Bellaregia	44 000	3 300	47 300	47 300
351	Collège de Ain Draham	36 000	3 300	39 300	39 300
352	Collège de Ghardimou	41 000	3 600	44 600	44 600
353	Collège de Balta	34 000	2 300	36 300	36 300
354	Collège à Ain Sobh	36 000	2 900	38 900	38 900
355	Collège de Béni M'Tir	32 000	1 100	33 100	33 100
356	Collège 2 mars 1934 Jendouba	31 000	1 600	32 600	32 600
357	Collège 4 avril 1938 Oued MLiz	47 000	3 900	50 900	50 900
358	Collège Hédi Ben Hassine Jendouba	45 000	4 400	49 400	49 400
359	Collège Boussalem la Gare	42 000	4 800	46 800	46 800
360	Collège Ain Soltane	32 000	2 000	34 000	34 000
361	Collège de Fernana	57 000	4 400	61 400	61 400
362	Collège route de Tunis Jendouba	38 000	3 900	41 900	41 900
363	Collège Cité El Khadira à Bousalem	34 000	3 300	37 300	37 300
364	Collège Sidi Belgacem à Ghardimou	36 000	2 800	38 800	38 800
365	Collège 18 Janvier 1952 à Tabarka	61 000	6 800	67 800	67 800
366	Collège de Ain El Beya	42 000	3 200	45 200	45 200

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
367	Collège Souk El Jomaa	32 000	2 400	34 400	34 400
368	Collège de Hamman Bourguiba	40 000	2 800	42 800	42 800
369	Collège Hédi Khélil à Bousalem	33 000	2 800	35 800	35 800
370	Collège Al Ahd Eljadid à Ghardimaou	38 000	3 200	41 200	41 200
371	Collège de Jendouba Sud	40 000	6 100	46 100	46 100
372	Collège de Fernana 2	37 000	3 000	40 000	40 000
373	Collège El Jalil à Ghardimaou	36 000	2 900	38 900	38 900
374	Collège Technique de Jendouba	24 000	300	24 300	24 300
375	Collège 9 Avril 1938 Jendouba	37 000	3 300	40 300	40 300
376	Collège Technique de Ghardimaou	16 000	500	16 500	16 500
<u>K - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional du Kef :</u>		809 000	59 600	868 600	868 600
377	Collège El Imam Soumou à Dahmani	32 000	1 900	33 900	33 900
378	Collège de Kalaat Sume	43 000	3 100	46 100	46 100
379	Collège de Neber	35 000	3 200	38 200	38 200
380	Collège "Ibn Khaldoun" Le Kef	44 000	4 800	48 800	48 800
381	Collège de Tajerouine	15 000	700	15 700	15 700
382	Collège de Touiref	28 000	1 500	29 500	29 500
383	Collège El Imam Ibn Arafà à Sers	34 000	3 100	37 100	37 100
384	Collège "Jugurtha" Le Kef	28 000	2 100	30 100	30 100
385	Collège de Menzel Salem	16 000	600	16 600	16 600
386	Collège Abou El Kacem Echabi à Dahmani	44 000	3 600	47 600	47 600
387	Collège à El Ksour	31 000	1 900	32 900	32 900
388	Collège Abou El Kacem Chabbi Tajerouine	33 000	3 000	36 000	36 000
389	Collège de Borj El Ita	28 000	2 400	30 400	30 400
390	Collège de Jerissa	31 000	2 200	33 200	33 200
391	Collège de Sidi Mhir	15 000	700	15 700	15 700
392	Collège de Sidi Rahel	16 000	600	16 600	16 600
393	Collège de Kalaa El Khadra	26 000	1 600	27 600	27 600
394	Collège du Sers	35 000	3 500	38 500	38 500
395	Collège de Barnoussa	39 000	3 600	42 600	42 600
396	Collège de la Cité El Intilaka - Sakiet Sidi Youssef	32 000	3 500	35 500	35 500
397	Collège Ibn Sina Le Kef	31 000	1 400	32 400	32 400
398	Collège Cité Eddir - Le Kef	26 000	2 000	28 000	28 000
399	Collège Souani El Ineb - Le Kef	29 000	1 600	30 600	30 600
400	Collège Ibn El Haithem à Tejerouine	25 000	1 600	26 600	26 600
401	Collège Pilote - Le Kef Est	39 000	2 800	41 800	41 800
402	Collège Ibn Ennafis à El Ksour	30 000	2 100	32 100	32 100
403	Collège Technique du Kef	24 000	500	24 500	24 500
<u>L - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Siliana :</u>		766 000	55 400	821 400	821 400
404	Collège Abou El Kacem Chebbi à Rouhia	40 000	3 000	43 000	43 000
405	Collège à El Aroussa	27 000	2 200	29 200	29 200
406	Collège de Gaïfour	25 000	2 400	27 400	27 400
407	Collège Sayar Makdhar	28 000	1 600	29 600	29 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
408	Collège Abou El Kacem Chebbi à Siliana	48 000	3 100	49 100	49 100
409	Collège Ibn Abi Dhiaf El Kantara	27 000	2 800	29 800	29 800
410	Collège Ibn Arafat Lakhouet	27 000	1 300	28 300	28 300
411	Collège Ibn Charaf - Barj El Messaoudi	30 000	1 900	31 900	31 900
412	Collège Ibn Rochd Makthar	48 000	3 900	51 900	51 900
413	Collège de Bou Arada	60 000	4 200	64 200	64 200
414	Collège de Kesra	48 000	4 100	52 100	52 100
415	Collège de Sidi Bourouis	38 000	3 900	41 900	41 900
416	Collège à Erroujia	54 000	3 600	57 600	57 600
417	Collège de Bargou	48 000	3 300	51 300	51 300
418	Collège Cité Ennour Siliana	37 000	3 600	40 600	40 600
419	Collège à El Krib	48 000	3 600	51 600	51 600
420	Collège de Makthar	38 000	3 100	41 100	41 100
421	Collège Technique de Siliana	7 000	300	7 300	7 300
422	Collège Technique de Gâfour	15 000	100	15 100	15 100
423	Collège Technique de Makthar	9 000	200	9 200	9 200
424	Collège El Hebabsa à Rouhia	43 000	1 600	44 600	44 600
425	Collège El Mansoura Siliana	23 000	1 600	24 600	24 600
M - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kasserine :		1 463 000	117 900	1 580 900	1 580 900
426	Collège El Abedla Sbeitla	33 000	3 400	36 400	36 400
427	Collège Mejel Bel Abbès	48 000	4 000	52 000	52 000
428	Collège Cité Ennour Kasserine	39 000	4 000	43 000	43 000
429	Collège de Hassi El Ferid	45 000	4 400	49 400	49 400
430	Collège Cité Ezzouhour Kasserine	57 000	5 900	62 900	62 900
431	Collège de Télépte	39 000	4 700	43 700	43 700
432	Collège Ibn El Fourat de Thala	24 000	1 500	25 500	25 500
433	Collège El Ayoun	62 000	5 700	67 700	67 700
434	Collège 25 Juillet 1957 de Thala	58 000	3 600	61 600	61 600
435	Collège Pilote Ibn Rochd à Kasserine	46 000	2 500	48 500	48 500
436	Collège Cité El Khadra Sbeitla	53 000	4 200	57 200	57 200
437	Collège Sidi Shil	38 000	2 500	40 500	40 500
438	Collège Cité El Fath à Kasserine	57 000	6 400	63 400	63 400
439	Collège Bouzgem	37 000	3 400	40 400	40 400
440	Collège Khmouda	41 000	2 800	43 800	43 800
441	Collège Lahouach	43 000	4 700	47 700	47 700
442	Collège Echerrai	32 000	2 800	34 800	34 800
443	Collège Ain Khemaisia	33 000	2 500	35 500	35 500
444	Collège Doghra	33 000	2 100	35 100	35 100
445	Collège de Rakhmeh	33 000	2 900	35 900	35 900
446	Collège Ibn Arafat à Sbeitla	37 000	2 400	39 400	39 400
447	Collège de Foussana	46 000	3 300	49 300	49 300
448	Collège de Sbiba	52 000	4 100	56 100	56 100
449	Collège a Foussana 2	45 000	3 500	48 500	48 500
450	Collège Cité El Bassatine à Kasserine	40 000	4 300	44 300	44 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
451	Collège de Férjana	38 000	4 300	42 300	42 300
452	Collège Ibn Khaldoun à Kasserine	36 000	3 200	39 200	39 200
453	Collège de Jedeliane	41 000	3 600	44 600	44 600
454	Collège Sahraoui à Foutssana	23 000	1 000	24 000	24 000
455	Collège Mahmoud El Messaïdi à Sbiba	49 000	3 300	52 300	52 300
456	Collège Kheireddine Bacha à Majel Bel Abbès	36 000	3 000	39 000	39 000
457	Collège Technique de Kasserine	27 000	300	27 300	27 300
458	Collège de Sbaitla	25 000	2 200	27 200	27 200
459	Collège technique de Feriana	36 000	300	36 300	36 300
460	Collège Maksen Ettourab - Hassi El Ferid- Kasserine	28 000	1 100	29 100	29 100
461	Collège Hidra- Hidra	27 000	2 000	29 000	29 000
462	Collège essourour de Sbaitla	26 000	2 000	28 000	28 000
N - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sousse :		1 664 000	181 900	1 845 900	1 845 900
463	Collège Pilote Porte Nord - Sousse	47 000	3 600	50 600	50 600
464	Collège 2 mars 1934 M'Saken	63 000	7 800	70 800	70 800
465	Collège Al Ahd El Jadid à M'Saken	29 000	2 000	31 000	31 000
466	Collège rue Constantine à Sousse	28 000	4 000	32 000	32 000
467	Collège Tahar El Haddad à Kalaa Kebira	54 000	5 900	59 900	59 900
468	Collège de M'Saken	32 000	4 000	36 000	36 000
469	Collège de Zaouia, Ksiba et Thrayet	63 000	9 200	72 200	72 200
470	Collège Hergla	24 000	1 900	25 900	25 900
471	Collège à Sidi El Hénî	34 000	3 300	37 300	37 300
472	Collège rue de Soudan Sousse	24 000	2 400	26 400	26 400
473	Collège à El Knates	26 000	1 600	27 600	27 600
474	Collège de Borjine	26 000	2 000	28 000	28 000
475	Collège de Kendar	40 000	3 900	43 900	43 900
476	Collège Cité Khezama Sousse	27 000	2 200	29 200	29 200
477	Collège Sahlouf Hammam-Sousse	53 000	6 700	59 700	59 700
478	Collège rue El Adjmi Ben Saâd Kalaa Kebira	31 000	3 300	34 300	34 300
479	Collège Lotfi Cortas	33 000	3 600	36 600	36 600
480	Collège de Sidi Bou Ali	33 000	3 400	36 400	36 400
481	Collège Messaïdine	27 000	3 500	30 500	30 500
482	Collège Cité Ezzoullouir Sousse	34 000	3 900	37 900	37 900
483	Collège de la Cité Erriadh Sousse	46 000	4 500	50 500	50 500
484	Collège Ali Belhouane Kalaa Kebira	27 000	2 800	29 800	29 800
485	Collège Mohamed El Hedi Amri à Kalaa Séghira	45 000	4 700	49 700	49 700
486	Collège Mohamed El Aroui de Sousse	62 000	11 200	73 200	73 200
487	Collège de Bou Hassina	31 000	2 800	33 800	33 800
488	Collège Cité El Yassamine - Enfidha	33 000	3 500	36 500	36 500
489	Collège El Bhaeir - Hammam Sousse	34 000	3 400	37 400	37 400
490	Collège à Sousse-Nouvelle	45 000	4 700	49 700	49 700
491	Collège Cité Zahra à Sousse	44 000	5 400	49 400	49 400
492	Collège à M'Saken 2	55 000	6 400	61 400	61 400
493	Collège route de Zaghouan à Enfidha	51 000	6 100	57 100	57 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
494	Collège El Farabi à Kalaâ Kébira	32 000	3 900	35 900	35 900
495	Collège Ahmed El Aouni à Sidi Bou Ali	25 000	2 300	27 300	27 300
496	Collège El Bairoui à Enfidha	42 000	4 800	46 800	46 800
497	Collège rue de l'environnement à Akouda	40 000	5 000	45 000	45 000
498	Collège Tarek Ibn Ziad à Khezama-Est - Sousse	27 000	2 500	29 500	29 500
499	Collège Cité Riadh 5 à Sousse	33 000	4 700	37 700	37 700
500	Collège de Bouficha	59 000	5 800	64 800	64 800
501	Collège Ibn Arafâ à Sidi Abdel Hamid - Sousse	28 000	2 900	30 900	30 900
502	Collège à Kalaâ Séghira	35 000	4 000	39 000	39 000
503	Collège El Jawhara à Sahlou - Sousse	30 000	3 900	33 900	33 900
504	Collège Technique de Sousse	12 000	1 900	13 900	13 900
505	Collège Technique d'Enfidha	12 000	1 400	13 400	13 400
506	Collège Technique d'Akouda	16 000	400	16 400	16 400
507	Collège Technique de Kalaâ Kébira	10 000	1 100	11 100	11 100
508	Collège Technique de Sidi Bou Ali	12 000	500	12 500	12 500
509	Collège Technique de M'Saken	22 000	2 000	24 000	24 000
510	Collège May Jribi Cité Erriadh Sousse	28 000	1 100	29 100	29 100
O - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kairouan :		1 612 000	149 800	1 761 800	1 761 800
511	Collège Dar El Amen Kairouan	40 000	5 600	45 600	45 600
512	Collège Markez Bouhajla	48 000	5 000	53 000	53 000
513	Collège Cherarda	42 000	3 900	45 900	45 900
514	Collège 2 mars 1934 à Kairouan	40 000	5 200	45 200	45 200
515	Collège El Houssari Kairouan	39 000	4 400	43 400	43 400
516	Collège de Menzel MHiri Nasrallah	35 000	3 300	38 300	38 300
517	Collège de Haffouz	44 000	4 700	48 700	48 700
518	Collège El Imam Soulnoun à Bouhajla	44 000	4 800	48 800	48 800
519	Collège de Oueslatia	43 000	5 400	48 400	48 400
520	Collège de Sbika	48 000	4 900	52 900	52 900
521	Collège de Ain Jeloula Oueslatia	35 000	2 900	37 900	37 900
522	Collège Ibn Abi Dhiaf à Hajeb El Ayoun	37 000	4 100	41 100	41 100
523	Collège à El Kabbara Nasrallah	26 000	1 400	27 400	27 400
524	Collège Dar El Jamiâ Sbikha	35 000	3 200	38 200	38 200
525	Collège à El M'snid - El Ala	30 000	2 200	32 200	32 200
526	Collège Bir El Wesfan Cherarda	30 000	2 500	32 500	32 500
527	Collège de Jchima - Bouhajla	28 000	1 700	29 700	29 700
528	Collège à El Mansoura Kairouan	37 000	4 400	41 400	41 400
529	Collège Ibn El-Héni à Kairouan	40 000	4 400	44 400	44 400
530	Collège de Zemla - Haffouz	33 000	2 200	35 200	35 200
531	Collège de Sbikha	46 000	3 400	49 400	49 400
532	Collège de Nasrallah	34 000	3 300	37 300	37 300
533	Collège à El Ala	32 000	5 000	37 000	37 000
534	Collège Ibn Rochd à Sbikha	35 000	3 400	38 400	38 400
535	Collège de Hajeb El Ayoun	37 000	3 900	40 900	40 900
536	Collège Cité Zayatine à Haffouz	32 000	3 300	35 300	35 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
537	Collège Ibn Cluraf à Kairouan	30 000	2 900	32 900	32 900
538	Collège de Rakada - Kairouan	37 000	4 500	41 500	41 500
539	Collège Assad Ibn El Fourat à Kairouan	42 000	3 900	45 900	45 900
540	Collège Chebbi à Onestatia	28 000	2 200	30 200	30 200
541	Collège à El Baten à Kairouan	26 000	1 900	27 900	27 900
542	Collège de Dhibette à El Ala	12 000	1 300	13 300	13 300
543	Collège Mongi Slim à Sbikha	30 000	3 300	33 300	33 300
544	Collège de Bouhajla	47 000	4 400	51 400	51 400
545	Collège El Manar à Kairouan	30 000	2 500	32 500	32 500
546	Collège à El Ala El Habib	25 000	2 000	27 000	27 000
547	Collège El Manara - Nasrallah	14 000	1 000	15 000	15 000
548	Collège Sidi Saad - Nasrallah	13 000	1 000	14 000	14 000
549	Collège Abou Zomaa El Balaoui à Kairouan	30 000	2 400	32 400	32 400
550	Collège de Sidi Ali Ben Salem	25 000	1 900	26 900	26 900
551	Collège Technique de Haffouz	15 000	500	15 500	15 500
552	Collège Beit El Hikma à Kairouan	28 000	2 200	30 200	30 200
553	Collège Es-Serja à Hajeb El Ayoun	27 000	1 900	28 900	28 900
554	Collège Chouayhia à Cherarda	26 000	2 000	28 000	28 000
555	Collège Technique Rue Fès Kairouan	27 000	1 200	28 200	28 200
556	Collège Technique de Nasrallah	15 000	500	15 500	15 500
557	Collège Technique de Bouhajla	14 000	2 200	16 200	16 200
558	Collège Pilote Jaafar Majed à Kairouan	49 000	2 900	51 900	51 900
559	Collège de Ksar El -Lamsa à Onestatia	24 000	1 600	25 600	25 600
560	Collège El Khadra Kairouan	28 000	1 100	29 100	29 100
P - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Monastir :		1 591 000	197 800	1 788 800	1 788 800
561	Collège Cité El Fath Jammel	53 000	5 600	58 600	58 600
562	Collège de Bembla	40 000	6 900	46 900	46 900
563	Collège Amirat Touzra Moknine	26 000	2 000	28 000	28 000
564	Collège Sidi Bennour Moknine	14 000	1 400	15 400	15 400
565	Collège de Amirat El Hajjej - Moknine	25 000	2 100	27 100	27 100
566	Collège Moufida Bourguiba à Monastir	35 000	5 300	40 300	40 300
567	Collège de Ksar Hellal	41 000	6 700	47 700	47 700
568	Collège Tahar Haded de Moknine	52 000	6 000	58 000	58 000
569	Collège 3 janvier 1934 Ksar Hellal	47 000	5 600	52 600	52 600
570	Collège de Sahline	35 000	5 300	40 300	40 300
571	Collège Ali Bourguiba de Monastir	37 000	3 600	40 600	40 600
572	Collège Ettahadi à Kifnis	36 000	4 900	40 900	40 900
573	Collège Haj Malrouk Lazrak de Menzel Nouir	39 000	4 800	43 800	43 800
574	Collège Zaouiet Kontech	25 000	2 900	27 900	27 900
575	Collège de Touza	26 000	3 900	29 900	29 900
576	Collège de Chrahil	25 000	1 700	26 700	26 700
577	Collège de Menzel Fersi	14 000	1 600	15 600	15 600
578	Collège de Menzel Kamel	28 000	2 800	30 800	30 800
579	Collège de Teboulba	50 000	6 100	56 100	56 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
580	Collège de Jemmel	52 000	6 100	58 100	58 100
581	Collège Mahmoud Ben Dhia à Moknine	34 000	5 800	39 800	39 800
582	Collège de Ksibet El Mediouni	31 000	4 000	35 000	35 000
583	Collège de Bennène	37 000	4 100	41 100	41 100
584	Collège de Bkalta	42 000	4 400	46 400	46 400
585	Collège avenue Bourguiba - Tébourba	40 000	4 900	44 900	44 900
586	Collège de Amirat Fionl	15 000	2 200	17 200	17 200
587	Collège 2 mars 1934 à Ouerdanine	33 000	4 000	37 000	37 000
588	Collège de Sayada	35 000	6 100	41 100	41 100
589	Collège El Imtiyaze à Monastir	50 000	6 900	56 900	56 900
590	Collège de Zaremdine	41 000	6 700	47 700	47 700
591	Collège de Béni Hassen	36 000	3 100	39 100	39 100
592	Collège Abdessalam el Mokni à Moknine	31 000	4 800	35 800	35 800
593	Collège Ahmed Ayed à Ksar Hellal	28 000	3 300	31 300	31 300
594	Collège à El Mezaougha	29 000	2 200	31 200	31 200
595	Collège Mahmoud El Messaâdi à Jummel	30 000	3 600	33 600	33 600
596	Collège de Bouhjar	29 000	4 000	33 000	33 000
597	Collège El Moustakbel à El Ouardanine	29 000	2 400	31 400	31 400
598	Collège Pilote à Monastir	48 000	10 000	58 000	58 000
599	Collège Technique de Monastir	14 000	1 200	15 200	15 200
600	Collège Technique de Moknine	14 000	800	14 800	14 800
601	Collège Technique de Ksar Hellal	14 000	1 100	15 100	15 100
602	Collège Mohamed Mohsen Elbaoueb à Monastir	26 000	3 300	29 300	29 300
603	Collège de Sidi Amour	26 000	3 800	29 800	29 800
604	Collège de Ghertada	13 000	1 300	14 300	14 300
605	Collège 5 septembre 1934 à Moknine	31 000	5 900	36 900	36 900
606	Collège Technique de Ksibet El Mediouni	15 000	300	15 300	15 300
607	Collège Technique El Kassas à Jemmal	15 000	1 300	16 300	16 300
608	Collège Technique de Tébourba	15 000	1 100	16 100	16 100
609	Collège rue Salem Bechir à Monastir	30 000	6 100	36 100	36 100
610	Collège de Bkalta 2- Bkalta	30 000	2 000	32 000	32 000
611	Collège cité El Omrane- Monastir	30 000	2 000	32 000	32 000
<u>Q - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Mahdia :</u>		1 289 000	101 000	1 390 000	1 390 000
612	Collège avenue Bourguiba Boumerdès	49 000	3 600	52 600	52 600
613	Collège rue 25 Juillet 1957 Chorban	30 000	3 300	33 300	33 300
614	Collège de Nefetia Chorban	34 000	3 100	37 100	37 100
615	Collège de Sakiet El Khadem Sidi Alouane	30 000	2 100	32 100	32 100
616	Collège avenue Habib Bourguiba Mahdia	38 000	3 900	41 900	41 900
617	Collège de Sidi Alouane	45 000	3 600	48 600	48 600
618	Collège de Souassi	52 000	3 400	55 400	55 400
619	Collège de Oufed Chamekhi	38 000	1 600	39 600	39 600
620	Collège Ezzahra - Mahdia	45 000	5 000	50 000	50 000
621	Collège Abou El Kacem Chebbi à El Jem	44 000	3 100	47 100	47 100
622	Collège de Mellouléch	34 000	2 600	36 600	36 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
623	Collège de Bradaïa	31 000	2 500	33 500	33 500
624	Collège de Hakaïma	33 000	1 500	34 500	34 500
625	Collège de Karkar	28 000	2 100	30 100	30 100
626	Collège Ibn Khaldoun Ksour Essaf	35 000	4 000	39 000	39 000
627	Collège Farhat Hached de Chebba	35 000	3 900	38 900	38 900
628	Collège avenue Bourguiba Ksour Essaf	48 000	4 400	50 400	50 400
629	Collège de Sidi Zid - Souassi	39 000	1 700	40 700	40 700
630	Collège de Talsa - El Jem	39 000	2 100	41 100	41 100
631	Collège de Hiboun	38 000	3 900	41 900	41 900
632	Collège Ibn Charaf de Chebba	35 000	4 200	39 200	39 200
633	Collège Nouvelle Cité - El Jem	30 000	3 200	33 200	33 200
634	Collège de Habira	32 000	3 400	35 400	35 400
635	Collège Ramzi Zrelli à Souassi	37 000	3 000	40 000	40 000
636	Collège Borj El Arif à Mahdia	27 000	1 300	28 300	28 300
637	Collège route de la plage à Rejiche	30 000	2 600	32 600	32 600
638	Collège de Zelba	28 000	700	28 700	28 700
639	Collège de Chéhimat-Nord	16 000	1 700	17 700	17 700
640	Collège Assad Ibn El Fourat à El Jem	24 000	2 300	26 300	26 300
641	Collège à El Kasba - Souassi	26 000	2 200	28 200	28 200
642	Collège à Ouled Abdallah - Malloulch	24 000	2 000	26 000	26 000
643	Collège de Rcharcha	33 000	2 200	35 200	35 200
644	Collège Technique de Mahdia	15 000	1 000	16 000	16 000
645	Collège Technique à El Jem	14 000	600	14 600	14 600
646	Collège Technique de Souassi	11 000	1 000	12 000	12 000
647	Collège Technique de la Chebba	12 000	800	12 800	12 800
648	Collège Technique de Ksour Essaf	15 000	1 100	16 100	16 100
649	Collège de Salakta	15 000	1 100	16 100	16 100
650	Collège pilote à Mahdia	45 000	800	45 800	45 800
651	Collège Ouled Saleh à Ksour Essaf	30 000	1 100	31 100	31 100
652	Collège El ghediabna de Chebba	27 000	3 300	30 300	30 300
R. Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sfax1 :		1 308 000	118 500	1 426 500	1 426 500
653	Collège Nadiour Bir Ali Ben Khalifa	40 000	2 900	42 900	42 900
654	Collège 15 Octobre 1963 Sfax	36 000	2 800	38 800	38 800
655	Collège Tahar El Haddad Sfax	36 000	4 800	40 800	40 800
656	Collège de Skhira	61 000	2 600	63 600	63 600
657	Collège avenue Habib Bourguiba Sfax	36 000	4 400	40 400	40 400
658	Collège de Maharrès	33 000	3 900	36 900	36 900
659	Collège Bir Ali Ben Khalifa	49 000	3 200	52 200	52 200
660	Collège 13 Août 1956 Sfax	28 000	2 600	30 600	30 600
661	Collège de Agareb	34 000	2 500	36 500	36 500
662	Collège El Bosten à Sfax	51 000	6 600	57 600	57 600
663	Collège Cité Ennour Sfax	31 000	3 600	34 600	34 600
664	Collège de Nakta	25 000	2 800	27 800	27 800
665	Collège de Tina Sfax	51 000	5 100	56 100	56 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
666	Collège Ali Ennouri Sfax	34 000	3 900	37 900	37 900
667	Collège Halima Chaâbouni - Agareb	52 000	4 900	56 900	56 900
668	Collège Cité El Habib - Sfax	26 000	2 300	28 300	28 300
669	Collège Ali Belhouane à Sfax	54 000	7 300	61 300	61 300
670	Collège 1er Mai à Sfax	78 000	8 700	86 700	86 700
671	Collège Hédi El Ayadi Cité El Habib à Sfax	41 000	3 500	44 500	44 500
672	Collège Mohamed Mahfoudh à Sfax	31 000	4 000	35 000	35 000
673	Collège de Sbayeh - Skhira	40 000	800	40 800	40 800
674	Collège Bechir Khraïef à Maharas	25 000	2 300	27 300	27 300
675	Collège Ibn Charaf à Bir Ali Ben Khalifa	5 000	3 300	8 300	8 300
676	Collège Ibn Arafat Cité El Bahri à Sfax	24 000	2 200	26 200	26 200
677	Collège Ibn Rochd à Tina	31 000	3 500	34 500	34 500
678	Collège Ibn El Heythem à Bir Ali Ben Khelifa	32 000	2 900	34 900	34 900
679	Collège Kheireddine à El Ghraba	34 000	4 200	38 200	38 200
680	Collège Okba Ibn Nafaa à Skhira	26 000	2 400	28 400	28 400
681	Collège Pilote de Sfax	49 000	800	49 800	49 800
682	Collège Technique Cité El Mourouj Route de l'Aéroport Sfax	30 000	1 000	31 000	31 000
683	Collège Technique de Mahars	12 000	700	12 700	12 700
684	Collège de Hajeb à Sfax	28 000	2 800	30 800	30 800
685	Collège Technique El Ahd El Jedid de Sfax	12 000	700	12 700	12 700
686	Collège Technique Cité El Bassatine de Sfax	13 000	1 300	14 300	14 300
687	Collège Technique Mohamed Jamoussi Sfax	38 000	1 000	39 000	39 000
688	Collège route el Afrane à Sfax	27 000	2 200	29 200	29 200
689	Collège karkour à Agareb Sfax I	28 000	2 000	30 000	30 000
690	Collège Imhamed Noukis- Skhira	27 000	2 000	29 000	29 000
S. Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sfax2 :		1 359 000	119 800	1 478 800	1 478 800
691	Collège de Saltania	49 000	6 000	55 000	55 000
692	Collège Cité El Ouis route de Tmis Sakiet Ezzit	44 000	4 000	48 000	48 000
693	Collège Ibn el Haithem à Sfax	52 000	5 900	57 900	57 900
694	Collège de Jebeniana	55 000	6 700	61 700	61 700
695	Collège El Imam Sahnoun route Gremda Sfax	48 000	6 100	54 100	54 100
696	Collège à Ellouza	37 000	4 200	41 200	41 200
697	Collège Houcine Bel Hadj Khaled à Handra	34 000	2 400	36 400	36 400
698	Collège de Sakiet Ezzit	50 000	5 600	55 600	55 600
699	Collège à El Ghraba	30 000	2 100	32 100	32 100
700	Collège Barmaki à El Aouadna - Menzel Chaker	59 000	2 800	61 800	61 800
701	Collège Mustapha Essiklami Sfax	45 000	4 700	49 700	49 700
702	Collège Cité Jardin Jebeniana	35 000	2 300	37 300	37 300
703	Collège de Chihia	69 000	7 000	76 000	76 000
704	Collège de Kerkennah	35 000	3 500	38 500	38 500
705	Collège Merkez Bouassida - Sfax	40 000	3 400	43 400	43 400
706	Collège Mustapha Hamdi à El Amra	57 000	4 400	61 400	61 400
707	Collège Habib Chanbouni à Sfax	48 000	5 000	53 000	53 000
708	Collège Ahmed Melak à Sfax	30 000	2 900	32 900	32 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
709	Collège d' El Hancha	30 000	3 300	33 300	33 300
710	Collège a El Ajenka - Jebeniama	19 000	1 600	20 600	20 600
711	Collège El Mansourah route Sidi Mansour à Sfax	30 000	1 300	31 300	31 300
712	Collège Ibn Sina à Menzel Chaker	31 000	2 300	33 300	33 300
713	Collège de Sakiet Eddayer	73 000	8 600	81 600	81 600
714	Collège El Farabi à Menzel Chacker	28 000	2 200	30 200	30 200
715	Collège El Manara route Sidi Mansour à Sakiet Eddayer	48 000	4 300	52 300	52 300
716	Collège route de Tanyour à Sakiet Ezzit	57 000	3 900	60 900	60 900
717	Collège Ibn Mandhour Cité El Ouns à Sakiet Ezzit	34 000	2 300	36 300	36 300
718	Collège Technique de Jebeniama	14 000	1 000	15 000	15 000
719	Collège Arneur Ettounsi à El Hancha	30 000	2 400	32 400	32 400
720	Collège cité Essalem à El Amra	24 000	1 200	25 200	25 200
721	Collège El Awebed Sfax	35 000	1 100	36 100	36 100
722	Collège Sadok Feki à Sakiet Eddayer	49 000	3 300	52 300	52 300
723	Collège Pilote - Sakiet Ezzit	40 000	2 000	42 000	42 000
T- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Gafsa :		861 000	63 700	924 700	924 700
724	Collège populaire à Gafsa	38 000	3 800	41 800	41 800
725	Collège de M'Dhila	35 000	2 600	37 600	37 600
726	Collège Enmajah Redeyef	33 000	3 100	36 100	36 100
727	Collège 2 mars 1934 à Gafsa	30 000	2 800	32 800	32 800
728	Collège 15 octobre 1963 à Moularès	30 000	2 600	32 600	32 600
729	Collège à Lala Gafsa	29 000	2 400	31 400	31 400
730	Collège de Zannouchi	38 000	2 100	40 100	40 100
731	Collège de Gafsa	36 000	4 200	40 200	40 200
732	Collège Cité Essourour Gafsa	35 000	2 600	37 600	37 600
733	Collège de Sned	24 000	1 100	25 100	25 100
734	Collège de Moularès la Gare	29 000	2 300	31 300	31 300
735	Collège El Ajd El Jedid - Métaoui	27 000	2 000	29 000	29 000
736	Collège à Ouled Ouahiba - Gafsa	12 000	300	12 300	12 300
737	Collège Cité des Jeunes à Gafsa	31 000	2 800	33 800	33 800
738	Collège "Chabiba" à Gafsa	13 000	500	13 500	13 500
739	Collège El Menzali route de l'aéroport à Gafsa	25 000	2 200	27 200	27 200
740	Collège de Ksar Gafsa	38 000	4 900	42 900	42 900
741	Collège à Sidi Ahmed Zarrouk à Gafsa	24 000	2 000	26 000	26 000
742	Collège El Amel à Métaoui	16 000	1 600	17 600	17 600
743	Collège Ibn El Jazzar à Sned	28 000	2 300	30 300	30 300
744	Collège Ibn Sina à Gafsa	31 000	3 100	34 100	34 100
745	Collège Ibn Rochd à M'Dhila	16 000	1 400	17 400	17 400
746	Collège Ibn Mandhour à Moularès	26 000	2 200	28 200	28 200
747	Collège Technique de Gafsa	13 000	700	13 700	13 700
748	Collège de Sidi Aiche	29 000	1 200	30 200	30 200
749	Collège Pilote de Gafsa	42 000	1 100	43 100	43 100
750	Collège Technique de Redeyef	24 000	300	24 300	24 300
751	Collège Technique de Métaoui	24 000	600	24 600	24 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
752	Collège Elmaïdani Ben Salah à Belkhir	15 000	800	15 800	15 800
753	Collège Ibn Arafat à Métlaoui	14 000	1 000	15 000	15 000
754	Collège El Guetar Gafsa	28 000	1 100	29 100	29 100
755	Collège à Sidi Bouabaker Gafsa	28 000	2 000	30 000	30 000
U- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sidi Bouzid :		1 405 000	120 200	1 525 200	1 525 200
756	Collège Ibn Ennafis à Jelma	47 000	5 000	52 000	52 000
757	Collège route Essouf Sebbala	37 000	3 400	40 400	40 400
758	Collège Ibn Sina de Regueb	43 000	4 100	47 100	47 100
759	Collège de Hichria	36 000	3 900	39 900	39 900
760	Collège à Essaida	37 000	2 900	39 900	39 900
761	Collège à Meknassy	42 000	2 600	44 600	44 600
762	Collège Khaled Ibn El Walid à Sidi Bouzid	40 000	4 200	44 200	44 200
763	Collège El Ahid El Jedid de Faïedh	30 000	2 100	32 100	32 100
764	Collège de Ouled Slimène	28 000	2 500	30 500	30 500
765	Collège à Menzel Bouzalene	39 000	4 200	43 200	43 200
766	Collège de Souk El Jedid	45 000	4 200	49 200	49 200
767	Collège d'Ouled Haffouz	32 000	2 500	34 500	34 500
768	Collège de Jelma	42 000	4 400	46 400	46 400
769	Collège Ibn Khaldoun de Meknassy	35 000	3 000	38 000	38 000
770	Collège Abou Baker El Gamoudi de Sidi Bouzid	50 000	6 600	56 600	56 600
771	Collège de Mezzouna	37 000	2 800	39 800	39 800
772	Collège de M'Karem	30 000	1 600	31 600	31 600
773	Collège de Regueb	39 000	3 400	42 400	42 400
774	Collège de Mezara de Sidi Bouzid	27 000	5 600	32 600	32 600
775	Collège de Lassouda	33 000	2 900	35 900	35 900
776	Collège de Om El Oudham	27 000	1 300	28 300	28 300
777	Collège de Ouled Monser	15 000	700	15 700	15 700
778	Collège de Sidi Bouzid Ouest	41 000	3 900	44 900	44 900
779	Collège de Bir El Hafey	33 000	2 900	35 900	35 900
780	Collège de Sidi Ali Ben Qun	36 000	3 000	39 000	39 000
781	Collège de Henchir El Galliel	39 000	4 500	43 500	43 500
782	Collège Pilote Kheireddine Pacha à Sidi Bouzid	47 000	2 400	49 400	49 400
783	Collège Rahal à Bir El Hafey	27 000	1 600	28 600	28 600
784	Collège Ibn Charaf à Ouled Haffouz	27 000	1 300	28 300	28 300
785	Collège Abou El Kacem Echhebbi à Bir El Hafey	30 000	3 000	33 000	33 000
786	Collège Ibn Abu Dhiaf à Regueb	28 000	2 800	30 800	30 800
787	Collège Labiadh à Jelma	31 000	2 900	33 900	33 900
788	Collège Assad Ibn El Fourat à Mézouna	29 000	2 100	31 100	31 100
789	Collège Ibn El Haythem à Sidi Bouzid	32 000	2 800	34 800	34 800
790	Collège El Farabi à Sidi Ali Ben Aoun	27 000	1 600	28 600	28 600
791	Collège de M'Ghila - Sebala	30 000	1 900	31 900	31 900
792	Collège de Remilia - Souk Jedid	30 000	2 000	32 000	32 000
793	Collège Technique de Sidi Bouzid	9 000	500	9 500	9 500
794	Collège Technique de Ouled Haffouz	9 000	300	9 300	9 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
795	Collège Technique de Regueb	12 000	500	12 500	12 500
796	Collège Okba Ibn Nafaa à Mezzouna	15 000	1 200	16 200	16 200
797	Collège Ibn Sina à Menzel Bouzaïene	16 000	1 400	17 400	17 400
798	Collège Rabta à sidi Ali ben Aoun	15 000	800	15 800	15 800
799	Collège Al-Hania-Bazid à sidi Bouzid Est	25 000	1 400	26 400	26 400
800	Collège El-Khedem	26 000	1 700	27 700	27 700
V - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tozeur :		470 000	37 000	507 000	507 000
801	Collège El Ahd El Jedid à Dégache	29 000	2 000	31 000	31 000
802	Collège de Nefla	32 000	3 300	35 300	35 300
803	Collège Ibn Charaf à Hammet Jérid	27 000	1 700	28 700	28 700
804	Collège Ibn Chabbat Tozeur	46 000	5 000	51 000	51 000
805	Collège El Makki Bel-Azouz à Nafta	34 000	3 600	37 600	37 600
806	Collège Moustapha Kherraf à Tozeur	29 000	2 600	31 600	31 600
807	Collège Ibn Khaldoun à Bouhlel	32 000	2 300	34 300	34 300
808	Collège Amor Saïdi à Hazoua	24 000	1 100	25 100	25 100
809	Collège Route de l'Aéroport à Tozeur	38 000	3 500	41 500	41 500
810	Collège Chagrati à Tozeur	14 000	1 100	15 100	15 100
811	Collège de Zaouit El Arabe - Degreche	16 000	1 400	17 400	17 400
812	Collège de Tamaghza	32 000	1 900	33 900	33 900
813	Collège Technique de Nafta	12 000	300	12 300	12 300
814	Collège Technique de Tozeur	12 000	300	12 300	12 300
815	Collège Pilote à Tozeur	33 000	1 900	34 900	34 900
816	Collège Tozeur	30 000	2 800	32 800	32 800
817	Collège Mnaouer Smadch à Nafta	30 000	2 200	32 200	32 200
W - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Gabès :		1 320 000	95 600	1 415 600	1 415 600
818	Collège Cité El Amel Gabès	49 000	4 200	53 200	53 200
819	Collège Abdessalem Saafi route El Hamma Gabès	30 000	1 600	31 600	31 600
820	Collège El Ahd El Jedid Méroua	29 000	2 300	31 300	31 300
821	Collège Nouvelle Matmata	34 000	3 300	37 300	37 300
822	Collège Ibn Khaldoun à Gabès	62 000	4 900	66 900	66 900
823	Collège avenue Habib Bourguiba Gabès	32 000	3 000	35 000	35 000
824	Collège Cité Mohamed Ali Gabès	27 000	1 900	28 900	28 900
825	Collège de Ouadhraf	31 000	2 800	33 800	33 800
826	Collège Mohamed Kheireddine Boume à Méroua	26 000	2 000	28 000	28 000
827	Collège de Ghannouchie	49 000	4 400	53 400	53 400
828	Collège de Sombat	26 000	1 600	27 600	27 600
829	Collège de Dkhiliet Toujarie	27 000	2 100	29 100	29 100
830	Collège de Zaraf	27 000	1 900	28 900	28 900
831	Collège de la Vieille Matmata	24 000	1 100	25 100	25 100
832	Collège de Menzel Habib	15 000	1 400	16 400	16 400
833	Collège Ibn Charaf à Mareth	32 000	2 800	34 800	34 800
834	Collège El Ahd El Jedid Gabès	30 000	3 400	33 400	33 400
835	Collège de Chénini Gabès	24 000	2 000	26 000	26 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
836	Collège de Kétama	30 000	1 700	31 700	31 700
837	Collège de Ouedi Einour El Hamma	37 000	2 600	39 600	39 600
838	Collège de Teboulbou - Gabès	32 000	3 200	35 200	35 200
839	Collège de Mareth	36 000	3 600	39 600	39 600
840	Collège El Ahd El Jedid à El Hamma	31 000	2 600	33 600	33 600
841	Collège Ibn Rochd à Ghannouch	33 000	2 800	35 800	35 800
842	Collège Al-icheac à Gabès	31 000	3 400	34 400	34 400
843	Collège Cité El Izdihar à Gabès	26 000	2 000	28 000	28 000
844	Collège de Bechimur à El Hamma	24 000	1 200	25 200	25 200
845	Collège Ibn Sina à Arram- Mareth sud	21 000	1 100	22 100	22 100
846	Collège de Plage Essalam - Gabès	32 000	3 400	35 400	35 400
847	Collège de Bou-Chénma	25 000	1 700	26 700	26 700
848	Collège Ibn Khaldoun à Menzel El Habib	19 000	1 100	20 100	20 100
849	Collège Al Ahd El Jedid à Cheneni	24 000	1 100	25 100	25 100
850	Collège El Hamma	29 000	1 900	30 900	30 900
851	Collège à El-Affam - Matmata Nouvelle	25 000	1 100	26 100	26 100
852	Collège Technique avenue Abou El Kacem Chebbi à Gabès	31 000	700	31 700	31 700
853	Collège Technique rue Oasis à Gabès	27 000	700	27 700	27 700
854	Collège Pilote cité El Marara à Gabès Sud	30 000	2 800	32 800	32 800
855	Collège Technique d'El Hamma	26 000	800	26 800	26 800
856	Collège Technique de Mareth	24 000	500	24 500	24 500
857	Collège Mohamed Daghbaji à El Hamma	35 000	2 300	37 300	37 300
858	Collège Technique de Ghannouch	25 000	600	25 600	25 600
859	Collège Taher Lassoued de Sombat	28 000	2 100	30 100	30 100
860	Collège de Tounine	14 000	600	14 600	14 600
861	Collège El Mida à Gabès	24 000	1 300	25 300	25 300
862	Collège Zraoua Eljadida-Matmata Eljadida	27 000	2 000	29 000	29 000
X- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kébili :		630 000	43 100	673 100	673 100
863	Collège de Nouerî Douz	28 000	2 200	30 200	30 200
864	Collège Oum Smaâ Souk Lahad	26 000	1 500	27 500	27 500
865	Collège Ain Slim Tombar Kébili Nord	26 000	1 600	27 600	27 600
866	Collège de Blidet	27 000	1 700	28 700	28 700
867	Collège à Menchia	28 000	1 600	29 600	29 600
868	Collège Abou El Kacem Chebbi Kébili	31 000	2 900	33 900	33 900
869	Collège Ibn Rochd de Kébili	31 000	2 900	33 900	33 900
870	Collège Ibn Rachik de Douz	26 000	1 700	27 700	27 700
871	Collège Ibn Charaf Douz	49 000	4 800	53 800	53 800
872	Collège El Kalaâ Douz	30 000	2 000	32 000	32 000
873	Collège El Farabi à Kébili	29 000	1 300	30 300	30 300
874	Collège El Houssari à Douz	29 000	2 200	31 200	31 200
875	Collège Okba Ibn Nafaa à Kébili	25 000	1 700	26 700	26 700
876	Collège Ibn Zeidoun à El Faouar	35 000	3 300	38 300	38 300
877	Collège Bou Abdallah à Souk Lahad	16 000	1 400	17 400	17 400
878	Collège El Aouina à Douz	16 000	1 200	17 200	17 200

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
879	Collège de Zaafrane - Douz	24 000	1 500	25 500	25 500
880	Collège de Ghidma - El Faouar	24 000	1 400	25 400	25 400
881	Collège à Jersine - Kébili Sud	15 000	800	15 800	15 800
882	Collège de Naggua - Souk Lahad	14 000	1 100	15 100	15 100
883	Collège Ibn Mandhour à Souk Lahad	25 000	1 300	26 300	26 300
884	Collège Technique de Kébili	24 000	700	24 700	24 700
885	Collège Technique de Douz	25 000	600	25 600	25 600
886	Collège Pilote à Kébili	27 000	1 700	28 700	28 700
<u>Y- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Médénine :</u>		1 673 000	131 200	1 804 200	1 804 200
887	Collège Kheireddine Pachra Sidi Makhlouf	37 000	1 400	38 400	38 400
888	Collège de Midoun Jerba	59 000	5 600	64 600	64 600
889	Collège Ibn Arafat Ben Guerdane	28 000	1 500	29 500	29 500
890	Collège rue Mongi Slim Médénine	53 000	5 000	58 000	58 000
891	Collège Essouani Jerba	39 000	4 000	43 000	43 000
892	Collège de Chemmakhi	27 000	2 200	29 200	29 200
893	Collège Abou El Kacem Chebbi Ben Guerdane	52 000	4 200	56 200	56 200
894	Collège de Zarzis	30 000	2 600	32 600	32 600
895	Collège Enriadh-Jerba	32 000	3 000	35 000	35 000
896	Collège de Kellala-Jerba	27 000	2 500	29 500	29 500
897	Collège Souhil Zarzis	27 000	2 300	29 300	29 300
898	Collège de Zarzis 2	29 000	1 700	30 700	30 700
899	Collège Ksar Jedid à Béni Khédache	34 000	2 000	36 000	36 000
900	Collège Sedouikech - Jerba	28 000	2 600	30 600	30 600
901	Collège Houmet Essouk de Jerba	52 000	6 100	58 100	58 100
902	Collège Ibn Charaf Ben Guerdane	33 000	3 300	36 300	36 300
903	Collège Erraja de Zarzis	15 000	1 400	16 400	16 400
904	Collège de Hassi Omar	34 000	3 000	37 000	37 000
905	Collège de Mellita Jerba	26 000	2 200	28 200	28 200
906	Collège de Béni Khédache	38 000	2 200	40 200	40 200
907	Collège Cité Ezzitouni de Médénine	35 000	3 600	38 600	38 600
908	Collège Erraja de Médénine	37 000	3 900	40 900	40 900
909	Collège Ibn Sina Houmet Essouk Jerba	27 000	2 200	29 200	29 200
910	Collège Farhat Hached Médénine	28 000	2 400	30 400	30 400
911	Collège route El May - Ajim	27 000	2 800	29 800	29 800
912	Collège Ibn Rachik route de Gabès - Médénine	46 000	5 000	51 000	51 000
913	Collège Ibn Mandhour à Queribis - Zarzis	16 000	1 300	17 300	17 300
914	Collège Ibn Khaldoun à El May - Jerba	37 000	3 900	40 900	40 900
915	Collège Mahboubine à Jerba	30 000	3 000	33 000	33 000
916	Collège El Farabi à Ragouba-Est - Sidi Makhlouf	24 000	1 000	25 000	25 000
917	Collège Fadhel Ben Achour à Béni Khédache	16 000	1 000	17 000	17 000
918	Collège Ibn Abu Dhi'af Cité Echra à Ben Guerdane	28 000	1 500	29 500	29 500
919	Collège Ibn Khaldoun à Zarzis	38 000	4 100	42 100	42 100
920	Collège El Imityaze à Médénine	41 000	3 800	44 800	44 800
921	Collège Route de l'Hôpital à Ben Guerdane	40 000	3 300	43 300	43 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
922	Collège Abou El Kacem Chebbi à Houmet Souk - Jerba	43 000	4 000	47 000	47 000
923	Collège a H'Madi - Zarzis	27 000	1 700	28 700	28 700
924	Collège de Koutine	27 000	1 500	28 500	28 500
925	Collège d'El Jorf	14 000	800	14 800	14 800
926	Collège de Amra - Medenine	26 000	1 400	27 400	27 400
927	Collège Tabai à Ben Guerdane	33 000	3 800	36 800	36 800
928	Collège d'El Mouensa - Zarzis	26 000	1 500	27 500	27 500
929	Collège El Grou - Ajim	15 000	1 100	16 100	16 100
930	Collège de Arkou-Midoun Jerba	25 000	1 700	26 700	26 700
931	Collège Technique de Medenine	27 000	600	27 600	27 600
932	Collège Technique de Zarzis	28 000	500	28 500	28 500
933	Collège Technique Houmt-Souk Jerba	28 000	1 300	29 300	29 300
934	Collège Ilm Sina à Chahbania	33 000	700	33 700	33 700
935	Collège Pilote de Medenine	66 000	1 400	67 400	67 400
936	Collège route de Ghomrassen à Benî Khedache	29 000	1 400	30 400	30 400
937	Collège de Boughrara	16 000	2 000	18 000	18 000
938	Collège de Oued Sedr Médenine	12 000	2 200	14 200	14 200
939	Collège Pilote Houmt-Souk Jerba	28 000	2 000	30 000	30 000
Z Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tataouine :		530 000	42 300	572 300	572 300
940	Collège Ezzahra - Tataouine	25 000	1 200	26 200	26 200
941	Collège de Bir Lahniar	27 000	2 400	29 400	29 400
942	Collège de Ghomrassen	16 000	1 200	17 200	17 200
943	Collège Cité El Mahrajen - Tataouine	20 000	1 500	21 500	21 500
944	Collège Cité Ennour - Tataouine	30 000	2 300	32 300	32 300
945	Collège Ilm Rochd Tataouine	40 000	4 900	44 900	44 900
946	Collège de Maztouria	25 000	1 900	26 900	26 900
947	Collège de Dhiba	16 000	1 300	17 300	17 300
948	Collège de Ksar Ouled Dabbeb	15 000	1 000	16 000	16 000
949	Collège Ibn Arafia Ghomrassen	25 000	2 800	27 800	27 800
950	Collège de Rogba	25 000	2 100	27 100	27 100
951	Collège route Oum Seouigh - Remada	27 000	2 500	29 500	29 500
952	Collège El Farchi à Ghomrassen	12 000	800	12 800	12 800
953	Collège 18 janvier 1952 à Tataouine	29 000	3 000	32 000	32 000
954	Collège "El Bir" à Tataouine	23 000	2 000	25 000	25 000
955	Collège Al Ahd El Jadid de Smar	24 000	1 900	25 900	25 900
956	Collège Ibn Sina à Tataouine	24 000	1 500	25 500	25 500
957	Collège Ksar Ouled Solime à Tataouine Nord	23 000	700	23 700	23 700
958	Collège Ksar Ouled Aoun à Smar	11 000	700	11 700	11 700
959	Collège Pilote à Tataouine Nord	26 000	1 100	27 100	27 100
960	Collège Technique de Tataouine	16 000	1 100	17 100	17 100
961	Collège El Farabi à Tataouine Nord	14 000	1 400	15 400	15 400
962	Collège Technique de Ghomrassen	12 000	500	12 500	12 500
963	Collège Ibn Khaldoun à Tataouine Nord	13 000	1 400	14 400	14 400
964	Collège Ibn El Haythem à Beni M'Hira -Smar	12 000	1 100	13 100	13 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
4	Etablissements de Formation :	2 022 000	163 000	2 185 000	2 185 000
4	Y - Autres Etablissements de Formation	2 022 000	163 000	2 185 000	2 185 000
1	Centre National de Formation et de développement des compétences	1 647 000	148 000	1 795 000	1 795 000
2	Institut des métiers de l'éducation à Korba	152 000	5 000	157 000	157 000
3	Institut des métiers de l'éducation à Sousse	100 000	5 000	105 000	105 000
4	Institut des métiers de l'éducation à Sfax	123 000	5 000	128 000	128 000
6	Etablissements d'action sociale :	373 000	6 000	379 000	379 000
1	Ecole Primaire Ennour pour les aveugles Bir El Kassaâ à Ben Aroun	79 000	1 000	80 000	80 000
2	Ecole Primaire Ennour des aveugles à Gabès	80 000	1 000	81 000	81 000
3	Institut des aveugles à Sousse	26 000	1 000	27 000	27 000
4	Collège Ennour des aveugles à Gabès	60 000	1 000	61 000	61 000
5	Collège des aveugles à Cité Hached - Bir El Kassaâ	80 000	1 000	81 000	81 000
6	Ecole Primaire des aveugles à Sousse	48 000	1 000	49 000	49 000
26	COMMISSARIATS REGIONAUX DE L'EDUCATION :	36 060 000	3 025 000	39 085 000	39 085 000
1	Commissariat Régional de Tunis I	1 439 000	103 000	1 542 000	1 542 000
2	Commissariat Régional de Tunis II	1 306 000	107 000	1 413 000	1 413 000
3	Commissariat Régional de l'Ariana	1 183 000	128 000	1 311 000	1 311 000
4	Commissariat Régional de Manouba	1 123 000	97 000	1 220 000	1 220 000
5	Commissariat Régional de Ben Arous	1 506 000	156 000	1 662 000	1 662 000
6	Commissariat Régional de Zaghouan	936 000	57 000	993 000	993 000
7	Commissariat Régional de Bizerte	1 561 000	152 000	1 713 000	1 713 000
8	Commissariat Régional de Nabeul	1 554 000	227 000	1 781 000	1 781 000
9	Commissariat Régional de Béja	1 225 000	80 000	1 305 000	1 305 000
10	Commissariat Régional de Jendouba	1 417 000	100 000	1 517 000	1 517 000
11	Commissariat Régional du Kef	1 167 000	58 000	1 225 000	1 225 000
12	Commissariat Régional de Siliana	1 200 000	64 000	1 264 000	1 264 000
13	Commissariat Régional de Kasserine	1 743 000	141 000	1 884 000	1 884 000
14	Commissariat Régional de Sousse	1 484 000	188 000	1 672 000	1 672 000
15	Commissariat Régional de Kairouan	1 893 000	180 000	2 073 000	2 073 000
16	Commissariat Régional de Monastir	1 280 000	160 000	1 440 000	1 440 000
17	Commissariat Régional de Mahdia	1 426 000	133 000	1 559 000	1 559 000
18	Commissariat Régional de Sfax 1	1 630 000	136 000	1 766 000	1 766 000
19	Commissariat Régional de Sfax 2	1 567 000	151 000	1 718 000	1 718 000
20	Commissariat Régional de Gafsa	1 658 000	96 000	1 754 000	1 754 000
21	Commissariat Régional de Sidi Bouzid	1 840 000	127 000	1 967 000	1 967 000
22	Commissariat Régional de Tozeur	683 000	32 000	715 000	715 000
23	Commissariat Régional de Gabès	1 558 000	111 000	1 669 000	1 669 000
24	Commissariat Régional de Kébili	906 000	50 000	956 000	956 000
25	Commissariat Régional de Medenine	1 843 000	148 000	1 991 000	1 991 000
26	Commissariat Régional de Tataouine	932 000	43 000	975 000	975 000
6	Autres Etablissements :	65 471 000	7 636 700	73 107 700	73 107 700
1	Ecole Internationale de Tunis		2 000 000	2 000 000	2 000 000
2	Office des Œuvres Scolaires	64 447 000	5 600 000	70 047 000	70 047 000
3	Centre National de Maintenance	769 000	30 000	799 000	799 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
4	Internat Primaire de Mateur	46 000	4 000	50 000	50 000
5	Internat Primaire de Menagaa - Zaghouan	29 000	1 000	30 000	30 000
6	Ecole de la Deuxième Chance	180 000	1 700	181 700	181 700
1608	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Education =	167 410 000	16 444 000	183 854 000	183 854 000
	MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
332	+ Enseignement Supérieur				
176	A - Etablissements d'Enseignement Supérieur	39 272 000	21 995 000	61 267 000	61 267 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université Ez-zitouna</u>	<u>723 000</u>	<u>519 000</u>	<u>1 242 000</u>	<u>1 242 000</u>
1	Université Ez-zitouna	723 000	4 000	727 000	727 000
2	Institut Supérieur de Théologie Ez-zitouna		300 000	300 000	300 000
3	Institut Supérieur de Civilisation Islamique de Tunis		200 000	200 000	200 000
4	Centre des Etudes Islamiques à Kairouan		15 000	15 000	15 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Tunis</u>	<u>6 421 000</u>	<u>1 220 000</u>	<u>7 641 000</u>	<u>7 641 000</u>
5	Université de Tunis	6 421 000	20 000	6 441 000	6 441 000
6	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs à Tunis		70 000	70 000	70 000
7	Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Tunis		100 000	100 000	100 000
8	Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis		300 000	300 000	300 000
9	Institut Supérieur de l'Animation pour la Jeunesse et la Culture		50 000	50 000	50 000
10	Institut Supérieur des Beaux Arts de Tunis		120 000	120 000	120 000
11	Ecole Normale Supérieure		15 000	15 000	15 000
12	Institut Supérieur de Musique de Tunis		40 000	40 000	40 000
13	Institut Supérieur d'Art Dramatique		13 000	13 000	13 000
14	Institut Supérieur de Gestion		205 000	205 000	205 000
15	Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de		150 000	150 000	150 000
16	Institut Supérieur des Métiers du Patrimoine de Tunis		12 000	12 000	12 000
17	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Tunis		40 000	40 000	40 000
18	Institut Préparatoire aux Etudes Littéraires et des Sciences Humaines de Tunis		20 000	20 000	20 000
19	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Zaghou		25 000	25 000	25 000
20	Institut Supérieur des Affaires de Tunis		40 000	40 000	40 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Jendouba</u>	<u>2 766 000</u>	<u>800 000</u>	<u>3 566 000</u>	<u>3 566 000</u>
21	Université de Jendouba	2 766 000	80 000	2 846 000	2 846 000
22	Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de Jendouba		300 000	300 000	300 000
23	Institut Supérieur de Langues Appliquées et de l'Informatique à Be		50 000	50 000	50 000
24	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités au Kef		75 000	75 000	75 000
25	Institut Supérieur des Sciences Humaines de Jendouba		110 000	110 000	110 000
26	Institut Supérieur de la Musique et du Théâtre au Kef		3 000	3 000	3 000
27	Institut Supérieur des Arts et Métiers à Siliana		25 000	25 000	25 000
28	Institut Supérieur des Sciences de l'Informatique au Kef		82 000	82 000	82 000
29	Institut Supérieur de Biotechnologie à Béja		50 000	50 000	50 000
30	Institut National de Technologie et Sciences au Kef		25 000	25 000	25 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Tunis El Manar</u>		<u>4 230 000</u>	<u>4 230 000</u>	<u>4 230 000</u>
31	Faculté des Sciences de Tunis		650 000	650 000	650 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
32	Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis		470 000	470 000	470 000
33	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis		300 000	300 000	300 000
34	Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis		230 000	230 000	230 000
35	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs à El Manar		60 000	60 000	60 000
36	Institut Supérieur de l'Informatique		120 000	120 000	120 000
37	Institut Supérieur des Technologies Médicales de Tunis		90 000	90 000	90 000
38	Institut Supérieur des Sciences Biologiques Appliquées		100 000	100 000	100 000
39	Institut Bourguiba de Langues Vivantes		2 210 000	2 210 000	2 210 000
	Etablissements relevant de l'Université de Carthage	10 433 000	2 231 000	12 664 000	12 664 000
40	Université Carthage	10 433 000	70 000	10 503 000	10 503 000
41	Faculté des Sciences de Bizerte		240 000	240 000	240 000
42	Institut Préparatoire des Etudes d'Ingénieurs de Nabeul		65 000	65 000	65 000
43	Institut Préparatoire des Etudes Scientifiques et Techniques		90 000	90 000	90 000
44	Ecole Tunisienne des technologies		60 000	60 000	60 000
45	Institut National des Sciences Appliquées et de Technologie de T		250 000	250 000	250 000
46	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de M		50 000	50 000	50 000
47	Ecole Nationale d'Architecture et de l'Urbanisme à Tunis		150 000	150 000	150 000
48	Institut Supérieur de Langues à Tunis		160 000	160 000	160 000
49	Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis		170 000	170 000	170 000
50	Institut des Hautes Etudes Commerciales de Carthage		210 000	210 000	210 000
51	Institut Supérieur des Beaux Arts de Nabeul		50 000	50 000	50 000
52	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Nabeul		150 000	150 000	150 000
53	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Bizerte		16 000	16 000	16 000
54	Ecole Nationale des Ingénieurs de Carthage		120 000	120 000	120 000
55	Institut Supérieur de la Technologie de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Bâtiments		45 000	45 000	45 000
56	Ecole Supérieure des Statistiques et de l'Analyse des données		35 000	35 000	35 000
57	Institut Préparatoire des Etudes d'Ingénieurs de Bizerte		40 000	40 000	40 000
58	Institut Supérieur des Langues de Nabeul		40 000	40 000	40 000
59	Institut Supérieur des Sciences et des Technologies de l'Environnement de Borj Cedria		40 000	40 000	40 000
60	Ecole Supérieure de l'Audiovisuel et du Cinéma de Gammarth		50 000	50 000	50 000
61	Institut Supérieur de Gestion de Bizerte		70 000	70 000	70 000
62	Institut Supérieur des technologies informatiques et de communication -de Borj Cedria		40 000	40 000	40 000
63	Ecole Nationale des Sciences et nouvelles technologies de Borj Ce		20 000	20 000	20 000
	Etablissements relevant de l'Université de la Manouba	5 059 000	2 032 000	7 091 000	7 091 000
64	Université de la Manouba	5 059 000	70 000	5 129 000	5 129 000
65	Ecole Nationale des Sciences de l'Informatique		100 000	100 000	100 000
66	Faculté des Lettres, des arts et des sciences humaines de la Manouba		500 000	500 000	500 000
67	Institut Supérieur de Documentation à Tunis		50 000	50 000	50 000
68	Institut de Presse et des Sciences de l'Information		62 000	62 000	62 000
69	Institut Supérieur de l'Histoire du Mouvement National		10 000	10 000	10 000
70	Institut Supérieur de la Comptabilité et de l'Administration des Ent		450 000	450 000	450 000
71	Ecole Supérieure du Commerce à Tunis		400 000	400 000	400 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	RECETTES			DEPENSES
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
72 Ecole Supérieure des Sciences et des Technologies du Design		150 000	150 000	150 000
73 Institut Supérieur des Arts de Multimédia à la Manouba		144 000	144 000	144 000
74 Institut Supérieur de Biotechnologie à Sidi Thabèt		90 000	90 000	90 000
75 Ecole Nationale d'Ingénieurs à Manouba		6 000	6 000	6 000
<u>Etablissements relevant de l'Université de Sousse</u>		1 513 000	1 513 000	1 513 000
76 Faculté de Droit et des Sciences Economique à Sousse		272 000	272 000	272 000
77 Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sousse		230 000	230 000	230 000
78 Institut Supérieur de Gestion à Sousse		168 000	168 000	168 000
79 Institut Supérieur de Musique à Sousse		27 000	27 000	27 000
80 Institut Supérieur des Beaux Arts à Sousse		115 000	115 000	115 000
81 Institut Supérieur du Transport et de Télécommunications de Sousse		83 000	83 000	83 000
82 Institut Supérieur de l'Informatique et des Techniques de la télécommunication à Hammam Sousse		130 000	130 000	130 000
83 Institut Supérieur des Finances et de Fiscalité de Sousse		88 000	88 000	88 000
84 Institut de Hautes Etudes Commerciales de Sousse		115 000	115 000	115 000
85 Ecole Supérieure des Sciences et Technologie à Hammam Sousse		85 000	85 000	85 000
86 Faculté des Sciences Economique et de Gestion à Sousse		200 000	200 000	200 000
<u>Etablissements relevant de l'Université de Monastir</u>		1 735 000	1 735 000	1 735 000
87 Faculté de Médecine de Monastir		340 000	340 000	340 000
88 Faculté de Chirurgie Dentaire de Monastir		160 000	160 000	160 000
89 Faculté de Pharmacie de Monastir		150 000	150 000	150 000
90 Faculté des Sciences de Monastir		210 000	210 000	210 000
91 Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Mahdia		160 000	160 000	160 000
92 Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Monastir		90 000	90 000	90 000
93 Institut Supérieur des Langues Appliquées de Moknine		45 000	45 000	45 000
94 Institut Supérieur de Biotechnologie de Monastir		100 000	100 000	100 000
95 Institut Supérieur de l'Informatique et des Mathématiques de Monastir		100 000	100 000	100 000
96 Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Mahdia		63 000	63 000	63 000
97 Institut Supérieur des Métiers de la Mode de Monastir		40 000	40 000	40 000
98 Institut Supérieur de l'Informatique de Mahdia		85 000	85 000	85 000
99 Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Mahdia		32 000	32 000	32 000
100 Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Mahdia		85 000	85 000	85 000
101 Village des Langues		75 000	75 000	75 000
<u>Etablissements relevant de l'Université de Kairouan</u>		630 000	630 000	630 000
102 Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Kairouan		150 000	150 000	150 000
103 Institut Supérieur de l'Informatique et de Gestion de Kairouan		150 000	150 000	150 000
104 Institut Supérieur des Arts et Métiers de Kairouan		30 000	30 000	30 000
105 Institut supérieur des Etudes Juridiques et Politiques de Kairouan		40 000	40 000	40 000
106 Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Kasserine		30 000	30 000	30 000
107 Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Kasserine		60 000	60 000	60 000
108 Institut Supérieur de Mathématiques Appliquées et de l'Informatique de Kairouan		30 000	30 000	30 000
109 Institut Supérieur des humanités Appliquées de Sbeitla		30 000	30 000	30 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
110	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Sidi Bouzid		20 000	20 000	20 000
111	Faculté des sciences et Techniques de Sidi Bouzid		30 000	30 000	30 000
112	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Kasserine		30 000	30 000	30 000
113	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Kairouan		30 000	30 000	30 000
	Etablissements relevant de l'Université de Sfax		3 273 000	3 273 000	3 273 000
114	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax		272 000	272 000	272 000
115	Faculté de Droits de Sfax		338 000	338 000	338 000
116	Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sfax		240 000	240 000	240 000
117	Faculté des Sciences de Sfax		700 000	700 000	700 000
118	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Sfax		400 000	400 000	400 000
119	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Sfax		45 000	45 000	45 000
120	Ecole Supérieure de Commerce de Sfax		120 000	120 000	120 000
121	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Sfax		170 000	170 000	170 000
122	Institut Supérieur de Musique de Sfax		14 000	14 000	14 000
123	Institut Supérieur de l'Administration des Affaires de Sfax		95 000	95 000	95 000
124	Ecole Supérieure de l'Informatique et Multimédia de Sfax		90 000	90 000	90 000
125	Institut Supérieur de l'électronique et de télécommunications de Sfax		550 000	550 000	550 000
126	Institut Supérieur de Biotechnologie de Sfax		80 000	80 000	80 000
127	Institut de Hautes Etudes Commerciales de Sfax		84 000	84 000	84 000
128	Institut Supérieur de Gestion industrielle de Sfax		75 000	75 000	75 000
	Etablissements relevant de l'Université de Gafsa	3 700 000	496 000	4 196 000	4 196 000
129	Université de Gafsa	3 700 000	40 000	3 740 000	3 740 000
130	Faculté des Sciences de Gafsa		120 000	120 000	120 000
131	Institut Supérieur de l'Administration des Entreprises de Gafsa		63 000	63 000	63 000
132	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Gafsa		42 000	42 000	42 000
133	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Gafsa		35 000	35 000	35 000
134	Gafsa		45 000	45 000	45 000
135	Institut Supérieur des humanités Appliquées de Tozeur		25 000	25 000	25 000
136	Institut Supérieur des Sciences Humaines et de l'Education de Gafsa		85 000	85 000	85 000
137	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Gafsa		24 000	24 000	24 000
138	Ecole Nationale des ingénieurs de Gafsa		17 000	17 000	17 000
	Etablissements relevant de l'Université de Gabès		823 000	823 000	823 000
139	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Gabès		132 000	132 000	132 000
140	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de G		90 000	90 000	90 000
141	Institut Supérieur de Gestion de Gabès		100 000	100 000	100 000
142	Institut Supérieur des Langues de Gabès		82 000	82 000	82 000
143	Institut Supérieur de l'Informatique et du Multimédia de Gabès		50 000	50 000	50 000
144	Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Gabès		49 000	49 000	49 000
145	Ecole Supérieure des Sciences Juridiques de Gabès		52 000	52 000	52 000
146	Institut Supérieur des Biologies Appliquées de Médenine		53 000	53 000	53 000
147	Institut Supérieur des Sciences et Technologies des Eaux de Gabès		27 000	27 000	27 000
148	Institut Supérieur des Logiciels industriels de Gabès		55 000	55 000	55 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
149	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Médénine		45 000	45 000	45 000
150	Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Tataouine		39 000	39 000	39 000
151	Institut Supérieur de l'Informatique de Médénine		27 000	27 000	27 000
152	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Gabès		22 000	22 000	22 000
	Instituts Supérieurs des Etudes Technologiques	10 170 000	2 493 000	12 663 000	12 663 000
153	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Radès	604 000	480 000	1 084 000	1 084 000
154	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Nabeul	586 800	110 000	696 800	696 800
155	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sousse	376 000	120 000	496 000	496 000
156	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Ksar Helal	386 000	150 000	536 000	536 000
157	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sfax	608 000	150 000	758 000	758 000
158	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Gabès	506 000	93 000	599 000	599 000
159	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Gafsa	466 000	82 000	548 000	548 000
160	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Charguia	493 000	80 000	573 000	573 000
161	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kairouan	416 000	73 000	489 000	489 000
162	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Djerba	394 000	75 000	469 000	469 000
163	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Mahdia	429 000	150 000	579 000	579 000
164	Institut Supérieur des Etudes Technologiques du Kef	452 400	80 000	532 400	532 400
165	Institut Supérieur des Etudes Technologiques du Zaghouan	324 000	80 000	404 000	404 000
166	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Jendouba	453 000	75 000	528 000	528 000
167	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Béja	361 600	65 000	426 600	426 600
168	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Tozeur	325 000	80 000	405 000	405 000
169	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Bizerte	478 000	90 000	568 000	568 000
170	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Siliana	495 600	60 000	555 600	555 600
171	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kébili	324 600	35 000	359 600	359 600
172	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kasserine	384 000	55 000	439 000	439 000
173	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sidi Bouzid	401 000	80 000	481 000	481 000
174	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Tataouine	204 000	100 000	304 000	304 000
175	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Médénine	277 000	90 000	367 000	367 000
176	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kélibia	425 000	40 000	465 000	465 000
155	2- Etablissements relevant des Offices des Œuvres Universitaires	78 049 000	9 964 000	88 013 000	88 013 000
	Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaires du Nord	30 073 000	4 823 000	34 896 000	34 896 000
1	Office des Œuvres Universitaires du Nord de Tunis	30 073 000	15 000	30 088 000	30 088 000
2	Cité Universitaire de Bulla Régia		140 000	140 000	140 000
3	Foyer Universitaire Ibn Khaldoun de Tunis		20 000	20 000	20 000
4	Foyer Universitaire Chawki d'El Menzah 7		171 000	171 000	171 000
5	Foyer Universitaire de Bardo 3		46 000	46 000	46 000
6	Foyer Universitaire d'El Menzah		23 000	23 000	23 000
7	Foyer Universitaire Rue de Mulhouse		34 000	34 000	34 000
8	Foyer Universitaire de Ben Arous		22 000	22 000	22 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
9	Foyer Universitaire Thameur-Ariana		48 000	48 000	48 000
10	Foyer Universitaire Fatouma Bourguiba - Tunis		25 000	25 000	25 000
11	Foyer Universitaire de Bab El Khadra		14 000	14 000	14 000
12	Foyer Universitaire de la Cité Ez-zouhour		23 000	23 000	23 000
13	Foyer Universitaire Route de l'Aéroport-Ariana		50 000	50 000	50 000
14	Foyer Universitaire El Yasmine		68 000	68 000	68 000
15	Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 1		95 000	95 000	95 000
16	Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 2		54 000	54 000	54 000
17	Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 3		100 000	100 000	100 000
18	Cité Universitaire de Kheireddine Etounssi de Hammam- Chott		100 000	100 000	100 000
19	Foyer Universitaire Rue de Madrid - Tunis		50 000	50 000	50 000
20	Foyer Universitaire Ibnou Zolir Mannouba		90 000	90 000	90 000
21	Foyer Universitaire des Etudiantes de la Manouba		55 000	55 000	55 000
22	Foyer Universitaire de Nabeul		160 000	160 000	160 000
23	Foyer Universitaire El Mourouj		107 000	107 000	107 000
24	Foyer Universitaire El Ouardia		60 000	60 000	60 000
25	Foyer Universitaire El Bassatine de la Manoubia		74 000	74 000	74 000
26	Foyer Universitaire Route Menzel Abdelmen de Bizerte		120 000	120 000	120 000
27	Restaurant Universitaire de Boudhoucha		66 000	66 000	66 000
28	Restaurant Universitaire de Carthage		15 000	15 000	15 000
29	Restaurant Universitaire d'El Menzah 7		15 000	15 000	15 000
30	Restaurant Universitaire d'El Omrane Supérieur		70 000	70 000	70 000
31	Restaurant Universitaire de Nabeul		60 000	60 000	60 000
32	Restaurant Universitaire de Charguia		39 000	39 000	39 000
33	Restaurant Universitaire du Campus Universitaire		110 000	110 000	110 000
34	Restaurant Universitaire de la Rabta		125 000	125 000	125 000
35	Restaurant Universitaire Ibn Zaidoun de la Manouba		85 000	85 000	85 000
36	Restaurant Universitaire Route Menzel Abdelmen de Bizerte		80 000	80 000	80 000
37	Restaurant Universitaire d'El mourouj		40 000	40 000	40 000
38	Cité Universitaire de Boufj Sedria-Slimene		85 000	85 000	85 000
39	Centre Universitaire d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle		6 000	6 000	6 000
40	Cité Universitaire de Mutuelleville		30 000	30 000	30 000
41	Cité Universitaire de Montfleury		135 000	135 000	135 000
42	Cité Universitaire de Ras Tabia		60 000	60 000	60 000
43	Cité Universitaire de l'Ariana		75 000	75 000	75 000
44	Cité Universitaire de Ben Arous		80 000	80 000	80 000
45	Cité Universitaire de Bardo I		80 000	80 000	80 000
46	Cité Universitaire de Bardo II		60 000	60 000	60 000
47	Cité Universitaire les Jardins de Tunis		50 000	50 000	50 000
48	Cité Universitaire d'El Mourouj		80 000	80 000	80 000
49	Cité Universitaire de Hammam-Chott		110 000	110 000	110 000
50	Cité Universitaire de Mateur		93 000	93 000	93 000
51	Cité Universitaire Vaga de Béja		94 000	94 000	94 000
52	Cité Universitaire Zama de Siliana		90 000	90 000	90 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
53	Restaurant Universitaire Houcine El Jaziri de Manouba		83 000	83 000	83 000
54	Cité Universitaire Niapolis de Nabeul		75 000	75 000	75 000
55	Restaurant Universitaire Ali Eddouaji de Tunis		25 000	25 000	25 000
56	Restaurant Universitaire Ibn Mandhour de Radès		60 000	60 000	60 000
57	Restaurant Universitaire Musthafa Kheraief de Zaghouan		30 000	30 000	30 000
58	Restaurant Universitaire Ali Belhouane de Jendouba		80 000	80 000	80 000
59	Restaurant Universitaire Hannibal du Kef		60 000	60 000	60 000
60	Foyer Universitaire Tatar El Haddad de Nabeul		70 000	70 000	70 000
61	Foyer Universitaire Moussa Ibn Noussair de Zaghouan		84 000	84 000	84 000
62	Foyer Universitaire Mahmoud El Messaâdi de Jendouba		122 000	122 000	122 000
63	Foyer Universitaire Jughortha au Kef		69 000	69 000	69 000
64	Centre Culturel et Sportif de Manouba		1 000	1 000	1 000
65	Foyer Universitaire des Etudiantes de Bizerte		100 000	100 000	100 000
66	Restaurant Universitaire de Bizerte		124 000	124 000	124 000
67	Cité Universitaire Sicavénira du Kef		70 000	70 000	70 000
68	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Jendouba		1 000	1 000	1 000
69	Restaurant Universitaire Sidi Bou Said		25 000	25 000	25 000
70	Centre Culturel et Sportif de Béja		1 000	1 000	1 000
71	Cité Universitaire de Kélibia		75 000	75 000	75 000
72	Centre Culturel et Sportif de Nabeul		3 000	3 000	3 000
73	Centre Culturel et Sportif de Siliana		1 000	1 000	1 000
74	Centre Culturel et Sportif du Kef		1 000	1 000	1 000
75	Cité Universitaire de L'école Normale de Tunis		36 000	36 000	36 000
76	Restaurant Universitaire à Sidi Thabet		30 000	30 000	30 000
	Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaire pour le Centre de Sousse	23 994 000	2 762 000	26 756 000	26 756 000
77	Office des Œuvres Universitaires du Centre de Sousse	23 994 000	153 000	24 147 000	24 147 000
78	Foyer Universitaire Eriadi de Rose de Sousse		38 000	38 000	38 000
79	Foyer Universitaire 3 Août de Monastir		41 000	41 000	41 000
80	Foyer Universitaire El Bassatine de Monastir		90 000	90 000	90 000
81	Foyer Universitaire Rakkada de Kairouan		75 000	75 000	75 000
82	Cité Universitaire El Yasmin de Sousse		62 000	62 000	62 000
83	Foyer Universitaire Imam Mezri de Monastir		54 000	54 000	54 000
84	Foyer Universitaire Skanes de Monastir		85 000	85 000	85 000
85	Foyer Universitaire Sahloul de Sousse		93 000	93 000	93 000
86	Restaurant Universitaire les Roses de Monastir		100 000	100 000	100 000
87	Restaurant Universitaire Skanès de Monastir		98 000	98 000	98 000
88	Restaurant Universitaire Al Aghaliba de Kairouan		29 000	29 000	29 000
89	Cité Universitaire El Ghazali de Sousse		156 000	156 000	156 000
90	Cité Universitaire Ibn Khaldoun de Sousse		97 000	97 000	97 000
91	Foyer Universitaire Okba Ibn Nafaa de Kairouan		54 000	54 000	54 000
92	Cité Universitaire de Ksar Helal		64 000	64 000	64 000
93	Cité Universitaire Fatouma Bourguiba - Monastir		111 000	111 000	111 000
94	Cité Universitaire Ibn Sina de Sousse		150 000	150 000	150 000
95	Cité Universitaire Sabra de Kairouan		77 000	77 000	77 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
96	Centre Culturel Universitaire de Monastir		5 000	5 000	5 000
97	Centre Culturel Universitaire "Yahia Ibn Omar" de Soussa		5 000	5 000	5 000
98	Centre Culturel Universitaire "Rakada" de Kairouan		2 000	2 000	2 000
99	Restaurant Universitaire Erriadh de Soussa		100 000	100 000	100 000
100	Cité Universitaire Ibn Khaldoun de Sidi Bouzid		96 000	96 000	96 000
101	Foyer Universitaire de Mahdia		120 000	120 000	120 000
102	Foyer Universitaire El Fatimi de Mahdia		26 000	26 000	26 000
103	Cité Universitaire 5 Septembre 1934 de Mokantre		39 000	39 000	39 000
104	Foyer Universitaire Ibn Rachiq de Kairouan		60 000	60 000	60 000
105	Cité Universitaire Ibn El Jazzar de Kairouan		100 000	100 000	100 000
106	Restaurant Universitaire de Mahdia		128 000	128 000	128 000
107	Cité Universitaire El Farabi de Soussa		75 000	75 000	75 000
108	Restaurant Universitaire Ibn Rochd de Kairouan		78 000	78 000	78 000
109	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Mahdia		2 000	2 000	2 000
110	Foyer Universitaire de Kasserine		54 000	54 000	54 000
111	Restaurant Universitaire de Kasserine		26 000	26 000	26 000
112	Cité Universitaire de Sbeitla		83 000	83 000	83 000
113	Centre Culturel et Sportif de Kasserine		2 000	2 000	2 000
114	Centre Culturel et Sportif de Sidi Bouzid		2 000	2 000	2 000
115	Restaurant Universitaire du Pôle technologique de Soussa		28 000	28 000	28 000
116	Restaurant Universitaire de Rejich Mahdia		66 000	66 000	66 000
117	Restaurant Universitaire de Sidi Bouzid		30 000	30 000	30 000
118	Restaurant Universitaire " Médina Jadida" Kasserine		8 000	8 000	8 000
Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaires pour le Sud de Sfax		23 982 000	2 379 000	26 361 000	26 361 000
119	Office des Œuvres Universitaires du Sud de Sfax	23 982 000	2 000	23 984 000	23 984 000
120	Foyer Universitaire du Commandant Béjaoui de Sfax		34 000	34 000	34 000
121	Foyer Universitaire El Bassatine de Sfax				
122	Foyer Universitaire Tanyour de Sfax		24 000	24 000	24 000
123	Foyer Universitaire Imam Salmoun de Sfax		37 000	37 000	37 000
124	Foyer Universitaire El Farabi de Sfax		66 000	66 000	66 000
125	Foyer Universitaire Ibn Abi Sarah de Gabès		31 800	31 800	31 800
126	Restaurant Universitaire El Manar- Sfax		48 000	48 000	48 000
127	Cité Universitaire Ibn El Jazzar de Sfax		114 000	114 000	114 000
128	Cité Universitaire Ibn Chabbat de Sfax		64 000	64 000	64 000
129	Cité Universitaire Ali Nouri de Sfax		111 000	111 000	111 000
130	Cité Universitaire Omar Ibn El Khattab de Gabès		63 000	63 000	63 000
131	Cité Universitaire Sidi Mansour de Sfax		178 000	178 000	178 000
132	Cité Universitaire El Yasmin de Sfax		197 400	197 400	197 400
133	Centre Culturel Universitaire de Sfax		1 000	1 000	1 000
134	Centre Culturel Universitaire de Gabès		4 000	4 000	4 000
135	Cité Universitaire Sidi Marzouk de Gabès		83 000	83 000	83 000
136	Foyer Universitaire Ibn Mandhour de Gafsa		105 000	105 000	105 000
137	Foyer Universitaire Ulysse de Djerba		52 000	52 000	52 000
138	Foyer Universitaire Ennakhil de Gabès		135 000	135 000	135 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
139	Foyer Universitaire Ettifachi de Gafsa		32 000	32 000	32 000
140	Cité Universitaire de Tozeur		100 000	100 000	100 000
141	Cité Universitaire de Kébili		48 700	48 700	48 700
142	Restaurant Universitaire Ezzayatine Sfax		67 000	67 000	67 000
143	Restaurant Universitaire Ibn Arafa de Gafsa		75 000	75 000	75 000
144	Restaurant Universitaire de Gabès		99 000	99 000	99 000
145	Restaurant Universitaire les Oasiš Gabès		108 000	108 000	108 000
146	Restaurant Universitaire Ibn Rachid Gafsa		78 000	78 000	78 000
147	Restaurant Universitaire Ali Charfi Sfax		24 000	24 000	24 000
148	Restaurant Universitaire Kheireddine Ettoussi de Djerba		22 000	22 000	22 000
149	Cité Universitaire de Médénine		35 800	35 800	35 800
150	Cité Universitaire de Tataouine		121 300	121 300	121 300
151	Restaurant Universitaire "El Ons" du pôle technologique de Sfax		100 000	100 000	100 000
152	Centre Culturel Universitaire de Gafsa		34 000	34 000	34 000
153	Cité Universitaire Elfajja - Médine		1 000	1 000	1 000
154	centre Culturel Universitaire de Mednine		82 000	82 000	82 000
155	Cité Universitaire de Gafsa		1 000	1 000	1 000
	<u>Centre de calcul Khwarezmi</u>	<u>556 000</u>	<u>100 000</u>	<u>656 000</u>	<u>656 000</u>
<u>1</u>	Centre de calcul Khwarezmi	556 000	100 000	656 000	656 000
332	<i>Total des Budgets des Etablissements relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Enseignement Supérieur)</i>	117 877 000	32 059 000	149 936 000	149 936 000
	<i>* Recherche Scientifique</i>				
<u>3</u>	<u>Etablissements de Recherche</u>	<u>843 000</u>	<u>28 000</u>	<u>871 000</u>	<u>871 000</u>
1	Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales	315 000	10 000	325 000	325 000
2	Centre de Recherches et des Etudes pour le dialogue des Civilisations et des Religions Comparées à Sousse	148 000	5 000	153 000	153 000
3	Centre National Universitaire de Documentation Scientifique et Technique	380 000	13 000	393 000	393 000
<u>1</u>	<u>Centre de publication universitaire</u>	<u>243 000</u>	<u>200 000</u>	<u>443 000</u>	<u>443 000</u>
<u>1</u>	Centre de publication universitaire	243 000	200 000	443 000	443 000
4	<i>Total des Budgets des Etablissements relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Recherche Scientifique)</i>	1 086 000	228 000	1 314 000	1 314 000
336	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	118 963 000	32 287 000	151 250 000	151 250 000
<u>2630</u>	TOTAL GENERAL DES BUDGETS RATTACHES POUR ORDRE AU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	989 501 000	449 038 300	1 438 539 300	1 438 539 300

TABLEAU "F"
EFFECTIF GLOBAL DU PERSONNEL AUTORISE DES MINISTRES Y COMPRIS LEURS SERVICES
CENTRAUX ET REGIONAUX ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES BUDGETS SONT RATTACHES
POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2025

LES MISSIONS ET LES MISSIONS SPECIALES	TOTAL
1- ASSEMBLEE DES REPRESENTANTS DU PEUPLE	402
2- ASSEMBLEE NATIONALE DES REGIONS ET DES DISTRICTS	136
3- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 619
4- PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	2 209
5- MISSION DE L'INTERIEUR	99 486
6- MISSION DE LA JUSTICE	18 761
7- MISSION DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA MIGRATION ET DES TUNISIENS A L'ETRANGER	1 857
8- MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	103 678
9- MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES	780
10- MISSION DES FINANCES	19 860
11- MISSION DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION	298
12- MISSION DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 702
13- MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME	24 349
14- MISSION DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ENERGIE	351
15- MISSION DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	1 495
16- MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	449
17- MISSION DU TOURISME	153
18- MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	4 238
19- MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	293
20- MISSION DES TRANSPORTS	536
21- MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	7 756
22- MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	20 830
23- MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES AGEES	5 822
24- MISSION LA SANTE	78 137
25- MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	8 960
26- MISSION DE L'EDUCATION	204 574
27- MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	39 703
28- MISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	643
29- CONSEIL SUPERIEUR PROVISoire DE LA MAGISTRATURE	6
30- COUR CONSTITUTIONNELLE	
31- COUR DES COMPTES	408
32- INSTANCE SUPERIEURE INDEPENDANTE POUR LES ELECTIONS	266
EFFECTIFS NON REPARTIS	12 000
TOTAL GENERAL	663 757